

correspondance de presse internationale

# inprecOR

Mars 2000 - n° 445

INPRECOR



Espagne : L'accord de gouvernement PSOE-IU  
Euskadi (Pays Basque) : Une gifle à la raison  
Autriche : Les racines de l'extrémisme de droite  
Allemagne : Crise historique de la CDU  
Union Européenne : le retour du temps des colonies  
Portugal : Temps nouveaux, gauche nouvelle

Prix : 35 FF / 215 BEF / 8,6 CHF / 5,35 €

## Portugal

« Sortir le socialisme du placard »	Francisco Louçã	3
Questions à Luis Fazenda, député du Bloc de gauche et dirigeant de l'UDP	(réd.)	4
Temps nouveaux, gauche nouvelle	François Vercammen	7
Tous les chemins qui ont mené au Bloc	(réd.)	8

## Espagne

Accord PSOE-IU : la fin d'un cycle politique ?	Jaime Pastor	11
L'accord de gouvernement PSOE-IU (extraits)	document	15
La Gauche Unie que nous voulons (recomposer)	document	16

## Euskadi (Pays Basque)

Une gifle à la raison	Jose Ramon Castaños "Trogló"	17
4 <sup>e</sup> Déclaration du Forum de Lizarra-Garazi	Document	18
« Construire des ponts, pas les détruire »	Ekaitza-Espacio Alternativo	19

## Italie

Le congrès des Démocrates de Gauche (DS)	Livio Maitan	20
--	--------------	----

## Souscription

21

## Autriche

Les racines de l'extrémisme de droite	Boris Jezek	23
---------------------------------------	-------------	----

## Allemagne

La plus profonde crise de l'histoire de la CDU	Paul Kleiser	28
--	--------------	----

## Afrique-Caraïbes-Pacifique & Union européenne

Les accords post-Lomé ou la fin de la politique de développement de l'UE	G. Buster	31
--	-----------	----

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la Peci Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski. Rédaction : Jan

Malewski avec Loïc Abrassart

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>me</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En couverture de ce numéro nous avons détourné le photomontage de Roman Cieslewicz pour l'affiche "Pour l'Argentine" du Centre Argentin d'Information et Solidarité (CAIS) en 1977...

## A nos abonné(e)s

A la suite d'une erreur de notre routeur, 206 d'entre vous n'ont pas reçu *Inprecor* n° 441 de novembre (toujours actuel et très « européen », avec l'analyse de l'étape à venir de l'Union, celle de « puissance »...). Nous ne savons pas qui sont ces 206 lésés ! Alors écrivez-nous, faxez-nous, "e-maillez"-nous..., mais faites-vous connaître, pour nous permettre de réparer la faute !

Nous n'avons reçu que peu d'échos à cette annonce, déjà parue dans *Inprecor* n° 443/444 de janvier-février 2000. Alors abonné(e)s lésés, manifestez-vous, avant que le numéro ne soit épuisé !

Au sommaire de cet *Inprecor* de novembre vous auriez pu trouver : l'analyse de la nouvelle phase de construction de l'Union européenne (« l'Europe puissance »), le bilan de la première année du gouvernement « rouge-vert » en Allemagne, les analyses des percées de l'extrême-gauche au Portugal et en Norvège, celles des succès de Blair au congrès des syndicats et du Parti travailliste, les documents adoptés par le CEI de la IV<sup>e</sup> Internationale sur Timor et la guerre des Balkans, une étude des effets du néolibéralisme en Amérique latine, la présentation de la gauche pakistanaise, en butte au coup d'État militaire...

## Abonnement

(11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois)  360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois)  460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 270 FF (6 mois)  520 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice) (150 FF)

Nom - Prénom : .....  
 Rue : .....  
 Commune / Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Pays : .....  
 Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Peci, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# « Sortir le socialisme du placard »

Par  
Francisco Louçã\*

Je voudrais commencer par saluer tous les invités qui ont pu venir pour écouter, pour débattre, pour échanger et pour converger. Mais parmi toutes ces organisations et personnalités, qu'il me soit permis de commettre une légère injustice en soulignant la présence de certaines personnes qui traduisent particulièrement ce que nous sommes aujourd'hui (1). (...) L'année zéro touche à sa fin et nous nous trouvons plongés dans cette perplexité magnifique où, à l'instar des débats sur le début et la fin du siècle ou du millénaire, nous ne savons plus si à la fin de cette année nous avons déjà un an ou si le temps ne fait que commencer pour nous. Pourtant, malgré cette célébration mathématique de l'ambiguïté, nous connaissons notre âge. Nous savons que notre première année a été celle de la lutte contre la guerre du Kosovo et contre l'ingérence de ceux qui prônèrent lâchement la non-intervention dans la guerre d'Espagne et qui pensent qu'aujourd'hui le monde est un champ de toutes les expérimentations pour le militarisme et les doctrines meurtrières, tout cela sous les auspices de l'OTAN. Nous avons également critiqué les accords de New York sur le Timor oriental et nous avons vécu pleinement ce mois de septembre de solidarité, un de ces mois trop rares qui donnent envie d'être fiers de notre pays. Nous sortons également d'une des grèves les plus longues qu'aient eu à mener des travailleurs au Portugal, la grève d'un groupe de travailleurs parmi les plus exclus, et à ce titre la première grande grève de l'exclusion, celle des marins-pêcheurs. Nous avons fait preuve d'un esprit européen de toutes les couleurs, d'un arc-en-ciel de toutes les solidarités, et avons pris part à des luttes sur le terrain qui auront marqué la vie du Bloc de gauche avant, pendant et après les élections. Nous avons été des luttes contre une décharge sauvage à Bigorne et Lazarim, contre le tracé d'autoroutes à Barcelos ou dans le Sud, contre des incinérateurs mais aussi contre l'idée du groupe-

ment des ordures à incinérer à Coimbra et à Leiria. Qu'il s'agisse du combat des jeunes contre la pratique et le principe de la sélection à l'université ou du soutien aux marins africains du Tage, le Bloc a toujours su choisir son camp et continue de choisir son camp.

Voilà pourquoi nous avons gagné. Nous avons toujours été gagnants lorsque nous avons été nous-mêmes ou lorsqu'il a fallu faire entendre un discours fort et juste, parce que nous avons su apprendre de la diversité qui fait le Bloc de gauche — il est d'ailleurs temps de divulguer notre seul secret. La diversité est plus efficace que n'importe quel

grandes questions et sur des batailles politiques qui rénovent en profondeur et sans tabou la gauche portugaise. Voilà pourquoi les voix et opinions de toutes les personnes présentes aujourd'hui sont indispensables. De même que sont utiles celles de la multitude à qui nous devons étendre ce réseau et cette invitation à la lutte. D'ici à la prochaine réunion nationale du Bloc — en avril à Porto —, où il sera question de la nature de la démocratie nécessaire, nous devons être beaucoup plus, des milliers. Il faudra faire venir des multitudes pour que le Bloc de gauche pèse encore plus et que l'on sache qu'il s'agit d'une force nouvelle.

La seconde décision que nous avons prise — et il ne pouvait en être autrement — est d'être cohérents avec nous-mêmes. Nous étions dans l'opposition, nous serons donc une force d'opposition. Pas seulement parce que le champ des ministères est un terrain miné, mais parce que nous savons que la seule politique réaliste — celle qui compte pour ceux qui souffrent, qui luttent ou qui réfléchissent —, est celle du combat au nom des idéaux de gauche que nous avons restaurés. C'est donc ce souci de cohérence qui nous place dans l'opposition, qui nous pousse à unir nos forces et nos idées, à en discuter. C'est également pourquoi nous proposons une table ronde de toute la gauche



Affiche de la campagne contre la fraude fiscale.  
« Plus on gagne, moins on paye. Jusqu'à quand ? »

parti traditionnel, nous savons désormais que nous devons écouter pour apprendre et que c'est de cette diversité que naît la vie.

Dans certains partis, on pense que c'est de cloner ses positions politiques à partir de l'uniformité terne d'une opinion unique qui fait la force de l'unanimité. Et on en voit le résultat : des clones qui sont à l'image de leurs dirigeants rendent ces partis encore pire qu'ils n'étaient. Voici pourquoi nous avons, au Bloc de gauche, fait trois choix fondamentaux. Le premier consiste à structurer le Bloc comme un réseau d'intervention politique cohérente, convergeant sur les

\* Francisco Louçã est député du Bloc de gauche et dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire, section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous publions ici la retranscription de son intervention de clôture de la première Convention nationale du Bloc de gauche, le 30 janvier 2000 à Lisbonne.

1. Faute de place nous avons dû réduire légèrement l'intervention de F. Louçã, qui a commencé par remercier pour leurs interventions : João Martins Pereira, Mário Brochado Coelho, José Marreiros (sénateur du Bloc de gauche), António Borges Coelho (édition portugaise du Monde diplomatique), Alípio de Freitas, les représentants d'organisations de France, du Danemark, d'Italie, de Galice (Bautista, vice-président du Parlement de Galice et représentant du Bloc de gauche de Galice) et aussi les co-fondateurs du Bloc : Luís Fazenda, Miguel Portas et Fernando Rosas et « celles et ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pendant ces derniers mois afin que le Bloc de gauche puisse exister ».

## Portugal

sans exclusive — nous entendons par là les communistes, les socialistes, les sans-parti, les syndicalistes, les hommes et les femmes de tous les courants organisés et ceux qui animent les organisations non-gouvernementales. Nous appelons de nos vœux une table ronde, quelle que soit la forme concrète qu'elle pourra prendre, qui soit un point de rencontre auquel nous puissions nous croiser pour réfléchir, pour apprendre et aussi souvent que possible et autant de fois que nécessaire, pour agir.



Au Parlement, les deux députés du Bloc attendant qu'on leur attribue une place.

**BLOCO DE ESQUERDA  
ELEGÉ 2 DEPUTADOS**

### Questions à Luis Fazenda, député du Bloc de gauche et dirigeant de l'UDP

#### ● Quel sens politique prend la création du Bloc de gauche ?

— Malgré la victoire électorale du Parti socialiste (PS) en 1995, qui a remplacé le gouvernement de centre-droit du Parti social-démocrate (PSD), il était clair que la politique néolibérale ne changeait pas. Les idées du PS en ce qui concerne l'avenir du Portugal différent peu ou pas du tout de celles du PSD. L'espoir d'un changement réel était repoussé loin. Il n'y avait donc rien à espérer du PS et pour renouveler l'espoir il n'était pas possible de continuer d'attendre encore le PC. Le Bloc est apparu comme un défi à la société portugaise, et surtout aux secteurs de la gauche auxquels il n'est pas facile de plaire : il est nécessaire de renouveler les forces tant organisées qu'individuelles, plurielles du point de vue idéologique, politiquement déterminées pour bâtir une alternative face au centre politique,

Enfin, et c'est le troisième point, des grandes luttes qui sont à l'ordre du jour, nous tenons à affirmer à toute la gauche et à tout le pays, qu'elles constituent notre seul programme politique. Ce dernier peut se décliner en trois points fondamentaux :

— tout d'abord nous proposons le combat pour une véritable réforme fiscale. Comme cela a été dit plus tôt, nous savons que dans ce pays plus on possède et moins on paye, et que le pouvoir est surtout le pouvoir de ne pas remplir ses obligations vis-

à-vis du service public — ce dernier étant la raison pour laquelle il y a des impôts. Dans l'injustice des impôts se croisent les injustices faites aux femmes, aux handicapés, aux jeunes et aux étudiants. Y cohabitent également les injus-

tics que subissent ceux qui n'ont pas de maison, ceux qui n'ont pas d'eau potable, ceux qui n'ont pas accès à l'éducation, ceux qui ne savent pas, ceux qui ne peuvent pas ou qui n'ont pas la force de vouloir. Toutes ces injustices sont omniprésentes dans le débat sur la réforme fiscale, il s'agit pour nous de les combattre et de l'emporter parce que ces questions décideront de l'avenir de ce pays ;

— ensuite, nous luttons pour que chacun ait droit à un travail de qualité et pour cela nous sommes prêts à manifester. Par goût de la manifestation, par envie d'être ensemble pour dire ce que nous avons à dire le 23 mars prochain. Parce qu'une Europe forte, neuve et reconstruite, une Europe vigoureusement enracinée, solidaire et qui combat l'exclusion est une Europe qui défend l'emploi, qui se bat pour les grandes causes de gauche — comme le plein emploi pour toutes et tous, pour les droits, la qualité et la sécurité du travail, pour la transformation de l'industrie selon des critères de développement durable et de respect de l'environnement. C'est pour cette Europe que nous nous battons et que nous organisons la manifestation du 23 mars et le som-

d'avoir un projet qui va au-delà du Bloc et des objectifs pour le renouvellement de la gauche elle-même. Nos cibles principales sont, pour parler en général, la globalisation capitaliste et le néolibéralisme.

● *Diriez-vous que le Bloc s'est constitué sur la base d'un "programme minimum", et si oui, pensez-vous qu'il est armé dans la situation politique et face aux questions compliquées, tactiques immédiates et stratégiques, qui vont se poser ?*

— Le grand défi fut de réaliser un "programme minimum" qui permette d'ouvrir le dialogue entre les forces de gauche et de leur faire prendre l'initiative politique. Le Bloc a fait le premier pas en avant, étant capable d'ajouter plus de gauche à la gauche. Sa réussite montre que ses propositions étaient adaptées à la situation politique. La voie empruntée doit être poursuivie, sans chercher des chemins de traverse qui, généralement, rendent plus difficiles l'arrivée à quelque destination que ce soit.

● *Dans votre discours à la Convention vous disiez que la participation du Bloc à un gouvernement n'est pas une affaire de principe, mais de programme. Mais nous savons que le programme sera mauvais si le Bloc est en minorité dans une coalition avec la social-démocratie et le*

#### *Parti Communiste Portugais (PCP) ?*

— Au cours de sa Convention, le Bloc a dit clairement que la solution pour les problèmes du pays nécessite le renforcement de l'opposition de gauche. C'est un fait que la participation du Bloc à la sphère du pouvoir impliquerait un changement de la situation politique rendant possible un programme de gouvernement qui réaliserait l'essentiel de notre "programme minimum". Nous n'aspérons pas à être les "appendices" d'une alternance d'un type nouveau.

● *Quel sera le prochain pas dans l'aventure du Bloc ? Quelles sont vos attentes et vos propositions pour que le Bloc vive au Parlement, dans la vie politique, dans les mouvements sociaux ?*

— Le Bloc a été capable de formuler un agenda politique pour le parlement et pour la situation politique, dans ses différents aspects. La réforme de la fiscalité, la question des emplois précaires, les droits de minorités, la dépendance envers la drogue, la laïcité de l'État et d'autres questions sont devenues des affaires débattues au Parlement et dans la société. Nous allons poursuivre. Cependant, la grande "aventure" est de faire la jonction entre les mouvements sociaux, comme nous essayons déjà de le faire, par exemple en ce qui concerne la défense de l'environnement et celle de la

met alternatif (2) du 24 au 27 mars 2 000. Une des grandes causes du Bloc de gauche consiste à honorer sa devise qui affirme que le travail est créateur et qu'il est central dans la lutte contre toutes les discriminations. C'est au nom du travail que s'est constitué le Bloc de gauche et c'est en son nom qu'il va continuer de se développer dans ce pays ;

— enfin, le Bloc de gauche a initié de grandes batailles modernisatrices, même si elles n'en sont qu'à leur début. Après avoir lancé le débat sur la laïcisation de l'État, sur l'union libre avec des droits sans discrimination ni tabou, nous sommes à l'initiative d'une proposition de politique contre la toxicomanie qui abandonne complètement cette prohibition hypocrite qui a pour but de jeter dans les bras de trafiquants de drogues millionnaires, des millions et des millions de personnes. Le Bloc de gauche œuvre également pour une réforme politique qui introduise la transparence, des règles démocratiques, la responsabilité des élus et que ces règles soient discutées en plein jour. Pour finir, nous défendons le droit des femmes à décider de leur propre vie, même lorsqu'il s'agit de prendre la décision d'avorter, parce que c'est leur droit et que nous refusons à

abdiquer de nos droits.

Ainsi, le Bloc de gauche a choisi de se structurer, de se développer et d'adopter des positions politiques cohérentes avec son histoire. De plus nous avons décidé d'ouvrir un grand débat programmatique que nous souhaitons public, car les grandes causes de la gauche sont d'intérêt public.

Il y a près de 250 ans, en 1727 exactement, les astronomes ont dégagé le concept de révolution. Pour ces derniers, la révolution est la rotation autour d'un corps, dans un mouvement toujours répété. Nous savons comment le mot a choisi un autre chemin et que révolution a commencé à vouloir dire "interrompre la monotonie", "ne plus faire la même chose" voire "ne plus être la même chose". Nous avons connu des révolutions dans cette acceptation du mot, mais c'est pourtant de contre-révolution que je voudrais vous parler. De la contre-révolution conservatrice, celle de la pensée unique, celle qui couvre de honte la politique internationale, au cœur de laquelle on prend François Mitterrand la main dans la poche du Chancelier Helmut Kohl. C'est dans ce

qualité de la vie, en participant à des débats et en apportant un soutien à ces combats et aux propositions qui en sont issues. D'autre part, la Convention a approuvé "la table ronde des gauches" pour créer un large espace de débat à gauche, une idée qui peut ouvrir les voies pour les interventions futures et alternatives.

● **L'UDP avait fait bloc auparavant avec le PCP. Pourquoi est-ce qu'il a pris fin ?**

— L'UDP s'est toujours prononcée pour l'unité d'action de la gauche. Les accords électoraux avec le PCP existaient durant la période de la majorité absolue du PSD, quand la principale cible était commune : il fallait en finir avec les politiques du gouvernement de Cavaco Silva. L'activité commune du PCP et de l'UDP au sein de plusieurs de ces mouvements, notamment dans des syndicats, facilitait de tels accords. Avec la victoire du PS et les divergences d'appréciation sur le nouveau gouvernement, la base des anciens accords entre l'UDP et le PCP a cessé d'exister.

● **Quels débats à l'intérieur de l'UDP l'ont conduit à se tourner vers le PSR ?**

— Pour affronter la situation politique il fallait créer un pôle à gauche. Le combat contre les accords de Maastricht et d'Amsterdam, une opposition claire face au

PS, la réintroduction du débat au sein de la gauche elle-même, la participation dans les combats sociaux, plaçaient l'UDP et le PSR du même côté et les conduisaient ensemble à lutter pour une alternative.

● **L'UDP (et le PSR) continuent à exister comme des partis indépendants. Comment justifiez-vous, publiquement et à l'intérieur devant vos militants du parti, les raisons politiques et organisationnelles pour faire cela ?**

— Le Bloc n'est pas un parti défini idéologiquement. Il s'assume lui-même comme un mouvement pluriel. L'UDP fait partie de cette pluralité et il n'y a pas de raisons d'aliéner ses fondements idéologiques, même si ces derniers sont l'objet de débats et d'évolution.

● **Quel pourrait être le rôle du Bloc dans la (re)construction de la gauche européenne ?**

— Il faut en premier lieu contribuer à renforcer le Bloc au niveau national, sans oublier l'importance du lien avec la grande diversité des gauches européennes. Ce lien, c'est le caractère populaire, militant, influent, anti-néolibéral et européen de gauche du Bloc.



Affiche de la première Convention du Bloc de gauche

marais de la pensée unique que tout à coup la gauche ne connaît plus que des troisièmes voies, de nouveau centre en social-libéralisme rance.

Nous savons bien que la mondialisation que nous vivons, la mondialisation capitaliste, n'est pas innocente. Elle n'a rien à voir avec ce qui pourrait se produire si tout était différent. La mondialisation réellement existante n'est pas magique ; bien au contraire, nous vivons un désenchantement de notre monde. La mondialisation capitaliste manipule le passé, s'approprie la mémoire, se banalise en une espèce d'espéranto bureaucratique qui confond toutes les langues. Elle recycle le mythe nuisible du progrès automatique et fait l'éloge du capitalisme prédateur de la nature et de l'industrialisation de la mort. C'est elle — cette mondialisation si arriérée —, qui a inventé le massacre en temps réel et l'holocauste prêt à servir, vu à travers un écran et mélangeant à loisir les éléments de fiction et de réalité. Tout ceci est miniaturisé de telle façon sur le petit écran de notre télévision qu'on ne puisse plus distinguer une véritable agonie d'un mauvais film de série B. Elle transforme tout en spectacle, y compris sa propre banalisation internationale. La politique elle-même a été tellement transformée en produit de consommation au point qu'un acteur médiocre de série B ait pu devenir président des États-Unis. Mais je peux vous garantir que jamais Jerry Lewis ne deviendra président de la Banque fédérale américaine.

Cette mondialisation est un projet fait de pure brutalité et ses héritiers, les enfants de la mythologie du progrès, s'appellent Auschwitz, le Goulag et Hiroshima.

2. En même temps que le sommet européen sur l'emploi.

Autrefois, le libéralisme s'était construit à partir des massacres coloniaux, de l'oppression des femmes et de l'exploitation du travail — jusqu'à engendrer le fascisme et le caudillisme durant la guerre civile espagnole. De la même façon, la mondialisation actuelle organise la bio-piraterie et, avec elle, nous perdons quelque chose qui nous est cher, l'idée d'universalité si fondamentale pour la gauche, qui lui a donné sens et qui l'a fait naître.

La mondialisation mercantile et impériale est mystificatrice et c'est pourquoi nous devons mener contre elle une véritable bataille de tranchées. A ceux qui spéculeraient sur les divergences pouvant naître de la diversité du Bloc de gauche, ne comprenant pas que la force même jaillit de cette diversité, je tiens à réaffirmer que dans ce combat sans concession contre la mondialisation, contre sa mystification et sa propagande de la consommation, le Bloc est absolument uni, capable de rassembler ses forces et de défendre ses idées d'une voix forte. Le Bloc se prononcera haut et fort dans la lutte pour le plein emploi, pour les droits des femmes, pour la défense du service public, contre les privatisations absurdes et au rabais ou contre des mascarades comme la venue du Pape au Portugal, dans quelques mois, pour béatifier les pasteurs de Fátima. Le Bloc de gauche se prononcera sur l'essentiel qui est justement cette lutte globale contre la mondialisation. La mondialisation englobe tout en tant que vaste mystification, elle voudrait contrôler notre temps ; c'est justement d'une certaine conception du temps qu'est né le Bloc de gauche.

Il y a 25 ans, certains d'entre nous disaient : « *ce n'est qu'un début, continuons le combat !* ». Pleins d'enthousiasme juvénile ou de sérénité, nous continuons le combat — ceux qui ont commencé cela ont fait 25 ans de concert avec ceux qui avaient commencé bien avant et continuent avec ceux qui commencent aujourd'hui. Et si aujourd'hui n'était effectivement qu'un début ? Et si la chute du mur de Berlin n'était justement que le signal marquant le début d'une réflexion nouvelle dont la gauche a besoin ? Hommes et femmes de la gauche pluraliste, hérétiques et rebelles, libertaires et dissidents, enfants du petit jour, rassemblons-nous ici même, avec tout notre bagage politique, parce que nous savons que ce n'était qu'un début et que tel est notre devoir. Nous ne savons pas de quoi sera fait l'avenir, nous n'en savons rien mais nous savons que sans aspirations, il n'y a rien à attendre, qu'il n'y a qu'à désespérer. Nous savons également qu'il ne faut pas se contenter d'attendre de l'avenir mais qu'il faut exiger pour le pré-

sent. Et de quelle force disposons-nous pour cela ?

Nous possédons la force que confère l'exaspération contre les humiliations de l'argent facile, du pouvoir absolu, du prosélytisme du marché et de l'arrogance de ceux qui ont tous ces pouvoirs. Laissez-moi vous conter une anecdote sur l'un des grands pères fondateurs du libéralisme moderne. Il s'appelle Tocqueville et est aujourd'hui cité comme l'un des premiers à avoir succombé à la beauté de l'Amérique, de l'esprit d'entreprise, de l'initiative privée et du capitalisme sauvage des "nouvelles frontières". Tocqueville raconte dans ses propres mémoires qu'en juin 1848, alors qu'il dînait en famille dans son appartement cosu du septième arrondissement parisien, on entendait au loin le bruit des canons de la troupe qui réprimait les travailleurs insurgés. Arrive alors à la maison un domestique, à moitié ébouriffé, avalant les escaliers pour aller remplir sa tâche à la table de ses maîtres. Il venait du Faubourg Saint-Antoine où avait lieu des échanges de feu entre le peuple et la troupe. Au bruit de la canonnade lointaine — nous dit Tocqueville, parce que la version du domestique ne nous est pas parvenue —, l'employé de maison souriait tristement. Tocqueville affirme l'avoir congédié sur-le-champ. Pour que l'insolent aille plutôt se faire tuer dehors !

Ce sourire triste aurait également dérangé un Salazar, ou tous les Savimbi de notre monde — qu'il s'agisse du sourire du Petit prince ou de celui du chat d'Alice au Pays des merveilles, quel que soit l'âge ou le sexe de la personne qui le porte. Mais il symbolise la force de l'espoir de résistance ; et cela ils ne pourront jamais nous l'enlever. Ils ne nous vaincront jamais car nous n'accepterons pas l'ordre des vainqueurs ou la paix des cimetières. Le poète Baudelaire, l'un des grands vaincus de 1848 — de cette guerre entre le héraut libéral et ces domestiques qui composaient la populace —, décrivait à ce sujet la façon dont le temps nous parle alors que la mécanique prétendait s'en emparer. Il écrivait : « *Horloge ! dieu sinistre, effrayant, impassible dont le doigt nous menace et nous dit : Souviens-toi ! Trois mille six cent fois par heure, la seconde chuchote : Souviens-toi ! — Rapide avec sa voix d'insecte, Maintenant dit : Je suis autrefois, et j'ai pompé ta vie avec ma trompe immonde. Souviens-toi !* » (3).

Souviens-toi donc de notre temps, d'un temps que nous voulons nôtre et où les émigrants ne soient pas suspects, où les travailleurs n'aient pas à mériter des emplois trop rares, où les femmes n'aient pas à mériter la tolérance et où les jeunes n'aient pas à



Affiche de la première Convention du Bloc de gauche mériter la patience. La liberté passe par ce seul chemin car nous n'avons besoin ni de charité, ni de tolérance ou de patience. Nous luttons comme l'a toujours fait la gauche pour l'idée d'universalité. C'est pourquoi quelqu'un a pu dire ce matin que le Bloc de gauche avait sorti le socialisme du placard. C'est clair. Que pourrions-nous faire sans sortir le socialisme du placard ?

Le socialisme, débarrassé des caricatures qui l'ont sali peut de nouveau revendiquer fièrement l'héritage du drapeau tricolore de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Voici pourquoi il faut se lever pour des combats nouveaux où on apprend d'un monde qui reste à construire. Quelqu'un a dit, dans une splendide métaphore, que tous les fleuves se jettent dans l'océan. La personne qui a dit cela sait, comme nous tous, qu'un fleuve se jette dans un océan qui possède une multitude de courants et de couleurs, mais il s'y jette en restant fidèle à sa source. Et c'est ce que nous sommes — toutes et tous ici présents aujourd'hui —, fidèles à notre source. Voilà le chemin : nous savons ce que nous voulons et que l'émancipation sera auto-émancipation ou ne sera pas.

Vous pouvez désormais compter sur le Bloc de gauche, sans complaisance ministérielle, sans hypertrophie doctrinale ou sans esprit de secte, pour lutter, pour exister, pour raconter, pour écouter, pour discuter ou pour agir. Parce que le Bloc de gauche compte sur vous, parce que le Bloc de gauche c'est vous !

3. *Horloge*, in Charles Baudelaire, *Les fleurs du mal*, Gallimard, Folio classique n°3219.

# Temps nouveaux, gauche nouvelle

De notre envoyé spécial  
François Vercammen\*

Près de 1000 militants se sont réunis, les 29 et 30 janvier 2000, dans le grand amphithéâtre de l'Université de Lisbonne pour « écouter, discuter, converger » et former une nouvelle formation politique : le Bloco de Esquerda, le Bloc de Gauche. Né au début de l'année 1999 et porté sur le devant de la scène politique par deux campagnes électorales réussies (juin et octobre 1999), le Bloc a réussi avec éclat son assemblée constitutive en adoptant les statuts, en approuvant son programme, en élisant sa direction. Personne ne s'y est trompé : le paysage politique a changé. La preuve, les médias n'ont pas été avares (même s'ils sont sou-

discussion politique, se distingue par la précision de ses arguments, invite et harcèle toutes les forces politiques, joue sur tous les terrain : parlementaire, intellectuel, sociétal, médiatique. « Exigeant » vis-à-vis de lui-même, il est « tranchant » dans le combat quotidien. Comme le titre un grand journal de Lisbonne : « *Le Bloc dans les tranchées contre le Gouvernement, le Capital et le Pape* » (1).

## Le mouvement d'adhérents et les partis politiques

La convergence entre les trois partis politiques (Union pour la démocratie populaire - UDP -, Parti socialiste révolutionnaire - PSR - et Politique XXI) est à l'œuvre depuis 1991 à travers les mobilisations sociales et une série de batailles électorales (2). Mais la réussite n'était pas fatale. Ce n'est que l'année passée entre juin et octobre, que l'unité entre les partis se soude "pour de bon". C'est à ce moment, dans le feu du succès aux européennes et aux législatives, que l'impact de la dynamique unitaire explose : une foule de militants et de sympathisants, chevronnés et néophytes s'emparent de ce nouvel instrument politique. Aujourd'hui, ils forment les deux-tiers des 2000 membres inscrits. Mais en même temps, ce sont les idées et les propositions des partis qui polarisent le débat politique en son sein. C'est cette double réalité qui transparaît dans la vie du Bloc et sa structure organisationnelle. Mouvement politique actif, il est basé sur l'adhésion individuelle : être membre d'un Parti qui a adhéré comme tel au Bloc, ne suffit pas pour être membre du Bloc. Mais les partis ne se dissolvent pas : ils gardent leur presse, leurs réunions, leur programme. Pour autant, ils n'ont aucun droit particulier dans la nouvelle organisation. Dans les faits, l'activité publique, c'est le Bloc : les élus, membres ou pas d'un Parti, sont ceux du Bloc. L'organisme qui agit et parle, c'est encore le Bloc. Au sein de celui-ci, la "Mesa" (la "Table" nationale, c'est-à-dire l'organe central) est composée paritairement : les indépendants d'une part, les partidaires de

l'autre. Mais cela n'est pas inscrit dans les statuts ; cela vaut pour cette première étape. De toute façon, tous les membres de la Mesa sont sans distinction élus par le congrès. Les Partis proposent, les membres du congrès disposent. Complicé tout cela ? Tout est tributaire de la conviction politique et de la dynamique unitaire interne. Celles-ci ne tombent pas du ciel : il y a la force propulsive de la réussite initiale. Encore faut-il que le pluralisme s'enracine, que chaque courant s'y retrouve dans l'orientation politique et la distribution des responsabilités internes et publiques. Mais tout le monde en convient : ce n'est qu'en partie maîtrisable. Avoir deux élus des deux principaux courants au Parlement national (permettant une rotation substantielle en cours de législature) est l'aubaine pour souder l'unité ! Un seul élu, et cela ne passerait pas sans grincements de dents...

## Assemblée Constitutive

Après un an d'existence (« l'an zéro » !), cette première Convention devrait être le vrai acte fondateur du nouveau mouvement politique. Jusqu'à présent, il y a eu des accords politiques entre les partis qui ont permis d'accumuler analyses, points de vue et propositions, et deux programmes électoraux ; mais pas encore de programme fondamental. Et ce n'est que depuis deux mois que le Bloc a commencé par accueillir dans ses rangs ceux des militants et sympathisants qui ont participé à ses activités publiques. Selon les estimations provisoires, le Bloc compterait déjà environ 1600 adhérents dans 15 des 20 régions du pays (et cela avant un effort systématique de recrutement !). Dans ces conditions et en absence de statuts, comment organiser un congrès démocratique et "fusionnel" ? La Commission préparatoire avait proposé de

\* François Vercammen est membre du secrétariat unifié de la IVe Internationale.

1. *Diario de Noticias* du 31 janvier 2000.

2. cf. la petite chronologie d'unité en p.8 et aussi *Inprecor* n° 439/440 de septembre-octobre 1999 et n°441 de novembre 1999.



vent opposés voire hostiles) de diffusions en direct, interviews de militants, comptes-rendus dans les informations télévisuelles, reportages et commentaires dans les grands quotidiens et les magazines hebdomadaires. Encore très minoritaire, le Bloc vient de briser le monopole politique que le Parti Communiste Portugais exerçait depuis un demi-siècle sur la gauche non social-démocrate. Aussi résolument moderne que radical, le Bloc semble — pour le moment — insaisissable et incontournable à gauche. Il innove dans le langage politique, tranche par son style militant, se saisit des questions de société les plus diverses, ouvre des chantiers de

## Portugal

convoquer directement une assemblée nationale où ceux et celles qui avaient adhéré (au plus tard une semaine avant le congrès, ayant rempli une fiche de membre et payé une cotisation minimum annuelle), auraient droit de parole, de vote, d'élire la direction et d'y être élu(e)s ; ceux qui se contenteraient de venir au congrès, ayant seulement droit à la parole. C'est par des départs collectifs sur le plan local, que la participation effective fut réalisée.

Par ailleurs, l'ordre du jour fut sans surprise : installation du congrès (présidence, ordre du jour, règles de l'assemblée, commission des candidatures aux organes de direction), quatre rapports suivis de débats (l'activité de "l'an zéro", les statuts, la résolution politique, et l'élection des organes de direction).

### Temps nouveaux, vieilles questions !

On a beau vivre dans une époque nouvelle, les plus vieilles questions du mouvement ouvrier ne cessent de nous accompagner. Ainsi, la définition du but final et de la nature du Parti ont dominé le débat sur les statuts. Socialisme ou capitalisme démocratique ? Parti militant ou parti d'assemblée ? En forçant le trait, on pourrait dire : Bernstein ou Rosa Luxemburg ? Martov ou Lénine ? Le courant réformiste, minoritaire au sein de Politique XXI, s'étant constitué en tendance par le document intitulé « Réorientation », a présenté une série

d'amendements aux principaux textes. Involontairement sans doute, il a contribué à un débat polarisé sur ces questions.

L'article 1, court et clair (proposé par la Commission et adopté par le congrès), dit notamment ceci : « *Le mouvement défend (...) la perspective du socialisme comme expression de la lutte émancipatrice de l'Humanité contre l'exploitation et l'oppression* ». Dans un long amendement, le courant réformiste de Politique XXI s'y opposait et dissolvait cette notion d'alternative au capitalisme, dans une série de considérations. Notamment : le Bloc « *considère le socialisme comme le principal facteur historique de démocratisation et de civilisation du capitalisme* », et « *reconnaît l'importance du marché, sans attribuer à sa liberté inconditionnelle une quelconque valeur intrinsèque. (...) Sans sa subordination aux valeurs définies par la communauté, la démocratie est impossible* ». Le Bloc « *défend et promeut une culture civique de participation et d'action politique démocratique dans le cadre de l'État de droit et du respect pour les Droits humains. Socialisme est le nom que se donne la transformation sociale basé sur ces principes* ».

L'autre débat-clé portait sur la nature du

### Tous les chemins qui ont mené au Bloc

**1973** : fondation du PSR (alors appelé Ligue communiste internationaliste, LCI) dans la clandestinité.

**1974** : la révolution ; le PSR a un rôle important dans les mobilisations et la constitution du mouvement des soldats ; l'UDP est fondée par la fusion de différents groupes maoïstes (ensuite pro-albanais, finalement "marxiste-léniniste") et devient l'organisation révolutionnaire la plus influente (jusqu'à 20 000 membres ; 1 député jusqu'en 1979).

**1975** : défaite de la révolution, le recul démarre.

**1989** : élections municipales. Liste unitaire de toute la gauche, dirigée par Sampaio (gauche socialiste). Le PSR y participe.

**1991** : élections parlementaires : 1 député UDP élu dans le cadre d'un cartel avec le PCP. Le PSR progresse spectaculairement mais rate l'élection de son député à 200 voix.

**1993** : Naissance de Politique XXI, issue de la convergence entre militants ex-PCP et le MDP-CDE, ancien partenaire électoral des commu-

nistes.

**1993** : Accord électoral pour les municipalités : PS-PC-PSR-UDP-Verts.

**1994** : Politique XXI participe seule aux élections européennes.

**1996** : PSR rompt la coalition municipale à Lisbonne, après le virage à droite du PS.

**Décembre 1997** : élections municipales : coalition PS-PC-Verts-UDP et, à Lisbonne et à Porto, coalition « *Gauches Unies* » entre PSR et Politique XXI ; percée du premier regroupement qui mènera au Bloc : GU obtient 3 % et un 1 élu à Lisbonne.

**Janvier 1999** : premier accord du Bloc, concluant positivement les pourparlers entamés par l'UDP, Politique XXI, le PSR et des indépendants, depuis l'été 1998.

**Juin 1999** : l'UDP sort de la majorité PS-PCP à Lisbonne. Le Bloc participe aux européennes.

**Octobre 1999** : élections parlementaires. La liste du Bloc obtient deux députés élus à Lisbonne.

**Janvier 2000** : La première convention nationale du Bloc approuve les statuts, le programme et élit la direction.



Novo Combate, journal du PSR

nouveau mouvement. Le lien avec le débat précédent est logique. Certes, on n'est plus au début du siècle précédent. Reste tout de même que le choix pour une vraie alternative de société au capitalisme a une implication forte sur le plan de la stratégie : gradualiste (parlementaire) ou "rupturiste". Et partant sur le type de mouvement ou de parti. Le radicalisme social et politique du Bloc postule un parti actif, organisé à la base et centralisé. La minorité de Politique XXI s'y opposait. Elle proposait ainsi la suppression d'un certain nombre d'articles de statut hautement symboliques et significatifs. L'article 4 traite des « *responsabilités des adhérents* ». Si le courant oppositionnel approuvait deux des trois responsabilités des adhérents — « *respecter les statuts* » et « *contribuer selon ses possibilités au financement des activités du mouvement* » — il rejetait en revanche le devoir de « *promouvoir [défendre] les objectifs politiques du mouvement et agir en conséquence* ». En toute logique, il s'opposait aussi au principe même de la formation de « *noyaux* » (art. 6), ainsi qu'à leurs tâches concrètes : « *Les noyaux se constitueront après ratification et dans le cadre de la structure du district, avec un minimum de cinq adhérents, en assemblée de tous les adhérents, convoqués en fonction des différents secteurs d'intervention, qui délibèrent dans leurs milieux respectifs et s'organisent comme ils l'entendent* » (art. 11).

Le débat fut très fort et animé sur ces

questions. Les objections portaient principalement sur les dangers du « *centralisme démocratique* » et « *la manipulation* » dans les rapports Parti-mouvement social. Elles furent nourries et opposées par des arguments théoriques, historiques, d'actualité, etc. Ce débat est légitime, car la méfiance d'un secteur actif du mouvement social vis-à-vis de tous les partis (et pas seulement les réformistes-gouvernementalistes) a pris une portée historique.

De toute façon, le Bloc peut remercier son aile "droite". Celle-ci a fortement contribué à transformer des idées "sur papier" en une réalité vivante, imprégné la mémoire de tou(te)s les présent(e)s et solidifié la cohésion interne.

Toute une série d'autres règles statutaires a été adoptée d'un commun accord. Ainsi le Bloc qui incorpore des partis politiques se définit comme « *un mouvement politique de citoyens et de citoyennes* » mais il est obligé par l'État d'être « *légalisé sous la forme d'un Parti politique* ». Il revendique hautement un pluralisme multiforme : « *Le mouvement s'inspire des contributions convergentes des citoyens et citoyennes, de forces et mouvements, qui durant les années s'engagent à chercher des alternatives au capitalisme. Il se prononce pour un monde écologiquement soutenable [durable]. Il combat les formes d'exclusion basées sur la discrimination de caractère ethnique, de genre, d'orientation sexuelle, d'idées, de religion, d'opinion, de condition* ».

**Un programme nouveau**

Le programme — « *l'ouverture d'un chantier* », comme le disait le rapporteur Miguel Portas, de la majorité de gauche de Politique XXI — mérite d'être traduit et lu dans les milieux de la gauche militante en Europe (et ailleurs). Certes, on y retrouve des analyses, des références et des propositions largement partagées. Mais l'innovation de langage et de style est frappante. Et cela traduit une démarche très volontariste pour refléter les problèmes de la vie quotidienne, à la fois des secteurs les plus avancés (notamment la jeunesse), mais aussi pour s'accrocher aux blocages historiques de la société (portugaise) avec ses retards culturels.

Il suffit de citer les têtes de chapitres : ouvrant sur « *Une nouvelle réalité politique* », le Bloc s'identifie comme « *une Gauche solidaire et universaliste* ». Son opposition radicale à la mondialisation est plombée par la dénonciation d'une « *civilisation de l'injustice* ». Le troisième chapitre — « *Européanisme de gauche : un nouveau*

*contrat* » — qui rejette l'Europe du marché, est cadré par une stratégie de « *refondation de l'Europe* » essentiellement basée sur l'emploi et la Charte des droits humains. Suivent « *La voie d'une nouvelle gauche* », et « *Un Bloc sous la forme d'un mouvement* ».

Cette discussion sur le programme a surtout montré toute la richesse de la nouvelle organisation qu'aucun élément de la société ne laisse indifférente. Surtout la solidarité avec le Timor oriental (le Bloc fut, en pleine campagne électorale, à la base d'un appel réussi pour paralyser la société portugaise pendant 5 minutes !) et le combat pour la dépénalisation de l'avortement (avec son référendum saboté par la direction du PS et l'Église) sont venus à l'avant-plan, à côté des droits des femmes, de la dépénalisation des drogues, de l'homosexualité, du Kosovo et de l'OTAN...

Il revenait à Fernando Rosas de présenter, au nom de la commission des candidatures, la proposition de la première direction du Bloc. Elle fut approuvée par 85 % des votants. Cette première direction nationale (la "Mesa") est "englobante", elle crée un cadre fonctionnel unitaire qui devra permettre à toutes les opinions de s'exprimer, et aux multiples dialectiques et sensibilités de jouer : bases ouvrières-syndicales et organisation de jeunes, secteurs d'intervention multiples, préoccupations sociales diverses, rapport hommes-femmes (avec 40 % de

femmes au sein de la "Mesa", le résultat est important, mais l'objectif de la parité n'est pas atteint), disparités régionales (le Bloc a une large implantation sur tout le territoire, ainsi qu'aux îles). En arrière-fond, il y a le PSR et l'UDP, « *très complémentaires* » c'est-à-dire féconds mais différents. Cette situation se reflète sur deux problèmes cruciaux : la ligne syndicale et l'organisation autonome de la jeunesse. Et en perspective : la bataille pour l'élection du président de la République !

Le rapporteur Rosas est une des figures indépendantes les plus connues et appréciées. Il a une longue expérience militante derrière lui (passant par le PCP et le MRPP maoïste). Et il incarne cette volonté d'unité du mouvement qui vient de naître, hors-parti, autorité morale et ...radicale ! La grande presse le présente — avec les trois "partidaires" : Luis Fazenda (UDP), Miguel Portas (Politique XXI) et Francesco Louçã (PSR) — dans le noyau dirigeant du Bloc.

**Un Parti dans la société**

Il faut insister sur les conditions politiques et institutionnelles relativement favorables (notamment dans le fonctionnement parlementaire et le degré de proportionnalité), comparées à la plupart des autres pays européens. Mais aussi sur le fait que le cadre dirigeant du Bloc — en gestation — a su les exploiter à merveille. C'est le produit d'une double expérience très contrastée. En premier lieu, celle de la révolution portugaise (1974-75), où PSR et UDP ont été de véritables acteurs du processus. Sa défaite a porté des coups douloureux à toute une génération massivement éveillée à l'activité militante. Ceux qui n'avaient pas renoncé ont pu opérer un parcours qui les a confrontés une seconde fois à la société portugaise, cette fois-ci par le suffrage universel et la présence dans les institutions élues (municipales et parlementaires).

Ce parcours, ainsi que la mutation politique par laquelle sont passées les trois composantes du Bloc la dernière décennie, explique leur capacité à créer cet espace de convergence. Mais aussi à occuper des niches sensibles et profondes de la société qui, à la fois, touchent la vie quotidienne de centaines de milliers de gens et interpellent vivement les partis établis.

Le projet de loi déposé par le



Opção, journal de l'UDP

## Portugal



Fernando Rosas, dirigeant du Bloc de Esquerda (BE), qui remplacera Francisco Louçã au Parlement dans le cadre de la rotation des mandats

Bloc, sur « la liberté religieuse et la laïcisation de l'État » est exemplaire de ce point de vue, par son insistance sur la liberté de la conscience des personnes et des droits démocratiques de l'Église comme organisation privée, mais aussi le dégageant radical de la tutelle que l'Église exerce sur les institutions publiques. Il a provoqué un ample débat public, avec au centre le Bloc, et en position "réactive" l'archevêque, le gouvernement dont le premier ministre est socialiste et catholique, etc. En fait, le PS est littéralement divisé en deux.

Ainsi en va-t-il aussi pour la dépénalisation de l'avortement (torpillée par le PS) et la pénalisation de la violence "privée" contre les femmes.

C'est dès le premier jour que le Bloc s'est imposé. Tout le Portugal a pu voir les deux députés debout, sans chaise, au Parlement, car le PC portugais refusait de dégager dans l'hémicycle une place à sa gauche et sur la première rangée... Ou encore, le Bloc qui réimpose la règle démocratique qui veut que le programme du gouvernement soit voté par l'assemblée parlementaire, pratique tombée dans l'oubli depuis quelques années (à la grande surprise le PCP s'est... abstenu sur le contenu !).

### La recomposition en marche

Résolument campé contre le gouvernement (résolution 9 : « nous sommes candidats à la rénovation de l'opposition, pas au gouvernement du pays »), le Bloc déploie ses ailes vers de nouveaux élargissements : la recomposition de la gauche ne fait que commencer.

Dans une série de résolutions (qui

accompagnent les prises de position du Programme du Bloc), celui-ci se propose de prendre des initiatives parlementaires et extraparlimentaires, au Portugal et en Europe.

Sur le plan international, le Bloc « valorisera des rencontres avec des courants et des formations de la nouvelle gauche, des socialistes de gauche, des communistes, écologistes et des mouvements démocratiques de l'affirmation nationale » (résolution 1), notamment sous la forme « d'un séminaire international sur ce sujet [les Droits fondamentaux dans l'Union européenne] à organiser dans notre pays, par décision de la direction large ["Mesa"] à la date la plus appropriée se situant en 2001 » (résolution 2).

Dans la perspective des élections présidentielles, le Bloc s'attaquera à toutes les limites de la démocratie actuelle et « lancera une grande bataille dans l'opinion publique en faveur d'une profonde réforme du système politique portugais » et organisera, à Porto, une « conférence nationale sur la qualité de la démocratie » (résolution 3). En parallèle, le Bloc développera « un processus de Tables Rondes pour discuter avec la gauche sociale sur une alternative, capable de converger sur le plan politique sans mettre en question l'autonomie de ses terrains d'intervention spécifiques » (résolution 4). Par ailleurs, le Bloc se déclare disponible pour étudier les cadres et les objectifs d'une grande rencontre de caractère électoral, sans fixer lui-même la date, l'agenda, les conditions et les objectifs. Il insiste justement sur la nécessité absolue que ce soit un processus ouvert, qui implique au-delà des forces de la gauche, des socialistes, des communistes (des différentes sensibilités communistes et "bloquistes"), les meilleures énergies de l'activité civile du pays (résolution 4).

Le Bloc annonce une série de grandes campagnes, notamment sur la fiscalité — déjà en cours dans les débats parlementaires, et qui vise plus directement l'évasion

et la fraude fiscale, et la levée du secret bancaire (résolution 6), sur la dépénalisation de l'avortement et sur les droits sexuels (résolution 8). La dixième et dernière résolution procède à une première clarification (tant pour l'intérieur que pour l'extérieur du Bloc) sur « l'intervention et l'autonomie des mouvements sociaux ». Le Bloc y lance un appel à tous ses adhérent(e)s à lutter dans les mouvements pour « une citoyenneté élargie », et pour « une composition équilibrée des structures de direction et de coordination élues, au niveau national et régional, entre les sensibilités, les sexes, les origines sociales et les générations ». En ce qui concerne la jeunesse, le Bloc se refuse, pour les deux ans qui viennent, à lancer une organisation de jeunesse, mais se prononce pour une conférence sur ce sujet, en rapport étroit avec les jeunes. La même approche prévaut pour la question femme : le Bloc ne veut pas d'une organisation aux mains des hommes, mais un mouvement qui valorise la dimension féminine dans la politique, ce qui doit se refléter dans des rencontres et des conférences sur les problématiques féminines, ouvertes aux deux sexes.

Après un important paragraphe sur le mouvement antiraciste, le Bloc aborde prudemment la question syndicale : partant de la constatation qu'il existe « des traditions et des parcours différents que le Bloc considère favorablement, le travail de convergence devra respecter les rythmes différents, sans précipitation, vers une nouvelle tendance syndicale ». Il se prononce « en faveur des rencontres et conférences sur le monde du travail aujourd'hui et la société contemporaine afin de favoriser le renouveau des idées et des pratiques du syndicalisme portugais ».

« Écouter, discuter, converger », tel fut le mot d'ordre de la première Convention du Bloc de gauche. Un bon début pour rénover la gauche. ■



# Accord PSOE-IU : la fin d'un cycle politique ?

Par  
Jaime Pastor\*

La victoire du principal parti de droite, le Partido Popular (Parti Populaire, PP), aux élections de mars 1996, a ouvert un nouveau cycle politique après douze ans de gouvernement dirigé par le leader du Partido Socialista Obrero de España (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE), Felipe González. Cette nouvelle ère pourrait s'achever le 12 mars prochain (1), si l'alliance conclue entre les deux forces politiques nationales de gauche conquiert la majorité parlementaire.

Pour comprendre le contexte dans lequel se déroulent ces élections, il faut se rappeler que durant ces quatre années, le panorama politique et social a été l'objet d'une série de changements qu'il convient de mettre en relief. On peut mentionner, comme résumé de l'action du gouvernement de droite, le bilan que tirait la direction fédérale de Izquierda Unida (Gauche Unie, IU) en juillet 1999 : « Premièrement, l'arrivée au pouvoir du PP avec une majorité relative (qui l'a obligé à passer des accords avec les partis nationalistes de droite *Convergencia i Unió*, le *Partido Nacionalista Vasco* et la *Coalición Canaria*) ne l'a pas empêché de continuer à jouir d'un important soutien social et électoral. La stabilité politique de son gouvernement n'a pas été seulement due au maintien de ses appuis parlementaires. Il a aussi tiré profit d'une conjoncture favorable à la croissance économique, dans le cadre de la flexibilisation des critères de convergence monétaire et d'une faible mobilisation sociale.

La politique de privatisations intensives, comme celles du secteur électrique, des télécommunications, du secteur énergétique, etc., a contribué à un saut qualitatif dans l'intégration de l'économie espagnole à l'économie européenne et à son internationalisation. De même, les subventions et les exonérations fiscales aux entreprises et le nouvel élan donné à la flexibilisation du marché du travail ont concouru, dans ce contexte, à améliorer les grands équilibres économiques et à dynamiser le marché du travail : diminution des chiffres du chômage, aug-

mentation importante des contrats à durée déterminée (la plupart à travers les entreprises de travail intérimaire), et mobilité accrue dans les postes créés. Ces facteurs ont accentué le processus de concentration économique et communicationnel et renforcé l'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

En outre, il faut signaler l'évidente dégradation des services publics (notamment la santé, l'enseignement et les transports publics) au profit du secteur privé, sans compter la privatisation



de la gestion de ces services. Ceci explique le malaise et l'inquiétude qui existent chez leurs travailleurs, spécialement dans l'enseignement et la santé. Beaucoup d'entre eux vivent la politique sanitaire et scolaire du PP comme un retour en arrière ou une contre-réforme par rapport à la situation de la décennie précédente. Cette politique éducative a pour objectif de produire un changement substantiel à l'Université, en proposant un modèle fondé sur l'inégalité d'accès et de conditions d'enseignement en fonction des revenus. La bataille de la hiérarchie catholique, de connivence avec le PP, pour imposer la religion comme matière scolaire, est un élément en plus de l'offensive conservatrice pour le contrôle de l'éducation et pour maintenir une position de domination culturelle et sociale. La droite politique, au cours

de cette période, s'est distinguée par la promotion d'une culture plus individualiste, compétitive et dévalorisante du "public".

De nombreux éléments peuvent être évalués comme des preuves manifestes d'un exercice autoritaire du pouvoir : une politique pénitentiaire et d'immigration dénoncée constamment par plusieurs organismes de défense des droits de l'homme, la criminalisation des propositions de sortie dialoguée du conflit basque, la participation à la guerre des Balkans en se jouant du Parlement, l'obstruction faite à la création de commissions d'investigation pour ces faits, les charges policières brutales contre les étudiants et les squatters, les attitudes sectaires et partiales du ministère public et des membres du Conseil général du Pouvoir judiciaire et des organes constitutionnels liés au gouvernement...

Il est intéressant de noter, dans ce contexte, que l'appui social et électoral dû à la relative stabilisation économique et renforcé par la mise en avant de valeurs conservatrices ne s'est traduit que par une consolidation relative du pouvoir du PP en termes politiques. Cela peut être constaté non seulement à travers le résultat des élections (européennes, municipales et régionales du 13 juin 1999), mais aussi par la récente constitution dans des villes de conseils municipaux de gauche. »

Cette évaluation critique du gouvernement du PP vise à reconnaître les changements survenus à partir du nouveau cycle ouvert en mars 1996, en distinguant les éléments de continuité, d'approfondissement et de rupture entre la période de Felipe González et celle de José María Aznar. Cela permet de dépasser les visions simplistes entretenues par la direction de IU soulignant les traits communs (importants, sans aucun doute) entre les périodes de gouvernement du PSOE et du PP, afin de justifier une "théo-

\* Jaime Pastor est membre du courant Espacio Alternativo et de la présidence fédérale de Izquierda Unida.

1. Le 12 mars auront lieu les élections législatives au niveau national et les élections régionales en Andalousie.

## Espagne

rie des deux rives", selon laquelle les deux grands partis campaient sur l'une et IU seule défendait l'autre, "théorie" qui rendait impossible quelque forme d'unité que ce soit avec le parti socialiste.

De juillet à aujourd'hui, la politique du PP a continué à favoriser un processus de concentration du capital et de fusions entre les principaux groupes économiques, tout en poursuivant les processus de privatisation de grandes entreprises publiques comme Telefónica (téléphone), Iberia (aviation), Repsol (pétrole), Tabacalera (tabac) et autres. Parallèlement, et en s'abritant sous une conjoncture économique favorable qui se prolonge (le taux de croissance est plus haut que la moyenne de l'Union Européenne : 3,7 % contre 2 %), le taux de chômage officiel a continué à baisser jusqu'à une date récente (en janvier il a cessé de diminuer, se situant désormais à 10 % selon l'Institut national pour l'emploi, alors qu'une "Étude sur la population active" donne le chiffre de 15,5 %), sur la base de l'encouragement au temps partiel et à l'emploi précaire. Par ailleurs, le gouvernement a développé une véritable contre-réforme fiscale, à travers la réforme régressive de l'impôt sur le revenu. Il a annoncé pour cette année une réduction des dépenses sociales, touchant notamment aux allocations chômage, qui se situent très en deçà de la moyenne de l'Union Européenne.

Si dans le domaine macro-économique le PP semble avoir contenté certains secteurs, il n'en est pas de même sur d'autres plans, spécialement en ce qui concerne le conflit basque. Du bilan de 14 mois de trêve de ETA, il résulte que le gouvernement a de nouveau mis sur un règlement policier du conflit, en renforçant un discours nationaliste espagnol excluant, duquel s'est démarquée la direction d'un PSOE de plus en plus sujet à une pression fédéraliste dans ses propres rangs. Aujourd'hui, la perspective d'un retour à la violence préoccupe le patronat basque et même la haute finance, qui craignent que l'instabilité politique éloigne les velléités d'investissement dans une région qui semble s'être remise du processus

de désindustrialisation récent. Cela revêt une importance particulière dans un contexte où le Partido Nacionalista Vasco (Parti Nationaliste Basque, PNV), qui soutenait le PP, lui a retiré son appui face à l'intransigeance belliqueuse de Aznar à l'encontre de l'exigence de la majorité de la société basque de se voir reconnaître le droit à décider de son avenir. Cette rupture a aussi affecté indirectement le parti majoritaire en Catalogne, Convergencia i Unió (Convergence et Union, CiU), allié du PNV, avec qui (en compagnie du Bloque Nacionalista Galego) il a réaffirmé la nécessaire reconnaissance de la réalité plurinationale de l'État espagnol et l'indispensable évolution vers un nouveau modèle de relations dans le cadre de l'Union Européenne.

A cela il faudrait ajouter les actions impopulaires du gouvernement, comme son attitude d'obstruction constante dans l'affaire Pinochet. Récemment, la passivité de la police face à la poussée de violence raciste d'El Ejido, en Andalousie, de même que le retour en force de l'extrême-droite, ont confirmé la xénophobie latente dans ses propres rangs. En résumé, malgré son démarquage par rapport à son homologue autrichien et sa volonté d'occuper le "centre" politique, la droite espagnole n'a toujours pas réussi à se libérer de l'héritage culturel et politique qu'elle tient de la vieille génération fondatrice du parti, issue du franquisme.

### Un pacte de "centre-gauche"

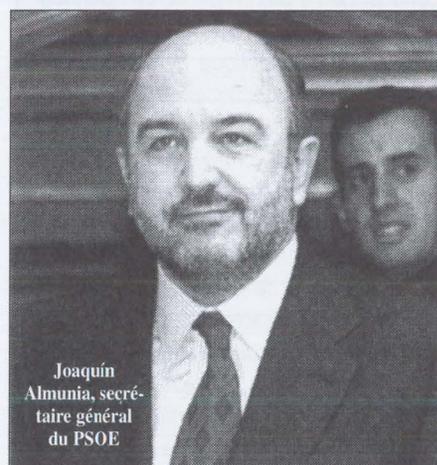
Dans le cadre de cette dérive politique et culturelle droitiste et d'une démobilisation sociale notoire (2), dont la stratégie du moindre mal s'est traduite dans des pactes avec le PP et par une détérioration graduelle du rapport de forces, comme à travers les élections de juin 1999, les deux principaux partis de gauche ont initié une réorientation politique qui puisse leur permettre d'aborder dans de meilleures conditions les élections du 12 mars 2000.

Pour ce qui est de IU (3), le recul électoral subi (4) l'a amenée à enclencher un processus de rectification de sa tactique envers le PSOE. Ainsi, début juillet, la direction fédérale de IU a décidé d'aboutir à un pacte à l'échelle nationale avec le PSOE pour former des conseils municipaux communs, même là où celui-ci a la majorité absolue. Aux Baléares, la décision de faire partie d'un gouvernement régional de "gauche plurielle" dirigé par le PSOE, et dans lequel participent aussi les Verts et un parti régionaliste du "centre", a été acceptée. Un virage est en train d'être pris quant à la tactique

approuvée en 1995 qui permit la formation d'exécutifs locaux du PP dans des villes importantes et aux Asturies à cause du refus de IU de s'allier au PSOE.

Cependant, et malgré le fait que depuis cette date des dirigeants de IU au niveau fédéral (dont Julio Anguita) faisaient périodiquement des offres à la direction du PSOE pour élaborer une déclaration commune selon le "modèle français", Joaquín Almunia, le secrétaire général du parti socialiste, continuait à maintenir un discours et une pratique plus proche du "blairisme" et clairement destinée à l'électorat "centriste". En même temps, les dirigeants socialistes marginalisaient les secteurs critiques proches de positions semblables à celles d'Oskar Lafontaine en Allemagne.

Mais en ce début d'année le processus de rapprochement entre les deux partis s'est accéléré. En premier lieu, il faut mentionner le calcul électoral de la direction du PSOE, convaincue que pour accéder de nouveau au gouvernement, il fallait formaliser une alliance avec des forces de gauche au niveau national ou régional, en essayant ainsi de mettre au second plan les accords parlementaires avec des forces nationalistes de droite comme CiU en Catalogne. Ceci l'a amenée à soutenir des initiatives comme celle du socialiste catalan Maragall, à l'origine d'un accord pour le Sénat avec la force nationaliste Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche Républicaine de Catalogne, ERC) et avec Iniciativa per Catalunya (Initiative pour la Catalogne, organisation exclue de IU), et à entamer un dialogue avec IU. En second lieu, après le nouveau recul électoral en Catalogne en juin 1999, il faut signaler la tendance à la modération politique de la



Joaquín Almunia, secrétaire général du PSOE

part de IU fédérale, qui se reflète dans sa volonté de rééditer l'exemple des Baléares et dans sa disposition à reléguer au second plan des aspects-clés de son programme, comme l'attitude envers l'Union Européenne ou la défense du droit à l'autodétermination

2. Les directions des deux principaux syndicats, les CCOO (Commissions ouvrières) et l'UGT (Union Générale des Travailleurs) peuvent être tenus largement pour responsables de cette démobilisation sociale.

3. Cf. J. Pastor, Y a-t-il une issue à la crise de la Gauche Unie ?, *Inprecor* n°437/438 de juillet-août 1999.

4. Izquierda Unida a perdu aux élections européennes 51 % de voix par rapport à 1994, aux régionales 51 % par rapport à 1995, et aux municipales 46 % en comparaison à 1995.

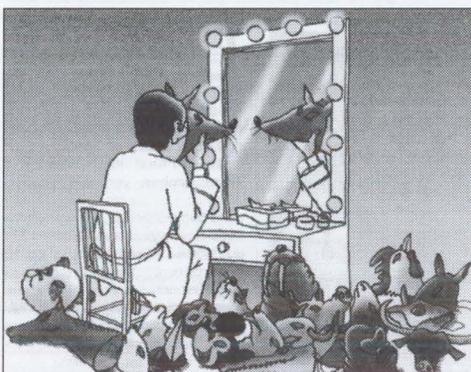
des peuples. Ce dernier élément se vérifie clairement à travers la pression que IU fait peser sur son organisation basque, Ezker Batua, pour qu'elle sorte du Forum de Lizarra-Garazi, décision qui a finalement été prise après la rupture de la trêve de ETA et son nouvel attentat mortel. En troisième lieu, il faut souligner le moindre rôle que jouent désormais sur la scène publique Felipe González, d'abord, et plus récemment Julio Anguita (5), considérés l'un comme l'autre comme des obstacles symboliques importants pour un rapprochement entre les deux formations. Enfin, et ce n'est pas le moins important, il convient de rappeler la situation de banqueroute financière de IU après les élections de juin 1999 et la crainte d'une chute électorale qui la laisserait en dessous des 5 % de voix, sans pouvoir former de groupe parlementaire et sans ressources économiques.

C'est ainsi que le 24 janvier dernier, à partir de la proposition faite par Almunia, les nécessités électorales des uns et des autres ont convergé et ont permis l'ouverture d'un processus qui en moins de dix jours s'est concrétisé dans un accord programmatique de gouvernement. Son contenu (6), selon le jugement que lui porte Espacio Alternativo, entre en contradiction flagrante avec des éléments centraux de ce qui a été la politique de IU ces derniers temps. Je me limiterai à souligner ici les points qui justifient ce jugement négatif.

Premièrement, le document estime que le gouvernement qui sera formé le 12 mars, si le PSOE et IU rassemblent une majorité de députés, devra accepter le « *maintien des engagements internationaux en matière de sécurité et de défense* ». Cela implique que ce gouvernement ne pourra remettre en question, pendant les quatre années de législature, aucune des décisions adoptées par des organismes, comme l'OTAN, qui président à son engagement dans le domaine international. C'est une question particulièrement grave si l'on prend en compte deux éléments : primo, que IU est née en grande partie comme expression politique du large mouvement qui s'est développé, dans les années 80, en faveur de la sortie de l'État espagnol de cette organisation militaire ; secundo, que la récente intervention militaire de l'OTAN dans les Balkans et le « *nouveau concept stratégique* » de Washington ont été appuyés par le PSOE. Il n'est donc pas exclu que pendant cette période de quatre ans, le nouveau gouvernement soit amené à s'impliquer dans des opérations « *humano-militaires* » à l'étranger.

Deuxièmement, le point qui traite de la « *lutte contre le terrorisme* » constitue une

régression grave de la part de IU quant à son évolution ces dernières années. Elle appuie désormais sans nuance aucune la voie policière comme mode de résolution du conflit basque et se limite à vouloir ressusciter un pacte défunt comme celui de Ajuria Enea (7). Ce paragraphe a été accepté par la délégation de IU bien qu'elle ait eu conscience de l'impossibilité pour Ezker Batua d'en approuver les termes, non seulement à cause de la référence exclusive à la « *voie*



« *policrière* » et au pacte d'Ajuria Enea, mais aussi parce qu'il n'y avait aucune allusion à la volonté d'une sortie dialoguée du conflit basque et à la nécessité de créer une nouvelle « *table ronde* » des partis politiques sans exclusive.

Troisièmement, l'accord affirme, au sujet de la politique économique, le « *maintien des engagements en matière budgétaire dans le cadre de l'Union Économique et monétaire* », engagements qui ont précisément été critiqués par IU à maintes reprises, car ils restreignent énormément la marge de manœuvre des gouvernements de l'UE pour une politique « *progressiste* » dans le domaine social. Si à cela nous ajoutons qu'aucune promesse d'arrêt des privatisations passées ou en cours ne figure au programme, mais seulement « *l'analyse des conséquences des processus de privatisation des entreprises publiques et [la] projection du futur Secteur Public entrepreneurial* », on peut se rendre

compte du manque d'audace manifeste des signataires.

Quatrièmement, il est certain que le document projette « *l'adoption de mesures légales et réglementaires pour atteindre la réduction de la durée du travail à 35 heures avec objectif de création d'emplois, dans le cadre de la concertation sociale* ». Mais l'ambiguïté du contenu (quid du maintien des salaires et du temps de travail hebdomadaire ?) et de la méthode (par voie législative et/ou de la négociation avec le patronat) laisse une marge de manœuvre considérable au PSOE pour dévaluer cet objectif. Une revendication aussi populaire dans la jeunesse que celle de la suppression des entreprises de travail temporaire a même été passée sous silence au profit d'une simple « *révision en profondeur* » du règlement de ces entreprises.

Cinquièmement, dans le chapitre consacré à l'environnement, les mesures proposées, loin d'être ambitieuses, se limitent à proposer la fermeture de deux centrales nucléaires et à des objectifs très généraux, qui de plus entrent en contradiction avec le pari d'une croissance économique effrénée.

Sixièmement, la solidarité avec les pays pauvres est quasiment absente, et se limite à un engagement à augmenter l'aide officielle au développement à hauteur de 0,35 % du PIB d'ici à 2002, avec la perspective d'atteindre 0,7 % avant la fin de la législature.

## De l'alternative à l'alternance

Présenter comme des victoires les 35 heures, l'augmentation relativement modeste des allocations, des retraites et des minima sociaux, le démarquage limité par rapport à la politique fiscale du PP, l'élargissement de la loi concernant l'avortement, la réforme de la loi électorale dans le sens d'une plus grande proportionnalité ou le pas en avant vers un État fédéral (sans même mentionner le caractère plurinational de l'É-

5. Julio Anguita est passé au second plan en décembre après avoir été victime d'un infarctus, mais il reste Coordinateur général de IU. Le 19 décembre, Francisco Frutos, Secrétaire général du Parti communiste espagnol et membre de la Coordination collégiale de IU, l'a remplacé comme candidat à la présidence du gouvernement.

6. Nous publions de larges extraits de cet accord programmatique en p. 15.

7. Le Pacte de Ajuria Enea est un accord signé en 1989 entre tous les partis « *démocratiques* », incluant le PP mais excluant Herri Batasuna, qui avait comme objectif de créer une polarisation du type « *démocrates contre violents* » escamotant les racines politiques du conflit. Depuis deux

ans, il ne se réunit pratiquement plus. La décision de sortir du Forum de Lizarra (Inprecor n°439/440 de septembre-octobre 1999 a présenté un bilan de la première année d'activité de ce Forum) a été prise par la présidence fédérale de IU immédiatement après la rupture de la trêve par ETA, mais n'a pas été acceptée par la direction de Ezker Batua. Finalement, à travers des pressions constantes de la direction fédérale du Parti communiste d'Euskadi, le Conseil politique d'Ezker Batua a décidé à la majorité, le 26 janvier, de sortir du Forum de Lizarra. Nos camarades de Ekaitza-Espacio Alternativo ont présenté au cours de ce Conseil une motion en faveur de la permanence dans ce Forum qui a obtenu 27 % des voix, que nous publions p. 18.

## Espagne

tat espagnol), c'est vouloir faire croire que cet accord a été le fruit d'un compromis. Or il n'en est rien. Sur le fond, c'est IU qui s'est placé dans le cadre d'un programme que l'on pourrait qualifier de "centre-gauche", si on considère l'acceptation des contraintes internationales imposées par le néolibéralisme tant sur le terrain économique et social que politique et militaire. Il ne sert à rien de présenter comme un alibi de ces concessions le préambule de l'accord, dans lequel sont rappelées les divergences entre les deux organisations quant à la question de l'OTAN ou au Pacte de Stabilité, si après l'on accepte de passer pour pertes et profits l'essentiel de son programme. Ce n'est pas un hasard si Almunia conteste avec vigueur la caractérisation de "radical" de ce programme : « quiconque lit le contenu du programme peut voir qu'il n'y a pas le moindre risque, la moindre lueur de radicalisation. Ce qui a eu lieu, c'est un rapprochement de IU vers une culture de gouvernement en vue de contribuer à un cabinet de progrès. Ceci est une bonne chose, y compris pour le système démocratique dans son ensemble » (8).

Si Almunia a finalement retiré son exigence initiale de voir IU se retirer des élections au Congrès dans plusieurs régions au profit du PSOE, cette concession a été faite en échange d'une capitulation complète sur le programme, après que IU ait passé des années à insister sur les divergences irréconciliables qui existaient sur le terrain d'un accord avec le PSOE. En passant en peu de temps du sectarisme à la soumission au parti socialiste, une profonde crise d'identité a été ouverte dans IU, qui se manifesterait franchement à travers le vote, le 12 mars, mais qui déjà a provoqué la confusion et la démoralisation dans des secteurs importants. Le malaise est aussi apparu à cause des méthodes employées par la direction fédérale de IU, l'accord n'ayant pas été soumis à la discussion et à l'approbation de l'organe de décision ultime entre les congrès, le Conseil politique fédéral, à la différence du PSOE qui, lui, l'a présenté à son Comité fédéral qui l'a adopté à l'unanimité.

Mais il est évident qu'au-delà de l'accord lui-même, une majorité de gens de gauche va considérer par-dessus tout le déblocage des relations entre les deux partis de gauche et l'espoir qu'il ouvre de pouvoir mettre en déroute le PP qui, lui, a ressuscité son discours anticommuniste et craint désormais la

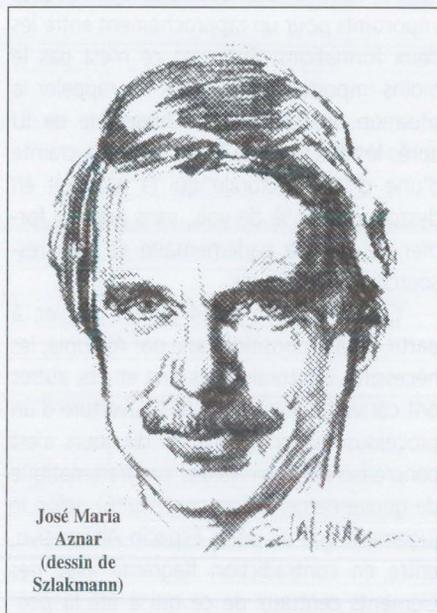
bataille électorale. Cependant, de notre point de vue, on aurait pu répondre à ces espoirs de changement par un accord qui se serait limité à un programme n'incluant pas les concessions graves faites par IU. Il est très probable que dans ces conditions le PSOE n'aurait pas accepté un programme de gouvernement commun, et IU aurait alors dû se contenter d'un accord de soutien à l'investiture du candidat le mieux placé.

Nous avons vu comment en peu de temps IU est passée de la diabolisation des courants proposant quelque type d'accord que ce soit avec le parti socialiste (attitude qui s'est soldée par des expulsions et des ruptures dans un passé récent) à la recherche d'un accord à tout prix. Cela vaut la peine d'indiquer qu'au cours du processus de négociation, les représentants de IU sont allés jusqu'à proposer aux socialistes, avant la conclusion de l'accord programmatique, une coalition électorale à échelle nationale comme réponse à la demande du PSOE que IU se retire de plusieurs régions où le parti socialiste pourrait obtenir de nouveaux députés. Cela confirme, malheureusement, ce que nous écrivions il y a deux ans : « au nom de la lutte contre les "sous-marins" du PSOE, on a reconstruit un projet néo-social-démocrate pour ce qui est du politique (avec la défense d'un État-Providence national comme principale référence stratégique) ainsi que néo-centraliste et "homogénéisateur" pour ce qui est de l'organisation, ce qui pourrait conduire au paradoxe de l'expulsion du Parti Démocratique de la Nouvelle Gauche [Partido Democrático de la Nueva Izquierda, PDNI, qui a finalement été expulsé de IU en septembre 1997] afin qu'un autre secteur de IU occupe cet espace... » (9). Le plus préoccupant est que ce nouveau secteur ait réussi, en dix jours de négociations, à être majoritaire sans de fortes résistances.

Il n'est pas facile, pour le moment, de mesurer les effets que va produire le pacte entre les deux forces de gauche sur une partie de l'électorat, particulièrement celui des abstentionnistes de gauche. D'un côté, les sentiments anti-PP et d'unité contre la droite peuvent contribuer à une meilleure participation et à un accroissement du soutien à la gauche. De l'autre, le fait que ces élections se passent dans un contexte de démobilisation sociale et avec un programme pauvre, ne permet pas d'alimenter de grands espoirs d'un bouleversement électorale et d'une victoire claire de la gauche. Le plus probable est que le rôle des partis nationalistes de droite comme de gauche (mis à part Euskal Herritarrok, qui défend l'abstention et qui ne soutiendra dans aucun cas et de quelque

manière que ce soit un gouvernement "espagnol") continueront à être la clé pour la formation d'une nouvelle majorité parlementaire et d'un nouveau gouvernement.

Pour ce qui est de IU, les récents sondages électoraux annoncent une récupération (de 6,5 % à 7,8 %), qui permet plus d'escompter un ralentissement de la tendance à la dégringolade qu'une remontée notable. Dans ces conditions, les dilemmes auxquels sera confrontée IU dépendront plus



José Maria Aznar  
(dessin de Szlakmann)

du résultat du PSOE et de sa capacité à former un gouvernement soit avec IU seule soit avec d'autres formations politiques. Le scénario ne sera sans doute pas le même avec un gouvernement des gauches, y compris avec un programme très modéré, et avec un nouveau gouvernement des droites ; l'espace que pourra occuper IU ne sera pas non plus le même. Dans tous les cas, beaucoup craignent que l'évolution vers le "réalisme politique" de la direction actuelle de IU ne se renforce et que son profil anticapitaliste (y compris les traits "communistes" classiques qu'elle avait jusqu'à présent) ne s'efface complètement. Mais tout cela ne se produira pas sans un intense débat interne et sans différenciations politiques en son sein qui obligeront Espacio Alternativo à reformuler sa tactique, en cherchant à la convergence dans et hors IU avec les secteurs qui continuent à promouvoir une gauche d'opposition et d'alternative, face à l'adaptation au social-libéralisme qui semble s'imposer dans l'actuelle direction fédérale. Notre réseau de collectifs se prépare d'ores et déjà à cette perspective, en organisant sa deuxième Rencontre confédérale, qui aura lieu avant l'été. ■

Madrid, 10 février 2000

8. *El País* du 6 février 2000.

9. Cf. J. Pastor, *La crisis de IU : ¿Retorno al partido convencional de viejo tipo?* (La crise de IU : retour au parti "à l'ancienne" ?), *Viento Sur*, n° 33, juillet 1997.

**DOCUMENT**  
**L'accord de**  
**gouvernement**  
**PSOE-IU**  
**(extraits)**

dans le respect des différences, dans le maintien de l'identité propre, pour une collaboration politique qui aura des conséquences sociales et culturelles.

Cet accord est une alliance de la gauche pour gouverner ce pays selon d'autres propositions, d'autres critères, d'autres mesures, un autre programme. En définitive, pour gouverner l'Espagne d'une autre manière.

C'est un accord qui, nous en sommes sûrs, rendra confiance et espoir aux millions de citoyennes et de citoyens qui se savent et se sentent progressistes et de gauche. Un accord qui amplifiera les perspectives électorales de nos forces politiques respectives. Un accord qui permettra, à travers la mobilisation électorale de tous les progressistes, de gagner les prochaines élections. Un accord qui, lors du vote d'investiture (au Parlement), garantira un gouvernement avec un programme de gauche qui mettra en pratique une politique destinée à satisfaire les aspirations de la majorité de la population de notre société.

Parce que notre volonté est de mettre fin à la précarité, de proposer des mesures qui fassent diminuer significativement le chômage et assurent un emploi digne et de qualité.

Parce que nous voulons une démocratie plus participative, qui s'engage, qui rende plus transparentes les institutions, qui permette une participation plus active et quotidienne de la citoyenneté, qui assure l'application de la loi, qui garantisse l'égalité réelle de la femme, qui éduque les jeunes générations dans des valeurs de tolérance, de respect de la diversité et d'engagement citoyen.

Parce que nous voulons que l'éducation devienne une garantie d'égalité des chances, que les services publics soient à la disposition de tous les citoyens et que soit favorisée la démocratisation de leur gestion. Nous voulons un pays dans lequel la Justice, l'Administration, la Santé aient comme point de référence d'être au service des citoyens.

Parce que nous voulons que les fruits d'une économie gérée avec rigueur dans le cadre européen soient utilisés pour consolider la croissance, investir dans la recherche et les infrastructures, favoriser la création d'emplois et améliorer les minimums sociaux. Nous voulons un pays dans lequel on avance, de façon décidée, vers la protection sociale complète.

Nous voulons un pays dans lequel la reconnaissance de la diversité his-

torique de notre État cohabite avec la solidarité et la cohésion de tous ses territoires et la force d'un projet commun. Un pays où l'on avance de façon décidée vers le renforcement et l'approfondissement d'un "État des Autonomies" depuis une perspective fédérale comme garantie d'un pays plus démocratique et plus proche de la citoyenneté. (...)

Le PSOE et IU acceptent les défis que suppose un processus de ce type. Nous sommes animés par la conviction que les bénéficiaires immédiats de notre volonté d'accord seront les personnes qui croient possible une politique de gauche en ce début de siècle. (...)



Les forces politiques qui approuvent ce pacte se sont accordées sur un programme de gouvernement, qui constituera l'axe central du discours d'investiture pour la présidence du gouvernement. Ce programme se structure selon les chapitres suivants :

**Éducation**

— Appréciation de l'éducation comme le principal instrument pour garantir l'égalité des chances et contribuer au développement économique, social et culturel de notre pays.

— Dans le cadre de la Constitution, priorité donnée à l'enseignement public et extension des possibilités d'accès à l'école maternelle et à l'enseignement supérieur.

— Loi de Qualité et d'Égalité dans l'Éducation et de leur financement. Gratuité progressive des livres scolaires.

— Modification de la Loi de Réforme Universitaire pour renforcer l'autonomie des universités, garantir leur responsabilité devant la société, favoriser la qualité et adap-

ter la structure des sites.

**Emploi**

— Lutte contre la précarité dans le travail.

— Adoption de mesures légales et réglementaires pour atteindre la réduction de la durée du travail à 35 heures avec objectif de création d'emplois, dans le cadre de la concertation sociale.

— Révision en profondeur du règlement des entreprises de travail temporaire pour empêcher l'exploitation des travailleurs, notamment les jeunes.

— Extension de la couverture d'assurance-chômage, spécialement pour les chômeurs de longue durée avec charge de famille.

— Plan d'aide à l'emploi pour les femmes et les jeunes.

— Augmentation graduelle du salaire minimum en termes réels, dans la perspective d'atteindre 68 % du salaire moyen prévu par la Charte Sociale Européenne.

**Allocations, Santé et Bien-être social**

— Augmentation du pouvoir d'achat des allocations les plus basses pour qu'elles bénéficient de la prospérité générale.

— Augmentation au cours de l'année 2000 de tous les minima sociaux au-dessus du niveau actuel.

— Engagement à défendre le Système National de Santé, élargissement de ses prestations et amélioration de la qualité de ses services.

— Révision du système de financement sanitaire pour garantir l'égalité territoriale. (...)

— Consolidation et extension des systèmes publics de protection sociale (Sécurité Sociale et Services Sociaux).

— Création d'un parc de logements en location à prix abordables, notamment pour permettre l'accès de jeunes à leur premier logement.

**Recherche et innovation**

— Garantir à tous les citoyens l'opportunité d'accéder aux nouvelles technologies de l'information.

— Mise en place de tarifs abordables pour l'accès à Internet.

— Augmentation progressive des budgets publics destinés à la recherche et au développement.

— Politiques de formation et incorporation des nouvelles technologies dans les entreprises.

**Environnement**

— Substitution de l'énergie nucléaire et développement d'énergies alternatives.

— Fermeture, en 2000, des centrales

Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et Gauche Unie (Izquierda Unida) veulent apporter des réponses aux revendications et aux espoirs exprimés par la majorité des citoyennes et citoyens espagnols. Une majorité d'entre eux veulent vivre et être les protagonistes d'un changement politique en Espagne, destiné à assurer le progrès et le bien-être pour tous.

Nos deux organisations coïncident dans la volonté de transformer de manière substantielle les politiques menées par le Parti Populaire (PP) et clore de façon démocratique son expérience de gouvernement. Cet accord prétend en être le principal instrument.

Parce que le gouvernement du PP a mené une politique qui a gâché le cycle économique propice avec lequel il avait commencé son exercice.

Il a bénéficié du contexte européen de stabilité économique. Il a joui d'une période de paix et de dialogue social comme il n'y en avait pas eu depuis des années. Mais il n'a pas su profiter de cette conjoncture pour impliquer les Espagnols dans un projet collectif qui permette à l'Espagne d'évoluer vers d'autres niveaux de progrès et de bien-être. (...)

Il est de notoriété publique que nos organisations ont des divergences significatives sur des questions importantes. Nous ne prétendons pas les dissimuler. Mais il est évident aussi que nous ne pouvons pas laisser ces différences se convertir en impossibilité de parvenir à un accord.

De plus, nos deux organisations ont entendu la volonté des citoyens de gauche qui désiraient que nous réalisions un effort qui ne replace au centre du débat politique, des propositions programmatiques, des intérêts, des nécessités et des désirs de la majorité de notre société.

Nous reconnaissons l'intérêt qu'ont suscité parmi nous d'autres expériences en Europe. Nous nous reconnaissons dans cette volonté d'accord, dans cette disposition au compromis fondée sur l'autonomie,

# Espagne

nucléaires de Zorita et Garona. Non construction de cimetières nucléaires.

— Approbation urgente du Plan Hydraulique National.

— Plan d'équipements pour le milieu rural.

— Reforestation en milieu urbain.

— Création d'une Agence nationale des aliments pour garantir la sécurité alimentaire.

— Incitation au recyclage et pénalisation de l'incinération des déchets.

## Politique économique

— Une politique économique qui renforce notre potentiel de croissance, favorise l'emploi stable, donne la priorité à l'investissement, stimule la concurrence au bénéfice des consommateurs et rend plus équitable la répartition des richesses.

— Maintien des engagements en matière budgétaire dans le cadre de l'Union Économique et Monétaire.

— Analyse des conséquences des processus de privatisation des entreprises publiques et projection du futur Secteur Public entrepreneurial.

— Baisse des tarifs du téléphone et de l'électricité.

## Politique fiscale

— Maintien de la charge fiscale et des modes d'imposition sur le revenu.

— Meilleur traitement fiscal des revenus du travail les plus bas.

— Remise en perspective de l'imposition des revenus du travail et du capital. (...)

— Égalisation des déductions personnelles et familiales pour tous les contribuables. (...)

— Réorientation de la fiscalité, incorporation d'impôts écologiques. (...)

— Lutte active contre la fraude et l'évasion fiscales.

## Politique des Autonomies

— Renforcement et approfondissement de l'État des Autonomies dans une perspective fédérale. (...)

— Réforme du Sénat dans le but de le transformer en véritable Chambre de représentation territoriale.

— Incitation au renforcement des compétences pour les conseils municipaux dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des services sociaux et de la santé à travers de nouveaux programmes de coopération et un système de financement qui assure la stabilité des ressources. (...)

## Politique extérieure et de sécurité

— Participation active dans la construction de l'Europe économique, sociale et politique.

— Approfondissement des principes et des mécanismes de cohésion économique et sociale.

— Maintien des engagements internationaux en matière de sécurité et de défense.

— Une politique extérieure engagée vers la paix, la défense des droits de l'Homme et la coopération au développement.

— Dans la perspective d'atteindre 0,7% du PNB, augmentation effective à 0,35% du PNB en 2002 des fonds destinés à l'aide officielle au développement.

## Terrorisme

— Engagement strict aux côtés de l'action policière et pour le développement de la coopération internationale contre le terrorisme.

— Rétablissement de l'unité des forces démocratiques pour obtenir la fin de la violence terroriste.

— Maintien des principes signés par les forces politiques démocratiques contenus dans l'"Accord pour la Normalisation et la Pacification d'Euskadi".

## Réforme institutionnelle

— Réforme de la Loi Électorale en vue de perfectionner la représentation proportionnelle au Parlement et aboutir à la parité.

— Réforme globale de la Justice pour en assurer un fonctionnement rapide, juste et efficace. (...)

— Loi contre la violence domestique.

— Loi sur l'interruption volontaire de grossesse qui mette fin aux restrictions actuelles, dans le cadre de la Constitution, et assure les soins sanitaires complets aux femmes qui y ont recours.

— Codes de conduite éthique pour le gouvernement et l'administration.

— Réforme de l'administration publique. Statut de la Fonction Publique. Évaluation et contrôle de la qualité des services publics. ■

## DOCUMENT

### La Gauche Unie que nous voulons (recomposer)\*

Le chemin parcouru par Izquierda Unida (Gauche Unie, IU) depuis ses débuts, plein de promesses, jusqu'à sa situation actuelle, douloureuse, a été des plus sinueux. A cela s'est ajoutée récemment une préoccupation profonde pour son

avenir. Nous sommes beaucoup, au sein de IU, non adhérents des partis fondateurs de la coalition, à être restés dans l'expectative quant au cap que l'organisation prendrait en termes de pluralité, de relation avec les mouvements sociaux, de démocratie interne, de capacité à se lier et à réactiver la gauche sociale de ce pays... Nous espérons avec anxiété que le projet serait finalement de se tourner vers ce que l'on pouvait appeler un "parti d'un type nouveau".

Cependant, nous avons assisté à un recul dans tous les domaines de l'alternative, dans les façons de faire comme dans le programme, dans la capacité à tisser des liens et des réseaux avec la citoyenneté. Dans un paysage politique et social en pleine désolation, où fin de siècle semble rimer avec fin de la raison transformatrice, Izquierda Unida n'est pas une oasis dans le désert. IU apparaît dans toute sa faiblesse après les reculs électoraux de 1999, avec une marge de manoeuvre sociale étroite pour impulser et agir. De surcroît, IU périclité à cause de guerres internes pour la préservation du projet politique, sans se préoccuper de leurs conséquences sur l'action politique concrète au lieu d'unifier ses efforts pour rassembler les secteurs sociaux potentiellement capables d'être partie prenante d'un projet de changement d'un ordre caduc, injuste, non solidaire et insoutenable.

Avec Espacio Alternativo, nous nous fixons dès aujourd'hui comme tâche de recomposer la gauche alternative, transformatrice, une gauche des gauches, à travers la réflexion critique et les propositions pour l'action.

Des facteurs très divers ont concouru de façon perverse à cette dérive de IU, qui la conduit vers un isolement mortel : le débat toujours non conclu sur la chute du bloc de l'Est ; la scission entre les partisans d'orienter le projet de IU vers des positions d'auxiliaire du PSOE et ceux qui prônaient l'autonomie et/ou la confrontation avec les socialistes, scission qui ne s'est pas résolue sans dommage pour la pluralité interne ; l'erreur stratégique de n'avoir pas su s'adapter au changement de cycle politique de la droite symbolisé par le PP. IU est née contre le PSOE, déjà converti en gestionnaire "aimable" du néolibéralisme, qui abandonne le programme avec lequel il est parvenu au pouvoir et se distingue par sa capacité à collectionner les reniements, sans concessions à la gauche sociale (OTAN, syndicats, chômage, jeunes...).

IU, dont le but était d'unifier les différentes sensibilités émancipatrices, en rassemblant les revendications de tournant à gauche, sur une base solide, et de changements effectifs, n'a pas su renforcer cette identité anticapitaliste multiple et la diriger contre une droite qui, plus que gérer, incarne les intérêts du capital. Le PP est le meilleur exemple de l'accès du pouvoir économique au pouvoir politique.

Cette incapacité a peu à peu dépouillé IU de ses forces et de sa crédibilité à constituer un bloc de la gauche transformatrice, ouvrage indispensable dans un contexte social de démobilitation et de net recul démocratique. A tout cela, il faut ajouter le manque de perméabilité aux mouvements sociaux, car si un lien formel a été maintenu, les ruptures et les distanciations (mouvements éco-pacifiste, syndical, citoyen, de femmes...) se sont succédées dans la pratique politique réelle.

Pendant ce temps, une partie des militants, loin d'être négligeable, préfère légitimer le projet originel, pour son hétérodoxie, pour sa participation plus importante dans les mouvements et organisations sociales, pour sa générosité politique, pour sa radicalité. Cette partie de militants se retrouve de plus en plus fatiguée, plus affectée par le lent mais continu renoncement, plus réduite aussi. Mais nous sommes encore quelques uns à continuer à questionner : "jusqu'où ?" Il faut se demander si la VIème Assemblée ne sera pas le moment où l'on abandonnera définitivement le projet de "parti d'un type nouveau", ou si, au contraire, il deviendra l'occasion de se remettre et de renforcer la radicalité dans la politique, la démocratisation des structures, la générosité politique avec les minorités, le questionnement de l'intérim des mandats, la reconnaissance de la pluralité et du fédéralisme comme les valeurs principales de IU, le rajeunissement des figures publiques et le pari d'une direction collégiale plutôt que celui du leadership ou du culte de la personnalité. En définitive, si l'on mise sur une formation politique capable de recueillir ce qu'il y a de plus éthique dans les mouvements sociaux et de plus opérationnel d'un parti des gauches.. Un mouvement politique et social fort et flexible, comme le roseau de la fable. ■

\* Éditorial paru dans *Corriente Alterna* n° 9, bulletin de Espacio Alternativo.

# Une gifle à la raison

De notre correspondant  
José Ramon Castaños Troglo\*

À la suite de la rupture de la trêve militaire par ETA, les organisations partielles prenantes de ce "pacte" ont adopté une 4<sup>ème</sup> déclaration, le 11 février, que nous reproduisons. Quelques jours après, un nouvel attentat d'ETA a de nouveau bouleversé la situation politique au Pays Basque et fait éclater le Forum de Lizarra.

## Nationalisme espagnol et diabolisation de la gauche basque

Plus d'un mois est passé depuis l'assassinat par ETA du lieutenant-colonel de l'armée espagnole Pedro Antonio García Blanco et la manifestation de 100 000 personnes qui a parcouru les rues de Bilbao pour demander simultanément le retour à la trêve militaire, la libération des prisonniers politiques et le retour du gouvernement espagnol à la table des négociations politiques avec ETA. Mais plus personne ne semble écouter aujourd'hui ce message majoritaire du peuple basque. ETA a mis à exécution sa menace de rupture de la trêve en mettant fin, au moins temporairement, aux attentes créées pendant les 18 mois de cessez-le-feu. A l'opposé, on assiste à une radicalisation sans précédent du nationalisme espagnol, qui est en train de créer un climat de crispation politique insupportable dans la société basque. Ce qui frappe, c'est l'absence totale de fissures entre la droite et la gauche, entre les syndicats et le patronat dans cette "union sacrée nationaliste". L'unité d'action entre le Parti socialiste (PSOE) et Gauche Unie (IU), le Parti Populaire (PP) et la Conférence épiscopale espagnole, les associations patronales et les syndicats CCOO et UGT, a été totale dans la grande manifestation contre la violence, à Madrid, fin janvier. Le plus choquant, dans ce nouveau "front national", c'est que son affirmation nationaliste espagnol passe par la criminalisation du nationalisme basque et de ses aspirations légitimes à la souveraineté politique.

L'apparition de ce phénomène de "haine nationale" a été si forte qu'au cours des manifestations réalisées par ce "front" en Euskadi, les vieux cris de guerre du franquisme ("Mort aux Basques") sont réapparus. Certains demandent aussi que l'armée espagnole rétablisse l'Etat de droit au Pays Basque... Sans aller aussi loin dans l'usage de la force, le programme de gouvernement que propose l'alliance électorale PSOE-IU ne dévie pas d'un millimètre de la légalité constitutionnelle et de la voie policière. On identifie désormais la gauche basque (Euskal Herriarrok) au FPÖ de Haider en Autriche... L'idée de tolérance appartient à la légalité



constitutionnelle, alors que l'affirmation d'une différenciation basque est assimilée à l'idée de "nettoyage ethnique"... Comme conséquence de cette énorme pression médiatique, plusieurs partis politiques ont achevé de perdre leur dignité. C'est le cas de IU, qui a obligé sa section basque à rompre avec le pacte de Lizarra.

## La 4<sup>e</sup> Déclaration de Lizarra

Dans un contexte politique si crispé, la Quatrième Déclaration de Lizarra acquérait une importance aussi décisive que sa déclaration constitutive, et ceci pour quatre raisons :

1. La capacité des organisations de ce pacte à ne perdre leur sang-froid à aucun moment. Son sens de la responsabilité historique avait

amené le Forum de Lizarra à conserver l'unité comme le capital politique le plus précieux que possédait la société basque.

2. La fermeté de la bourgeoisie nationaliste (le Parti Nationaliste Basque, PNV) dans le maintien des alliances politiques et des engagements, malgré les difficultés occasionnées par la rupture de la trêve par ETA.

3. La confiance dans le peuple basque, dans sa capacité de résistance et de mobilisation sociale pour obliger l'Etat à s'asseoir et négocier.

4. Le démarquage public de Herri Batasuna (HB) concernant l'activité armée d'ETA. La critique de la violence faite dans ce docu-

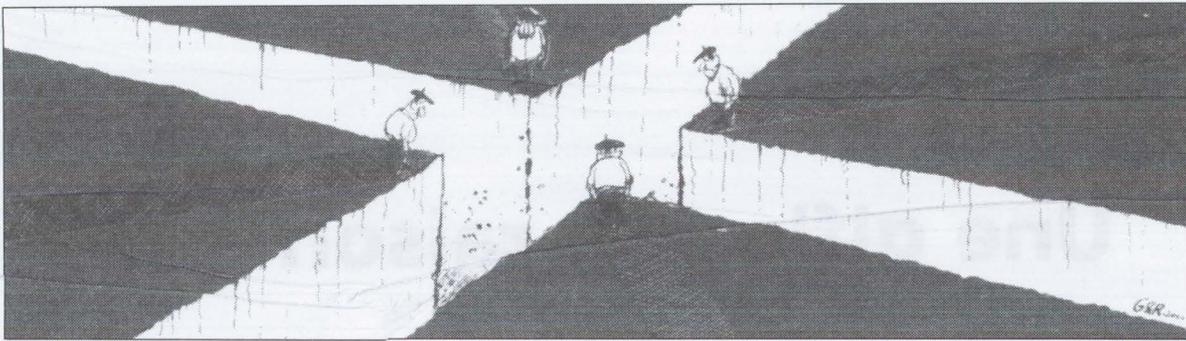
ment constituait une nouveauté sans précédent dans l'histoire des relations entre l'organisation militaire et les organisations politiques de la gauche nationaliste basque. Tout paraissait indiquer que la promesse faite par Euskal Herriarrok au moment de sa constitution (septembre 1998) de promouvoir un processus de refondation de la gauche basque, paraissait se confirmer, au moment le plus critique des relations entre organisations militaires et politiques.

Un processus de refondation de la gauche basque, paraissait se confirmer, au moment le plus critique des relations entre organisations militaires et politiques.

## Une nouvelle donne

L'assassinat de Fernando Buesa, porte-parole socialiste au Parlement basque, le 22 février, a déchaîné à tel point la haine et les passions politiques, qu'il paraît difficile de garder son calme au milieu de la tourmente. Ce qui est certain, c'est que rien ne pouvait laisser supposer que ce serait la propre ETA qui saboterait ce processus de refondation

\* José Ramón Castaños "Troglo" représente la Charte des droits sociaux (GOGO) au sein du pacte de Lizarra.



politique et l'ouverture de ce nouveau cycle historique débarrassé de la violence politique.

Nous ne savons pas quelles sont les intentions d'ETA. Certains disent que la rupture de la trêve est une rupture tactique pour revenir de nouveau au cessez-le-feu. D'autres pensent que nous sommes en présence d'un changement de stratégie politique qui cherche à substituer la "conquête impossible" d'une majorité sociale avec des méthodes démocratiques par la résistance armée dans une perspective d'accumulation des forces sur le long terme. Quoi qu'on en pense, l'activité d'ETA peut se mesurer à ses résultats, et ceux-ci sont visibles par tous. La première chose qu'a réussie à faire ETA, a été de mobiliser la majorité de la société

basque contre elle. Il s'agit sans aucun doute d'un suicide politique, qui est d'autant moins compréhensible qu'il détruit brutalement les progrès réalisés au cours des 18 mois de trêve. Les revendications de souveraineté politique avait conquis une légitimation sociale comme jamais jusqu'à présent, et cela a été perdu à cause de la répulsion morale partagée par la majorité face à l'assassinat politique comme moyen de défendre une idée légitime. Ainsi, la rupture de la trêve rend désormais impossible l'alliance démocratique de Lizarra. Il est possible que le PNV ne revienne pas aux vieilles alliances des pactes antiterroristes, mais il ne reviendra pas non plus dans le Forum de Lizarra si ETA n'offre pas de garanties de dissolution. Ni les syndicats basques, ni les

mouvements sociaux non plus ne reviendront dans Lizarra si la lutte armée se poursuit. Ils ont réaffirmé qu'ETA était désormais de trop, qu'elle est un obstacle au processus politique de

conquête de la souveraineté nationale, et que le meilleur service qu'elle puisse rendre à la cause du peuple basque, c'est décider librement de son autodissolution. La conséquence inévitable de cet attentat est la perte de la "raison pratique", car on ne peut réclamer le respect de la décision des Basques lorsqu'ils revendiquent le droit à l'autodétermination et leur dénier ce respect quand ils demandent la fin de la violence et des attentats terroristes.

### La critique des armes

La mémoire historique nous dit que dans les quinze dernières années ETA a à chaque fois résolu ses crises politiques de la même manière : en mettant un mort (ou plusieurs) sur la table, en obligeant ainsi les organisa-

### 4<sup>ème</sup> Déclaration du Forum de Lizarra-Garazi

1. Toutes les organisations participant à ce Forum réaffirment leur volonté d'impulser un processus de dialogue et de négociation pour rechercher la paix et la résolution du conflit politique sur des bases démocratiques.

2. Aucun projet politique ne peut légitimement s'imposer par la violence ; la société s'est majoritairement prononcée dans ce sens. Nous, membres du Forum, ne soutenons ni ne justifions aucune action violente, quelle qu'elle soit, et nous nous engageons à ce que le Pays Basque construise son propre avenir librement. Le scénario de paix et de démocratie pour le Pays Basque se déroulera uniquement si l'ensemble de la société entre dans le processus et s'engage à le conduire au succès, en refusant toutes les attitudes qui veulent l'empêcher ou le bloquer, et en revendiquant la légitimité pour toutes les options politiques démocratiques.

3. Nous demandons avec insistance aux forces politiques qui s'opposent systématiquement à l'Accord de Lizarra-Garazi qu'elles abandonnent cette position récurrente

de refus et présentent leurs propres positions d'issue viable à l'actuelle situation de conflit. Nous qui respectons la pluralité de la société basque et qui voulons construire un avenir de liberté et de tolérance, ne pouvons nous résigner à la situation actuelle d'affrontement violent, de blocage politique et de prolongation de la souffrance qui appartient davantage au passé qu'au futur.

4. Nous dénonçons l'attitude et la stratégie des gouvernements de José Maria Aznar et de Lionel Jospin au moment de résoudre un problème complexe comme l'est le problème basque, en utilisant uniquement la voie policière. Nous constatons que cette stratégie, en plus de reproduire une erreur historique à un moment où il faut s'efforcer de trouver des solutions à un conflit politique, démontre l'incompétence manifeste de ces deux gouvernements. Prétendre diluer ou occulter cette incapacité en usant et abusant des moyens dont disposent les États, notamment du pouvoir médiatique, révèle davantage, si c'était encore nécessaire, leur véritable jacobinisme.

5. Nous demandons avec insistance à toutes les parties en présence, chacune selon ses propres responsabilités, de reconsidérer leurs attitudes et leurs positions. Les manifes-

tations actuelles de violence, tout comme les décisions de justice à caractère politique évident, qui se produisent en ce moment et qui sont l'expression de stratégies d'affrontement, doivent être dépassées par le développement du processus engagé, sachant qu'elles sont une difficulté pour la poursuite de ce dernier.

6. Nous renouvelons notre appel à toutes les citoyennes et à tous les citoyens d'Euskal Herria, afin qu'ils prennent une part active dans le processus de paix, en excluant toute action qui suppose une violation des droits de l'Homme. Nous nous engageons à définir et proposer des initiatives importantes, propres à créer un climat social qui permette la consolidation d'un processus de paix irréversible et une solution démocratique au conflit politique.

#### Signataires :

**Partis politiques** : Partido Nacional Vasco, Herri Batasuna, Abertzalen Batasuna, Eusko Alkartasuna, Batzarre, Zutik, Partido Carlista.

**Syndicats** : ELA, LAB, EHNE, ESK, STEE-EILAS, HIRU, ELB.

**Organisations sociales** : GOGOIA (Charte des droits sociaux), Gestoras pro-Amnistia, Senideak, Bakea-Orain, Elkarrri, Egizan, Herria 2000 Eliza, Gernika Batzordea, Autodeterminazioaren Biltzarra.

tions civiles de la gauche basque à choisir entre elle et le chaos, entre la fidélité et la trahison, entre la critique et la dénonciation. L'autocritique sur le précédent de HASI (parti politique dissout par ETA en raison de ses critiques à la ligne des attentats "aveugles" à la voiture pié-



gée) nous faisait raisonnablement penser que cette fois-ci, les choses se dérouleraient autrement. Cette hypothèse était renforcée par les résolutions adoptées par la récente Assemblée de HB, favorables à l'engagement d'un processus de refondation générale de la gauche basque, mais aussi par les promesses faites par les dirigeants politiques de s'éloigner de la lutte armée, ou par les déclarations solennelles signées dans le Forum de Lizarra. Tout le monde espérait une distanciation critique des dirigeants de HB, mais ceux-ci ne condamnèrent pas l'attentat. Les naïfs feront remarquer que pour une fois ils ne firent pas l'apologie de la violence comme par le passé, ce qui est vrai, mais c'est une triste consolation, car ce silence est lourd de responsabilités jetées au caniveau, frustrant ainsi les espoirs d'une gauche qui promettait de se rénover. Ceux qui se dépêchent de fermer prématurément la porte de la rénovation dans HB se trompent aussi, car le conflit de direction entre l'organisation militaire (ETA) et les organisations civiles de la gauche nationaliste ne s'est pas encore conclu par la victoire d'une des deux parties. Contrairement à hier, l'opposition du syndicat LAB (l'organisation la plus solide de la gauche nationaliste) à la lutte armée est désormais publique, de même qu'est notoire la défiance de l'électorat et de la base militante de la gauche nationaliste. Ces évolutions critiques demandent du temps pour arriver à maturation, ainsi que d'être nourries par des groupes et des individus qui accompagnent cette réflexion critique depuis l'intérieur.

Au lieu de cela, nos camarades navarrais de Batzarre (groupe politique créé à l'instigation de Zutik, organisation dont les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale au Pays Basque sont membres) ont préféré abandonner Euskal Herriarrok jusqu'à ce que cesse la lutte armée. Nous respectons ce choix car il est d'un certain point de vue raisonnable, mais on peut se demander s'il n'aurait pas été plus constructif d'affirmer publiquement une opinion critique sur la violence sans pour autant rompre l'unité et l'engagement pour la construction d'une gauche basque réunifiée et rénovée. Nul doute que la refon-

dation de cette gauche basque obligera à une rénovation du discours et à une critique de la lutte armée, mais la réalité impose de séparer les organisations civiles de l'organisation militaire. Ce n'est pas avec ETA, mais

avec HB que nous nous sommes engagés à construire une gauche nouvelle. L'abandon des armes facilitera les choses, car il permettra de concilier la fin et les moyens, le droit et la raison pratique. Mais si cela n'arrive pas, l'unité de la gauche basque peut tout de même s'ouvrir un chemin, aux seules conditions

d'une critique des armes de la part d'Euskal Herriarrok et d'une exigence publique d'un nouveau cessez-le-feu qui rétablisse la rationalité politique dans notre peuple. ■

## Ekaitza-Espacio Alternativo et le pacte de Lizarra

### « Construire des ponts, pas les détruire »

Le mercredi 26 janvier 2000, le Conseil politique de Ezker Batua (EB) a décidé à la majorité d'abandonner le Forum de Lizarra (1). Face à cette position, le collectif Ekaitza-Espacio Alternativo a présenté une proposition alternative qui a recueilli 27 % des voix du Conseil. Convaincus qu'après la rupture de la trêve par ETA et devant l'immobilisme du PP et du PSOE, il est temps de « construire des ponts, pas les détruire », voici la motion qui a été présentée au Conseil :

« Aujourd'hui, comme à chaque fois que nous avons à nous déterminer sur une question politique importante, nous nous retrouvons devant un Conseil politique médiatisé à outrance, dans une grande expectative de ce que nous allons dire ou décider. Il en découle une difficulté à décider en toute liberté. Nous voulons cependant nous exprimer et agir comme nous l'entendons, et c'est dans cette enceinte que nous voulons transmettre au Conseil les éléments de réflexion d'un grand nombre de militants de Ezker Batua.

Aujourd'hui nous devons décider quel sera notre avenir au sein du Forum de Lizarra-Garazi. Nous avons déjà défendu au cours de la Vème Assemblée de EB notre position en faveur du maintien dans le Forum et la nécessité d'en débattre à la base avec prise de position de celle-ci. De notre point de vue, la décision à prendre n'est pas tant de savoir s'il faut rester ou non dans le Forum que de garantir l'indépendance de EB-IU par rapport à IU fédérale, aux médias et aux actions de ETA, qui sont les artisans

de la "croisée des chemins" devant laquelle nous nous trouvons.

L'évaluation politique que nous faisons de Lizarra-Garazi implique une résolution politique du conflit pour arriver à une situation normalisée. Ainsi, le Forum est une option pour la résolution du conflit de façon démocratique et pour la recherche de cadres plus larges dans lesquels tous les citoyens de Euskal Herria trouveraient leur place. C'est un exercice de libre souveraineté et c'est pour cela que tous les grands partis ont refusé de participer à ce processus politique.

Nous l'affirmons clairement : Lizarra-Garazi reste en vigueur et sert, aujourd'hui plus que jamais, car c'est le seul outil qui existe pour résoudre le conflit politique que vit Euskal Herria, et sa conséquence la plus tragique, la lutte armée, mais aussi pour donner à notre peuple la parole et le pouvoir de décision. Nous faisons la proposition d'une table ronde des partis politiques sans exclusion, même s'il est peu probable qu'elle voit le jour, le PP ayant déjà exprimé son opposition.

Nous considérons donc que ce Conseil ne peut ni ne doit agir de façon médiatisée, ni par la presse, ni par les "habitués" de ce genre de réunion, ni par les exécrables actions de ETA. Si Lizarra est né sans la trêve et que nous avons signé la déclaration, si pendant tout ce temps nous avons considéré que le Forum avait placé la société basque sur une scène politique nouvelle et remplie d'espoir, ce que n'ont ni fait ni voulu le PP et le PSOE, pourquoi le discréditer aujourd'hui ?

Nous ne pouvons construire la paix à nous seuls. Même si nous ne sommes pas tous dans le Forum, nous y sommes nombreux ».

1. Ezker Batua (EB) est le nom de l'organisation de IU au Pays Basque.

# Le congrès des Démocrates de Gauche (DS)

Par  
Livio Maitan\*

Le congrès des Démocrates de gauche (DS), qui a eu lieu au mois de janvier à Turin, mérite d'être analysé puisqu'il marque un nouveau jalon dans l'évolution d'une formation politique dont les origines historiques remontent au début des années 1920. Une telle évolution, qui a impliqué, sous différentes formes, tous les partis communistes ayant connu la dérive stalinienne, avait commencé en Italie en 1956 (alors que, par exemple, dans l'État espagnol elle date de la fin des années 1970). Au cours des années 1980, elle avait déjà comporté une social-démocratisation achevée du parti avant de déboucher, après la chute du mur de Berlin, sur l'abandon du vieux nom et la transformation en Parti de la gauche démocratique (PDS).

## Un projet qui a fait long feu

Il faut rappeler qu'à l'époque le projet — ou l'espoir — était de mettre fin à l'exclusion du gouvernement dont le Parti communiste italien (PCI) avait été victime depuis 1947, notamment en réalisant un accord avec le Parti socialiste qui aux élections législatives de 1987 avait remporté un succès non négligeable. Mais ce projet a été balayé par deux événements que les protagonistes du changement n'avaient absolument pas prévus. Le premier : déjà en 1992, dans le cadre de la crise du système politique italien et notamment après une cascade de scandales qui le frappait de plein fouet, le PS se dissolvait. Le deuxième : au moment de la proclamation du nouveau parti, une scission importante se produisait sur sa gauche aboutissant à la constitution du Parti de la refondation communiste (PRC).

Ainsi, un parti affaibli se lançait à la recherche d'un interlocuteur de centre-gauche ou centriste valable qui n'existait tout simplement pas. En même temps, il

devait assez vite constater que le problème de sa nouvelle identité était loin d'être résolu. Il est vrai qu'Achille Occhetto, qui avait pris l'initiative du changement, n'avait pas hésité à proclamer que les clivages socio-politiques traditionnels étaient désormais obsolètes et qu'il fallait introduire un système bipolaire basé sur l'opposition de progressistes et de conservateurs. Une différenciation plus ou moins explicite subsistait quand même entre ceux qui ne cessaient de défendre l'idée d'un parti social-démocrate (dont Massimo D'Alema) et ceux qui envisageaient la transformation en un parti du style du Parti démocrate aux États-Unis (dont Walter Veltroni). Aux législatives de 1994 le bloc des progressistes était battu. Deux ans plus tard un nouveau cartel, baptisé l'Olivier, remportait une majorité relative et Romano Prodi pouvait former un gouvernement de centre-gauche avec le soutien du PRC. En octobre 1998, le PRC décidait de rompre avec le gouvernement Prodi qui devenait minoritaire à la Chambre des députés. Le secrétaire des DS, D'Alema, devenait à son tour premier ministre, son gouvernement se déplaçant davantage vers la droite (les voix des parlementaires du PRC étaient remplacés par des voix de députés centristes sinon de centre-droit).

Les difficultés économiques persistantes avec le maintien d'un taux de chômage très élevé, le problème majeur de la guerre au Kosovo, les divergences constantes au sein de la coalition gouvernementale elle-même, le recul aux élections européennes, la défaite essuyée à Bologne, la ville phare du réformisme du PCI et de son successeur, ne pouvaient pas ne pas provoquer un désarroi croissant parmi les militants et les électeurs. Cela d'autant plus que toutes les manoeuvres visant à donner un nouveau visage au parti par une convergence avec d'autres formations de gauche ou centre-gauche et avec des intellectuels ayant une certaine renommée n'ont donné que des résultats insignifiants. La crise d'identité



Walter Veltroni, devenu secrétaire du parti depuis l'élection de D'Alema au poste de Premier ministre

rebondissait.

Walter Veltroni, devenu secrétaire du parti depuis l'élection de D'Alema au poste de Premier ministre, était chargé de rédiger un texte pour le débat préparatoire du congrès. C'était un texte d'une platitude affligeante qui permettait d'ailleurs à chacun de l'interpréter à sa guise. Pour donner quelques exemples, voilà la définition du « modèle européen » : « le modèle européen se base justement sur l'idée que la croissan-

### Les DS en quelques chiffres

Les Démocrates de gauche (DS) ont annoncé au congrès de Turin 741 500 membres (enregistrés en octobre de l'année dernière). Il faut supposer qu'un effort particulier a été fait en vue du congrès, s'il est vrai que les membres étaient 638 000 en 1997 et 613 000 en 1998. Le PCI, encore en 1989, avait 1 million 421 000 membres. Après la scission du PRC, le PDS avait en 1992 769 000 membres. Ont participé au congrès des instances de base moins de 20 % des membres (moins de 10 % en Emilie, qui reste la principale forteresse des DS).

Quant aux résultats électoraux, le PDS a totalisé aux élections législatives 6 millions 317 000 voix (16,1 %) en 1992, 7 millions 881 000 voix (20,3 %) en 1994, 7 millions 894 000 voix (21,1 %) en 1996. Aux élections européennes, le PDS avait rassemblé 6 millions 267 000 voix (19,1 %) en 1994 alors que les DS sont tombés à 5 millions 279 000 voix (17,4 %) en 1999. Le PCI avait obtenu 26,7 % des voix aux législatives de 1987 et 27,6 % des voix aux européennes de 1989.

\* Livio Maitan, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, est membre de la direction du PRC italien.

ce économique et de l'emploi est compatible, voire influencée d'une façon positive, par des niveaux élevés de cohésion sociale, garantis par des niveaux également élevés de tutelle des besoins et des droits ». Quant à la flexibilité, qui est un leitmotiv du gouvernement, Veltroni nous explique que « l'objectif est celui d'une flexibilité réglementée, d'un nouveau système de garanties et de pouvoirs, recoupé selon les besoins du travailleur comme individu plutôt que sur celles d'une classe travailleuse homogène ». Et voilà comment il résout le problème très débattu du rapport entre le concept de gauche et celui de coalition baptisée Olivier : « un grand Olivier où vit une grande gauche est une sorte de double appartenance. L'Olivier est la dimension du gouvernement, de la représentation, du réformisme, la gauche celle de l'Europe, du monde, des droits sociaux et humains, des valeurs. Cette double appartenance est une double dimension de la même identité ». Magistral ! Les vieux maîtres de la scolastique n'auraient pu faire mieux.

### Une gauche qui ignore le capitalisme

Ayant sans doute constaté que son texte ne mobilisait pas les militants (bien qu'adopté par 80 % environ des votants aux assemblées de base, celles-ci ont enregistré une présence de moins de 20 % des adhérents), Veltroni s'est efforcé de se rattraper par un rapport de plus grande envergure. Rien de nouveau ou de sensationnel. Mais il s'est donné la peine de rappeler les maux et les déséquilibres qui affligent un grand nombre de pays, du Bangladesh à l'Afrique, en déclarant qu'il se plaçait « du point de vue de ceux qui sont soumis, piétinés, exploités, offensés, violés, de ceux qui considèrent comme un scandale intolérable les inégalités d'un monde divisant entre eux les femmes et les hommes de notre époque ».

Nous serions tentés de nous féliciter pour ne pas être soupçonnés de sectarisme. Mais on ne saurait glisser sur un "détail" : ni Veltroni ni les autres ténors du congrès n'ont soufflé mot sur les origines de tous les maux qu'ils dénonçaient, sur les mécanismes qui le déterminent. Le quotidien *l'Unità*, qui malgré sa "privatisation" reste proche du parti, a publié une note au titre éloquent : « Mais

la gauche ne parle plus de capitalisme ».

Toujours est-il que la pensée des dirigeants des DS ne s'est pas limitée à cette omission. Veltroni, D'Alema et tous les autres ont confirmé explicitement leur adhésion inconditionnelle à « l'économie de marché » et aux idées néolibérales. En matière de privatisation, Veltroni a précisé que l'objectif du gouvernement n'était pas de se procurer de l'argent : « l'objectif doit être — a-t-il dit — la construction de nouveaux marchés, l'accroissement de la compétition, l'irruption de nouveaux entrepreneurs dans l'économie italienne ». Il a en même temps rappelé aux entrepreneurs que le gouvernement leur avait permis d'économiser 50 000 milliards de lires sur leurs dettes et que les profits des plus grandes sociétés étaient augmentés de 30 000 milliards. Pour sa part, D'Alema a pavoisé en expliquant qu'au cours de l'année dernière 300 000 nouveaux emplois avaient été créés. 80 % de ces nouveaux emplois sont-ils flexibles ? Notre

Premier ministre le reconnaît, mais à ses yeux cela prouve que la flexibilité est rentable. Veltroni l'a commenté par une nouvelle version de la philosophie du moindre mal : « Un emploi flexible est une occasion préférable au chômage ». Nous nous permettons de penser que les frères Agnelli, patrons de FIAT, que Veltroni et D'Alema avaient reçus tout juste avant l'ouverture du congrès, auront partagé cette opinion éclairée.

Les votes à la conclusion du congrès, de même que les applaudissements prolongés qui ont salué les discours de D'Alema et de Veltroni, ont confirmé que la grande majorité des membres partagent les conceptions et les choix politiques qui ont caractérisé d'abord le PDS, ensuite les DS. Ils ont confirmé également un autre choix fondamental, celui du soutien à la guerre de l'OTAN au Kosovo. Personne n'a exprimé non plus une opposition aux décisions sur les projets militaires adoptés par l'UE lors de la réunion d'Helsinki.

## Souscription

**E**n mai 1999 nous avons lancé un appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'*Inprecor* ». Il ne s'agissait pas seulement de fêter un quart de siècle de votre revue d'analyses internationales et internationalistes. Il s'agissait aussi, plus prosaïquement, de permettre à *Inprecor* de renouveler son parc informatique devenu obsole. En décembre 1999 nous avons crié « Au secours ! », car en six mois nous avons reçu moins du tiers des besoins estimés. Appel entendu au-delà de toute espérance : nous avons dépassé de plus de 14 % le but fixé ! A toutes et à tous, un immense merci !

Grâce à votre soutien nous allons pouvoir doter *Inprecor* d'un ordinateur efficace, doté d'un écran permettant de voir les pages que nous montons... Nous espérons pouvoir ainsi améliorer la qualité de votre revue et aussi les conditions de travail.

Les finances d'*Inprecor* étant toujours limitées, que ce succès n'empêche pas ceux d'entre vous qui ont prévu de nous soutenir plus tard de le faire. Votre aide reste indispensable et sera employée à bon escient.

**Ancien total** 24577,01  
 Michel C., France 100,00  
 Jesus E., Euskadi 40,00

Riki V.B., Belgique	40,00
Rita B., Martinique	40,00
Jaime P, Espagne	42,05
Ruben N., Uruguay	10,00
Michel S., Suisse	200,00
Jean-Paul P., France	90,00
André G., France	120,00
Paul K., Allemagne	640,00
David M., Canada	40,00
Michel G., Pays-Bas	100,00
Frank P., France	40,00
Jean V., France	40,00
Pierre A., France	40,00
Delphine M., France	100,00
Marie José R., France	40,00
Alain M., France	60,00
Denise G., France	30,00
Tasos A., Grèce	100,00
Basile P., France	40,00
Jakob M., Allemagne	40,00
Frédéric C., France	40,00
André B., France	240,00
Eric H., France	40,00
Bruno L., France	100,00
René G., France	70,00
Jean-Luc P., France	40,00
Alfred M.-J., Martinique	40,00
Guy P., France	590,00
Marcelo N., France	40,00
Joël F., Suisse	140,00
Marianne E., Suisse	640,00
Paul P., Suisse	40,00
<b>Nouveau total au 28 février</b>	<b>28589,06</b>

1. Le secrétaire national, qui est actuellement Walter Veltroni, est élu désormais par les congrès des instances de base et ratifié par le congrès national. Le président du Conseil des ministres, s'il est membres des DS, est en même temps président du parti. Le président est donc à l'heure actuelle Massimo D'Alema.

Il est vrai que le congrès a enregistré la présence d'une aile critique qui avait présenté un contre-texte pour le débat préparatoire. Ce courant, qui est favorable au projet de l'Olivier et qui, à quelques cas isolés près, exclut toute hypothèse de rupture, n'accepte pas l'idée de troisième voie, prône une relance des « valeurs du socialisme européen », condamne l'intervention au Kosovo et soutient le « défi du troisième secteur » en opposition aussi bien à la propriété publique qu'à la propriété privée.

Depuis le début un leitmotiv des DS a été la construction d'un parti "moderne". A l'occasion du congrès, de nouveaux statuts ont été adoptés. En fait, il est apparu encore plus clair que le but est de transformer davantage les DS en un parti fondamentalement électoral jouissant de l'aide "collatérale" de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) pour s'assurer des assises sociales. Cette tendance se traduit par le fait que le fonctionnement du parti est de plus en plus dicté par les nécessités des mécanismes institutionnels où le parti est intégré. On a présenté comme une nouveauté allant dans le sens d'une plus grande démocratisation le changement statutaire à la suite duquel le secrétaire est désormais élu dans les congrès des instances de base, dont la décision est tout simplement ratifiée par le congrès national (1). En fait, on introduit une pratique de type plébiscitaire qui débouche sur une sorte de bonapartisme. Faut-il rappeler qu'une pratique similaire, sinon identique, avait été introduite dans le Parti socialiste par feu Bettino Craxi dont personne ne saurait prétendre qu'il prônait un épanouissement de la démocratie dans son parti.

Finalement, un vote a été salué par beaucoup de gens y compris en dehors des ses rangs : le congrès s'est prononcé pour la dépénalisation des drogues légères. Mais Livia Turco, l'une des dirigeants du parti et Ministre la plus directement concernée, a déclaré qu'il n'est pas question que le gouvernement adopte une telle mesure !

## Une nouvelle formation politique ?

A la fin du congrès Fausto Bertinotti, le secrétaire du PRC, a écrit dans un commentaire qu'au « congrès de Turin une nouvelle formation politique est née (...). Nous constatons la naissance en Italie d'un parti de la gauche libérale, qui a achevé une séparation fondamentale par rapport à l'expérience historique, culturelle et politique de la gauche liée au mouvement ouvrier dans toutes ses variantes, communiste, social-

démocrate, travailliste (...) Du point de vue programmatique, la nouvelle formation politique nous ramène au début du siècle : on recommence en partant de l'Angleterre libérale, whig, avant le marxisme et avant la naissance du mouvement ouvrier organisé ».(2)

Rossana Rossanda est allée dans le même sens : « les DS se sont donnés une identité : en rompant les amarres avec la tradition aussi bien communiste que social-démocrate, le congrès de Turin a tracé le profil d'une force démocratique modérée de gouvernement » (3). Comme nous l'avons déjà rappelé, il est incontestable que déjà Occhetto, il y a dix ans, avait voulu rompre avec le concept même de mouvement ouvrier. Mais la contradiction de sa créature, le PDS, était apparue dès le début. S'il voulait avoir des chances de maintenir son enracinement social ne fut-ce que dans un but électoral, il ne pouvait pas rejeter entièrement des conceptions, des méthodes et des réflexes propres à un parti social-démocrate. Nous avons à peine besoin de préciser que nous ne nous référons pas à un parti social-démocrate de l'âge d'or ni des premières décennies après la Seconde Guerre mondiale.

Si nous interprétons correctement ce que disent Bertinotti et Rossana Rossanda (avec le premier nous avons eu à ce sujet une discussion à la direction du PRC), cette contradiction serait désormais surmontée. Quelqu'un pourrait ajouter que justement pour cette raison les divergences entre Veltroni et D'Alema semblent estompées. Or, nous ne contestons absolument pas que les DS ont fait d'autres pas en avant importants vers leur transformation en une formation vaguement progressiste. Mais nous n'en tirons pas la conclusion que la contradiction surgie au lendemain du changement de nom n'existe plus.

Deux éléments factuels méritent d'être soulignés. Tout d'abord, les principaux orateurs du congrès, y compris Veltroni et D'Alema, ont insisté sur le fait que les DS font partie intégrante de l'Internationale socialiste. Qu'on le veuille ou non, en Europe, Internationale socialiste signifie continuité, même relative, avec la tradition et les comportements de la social-démocratie. Nous savons très bien, répétons-le, que la social-démocratie n'est pas aujourd'hui celle du début du XX<sup>ème</sup> siècle, ni même le SPD de Bad Godesberg, ni le PS du congrès d'Épinay. Mais subsiste une continuité de l'enracinement social, des approches politiques et culturelles et des questions organisationnelles.

En deuxième lieu, il y a le rapport colla-

## "Valeurs fondatrices"

Les nouveaux statuts expliquent sous le titre "valeurs fondatrices" :

« 1. Constitués sur la base de la convergence de différentes tendances culturelles et politiques qui se réclament des valeurs démocratiques et antifascistes fondatrices de la République italienne, de la pensée socialiste — dans la pluralité des expériences historiques qui se relie à la tradition démocratique et réformatrice du PCI, du PSI et du mouvement ouvrier italien —, de la pensée laïque et libérale et de la pensée sociale chrétienne, étant ouverts à la rencontre avec des cultures et des mouvements qui ont mis au centre de leur action les droits humains et les valeurs de différence, le personnalisme communautaire et la sauvegarde de l'environnement, les Démocrates de gauche assument ces tendances, étant conscients de la nécessité de leur réélaboration constante face aux défis de la modernisation et du monde qui change, et ils s'unissent pour contribuer à la construction d'une société ouverte et plurielle, libre et solidaire, juste et vivant dans la sécurité.

2. Le parti des DS est membre du Parti socialiste européen et adhère à l'Internationale socialiste. »

téral avec les organisations syndicales. A côté de Veltroni et D'Alema un troisième larçon été salué avec de très grands applaudissements : le secrétaire de la CGIL, Sergio Cofferati, qui a rappelé, entre autres, des thèmes sociaux brûlants. Il serait osé de prétendre que, du moins à l'étape actuelle, le rapport de la CGIL avec les DS est de même nature que celui de l'AFL-CIO avec le Parti démocrate.

Quoiqu'il en soit, il est évident que l'évolution ultérieure des DS pose des problèmes cruciaux au PRC lui-même. Disons qu'elle impose un changement qualitatif. La refondation avait commencé sous une forme assez timide, en s'enlisant par la suite. Le poids du passé, des traditions négatives est encore trop grand, il risque de devenir écrasant. La dérive des DS rend encore plus nécessaire une réflexion fondamentale d'une part sur une stratégie politique permettant au mouvement ouvrier de recommencer son chemin et, d'autre part, sur les instruments — partis, syndicats, différentes organisations de masse, etc. — dont le mouvement ouvrier a absolument besoin pour faire face aux attaques des classes dominantes, à l'heure de l'internationalisation croissante de l'économie et de la globalisation politique et culturelle. ■

2. *Liberazione* du 18 janvier 2000.

3. *Il Manifesto* du 16 janvier 2000.

# Les racines de l'extrémisme de droite

Par  
Boris Jezek\*

L'irruption sur la scène politique autrichienne d'un parti populiste et d'extrême-droite, le FPÖ, et son accession récente au gouvernement dans le cadre d'une coalition avec le parti conservateur, ne doivent rien au hasard. En revenant sur le bilan de la guerre et du nazisme en Autriche après 1945 et la persistance d'un courant xénophobe et néo-fasciste dans ce pays, en passant par le "précédent" Waldheim en 1986 et les multiples tentatives de reconstruction d'organisations fascistes depuis la guerre, nous publions ci-dessous une étude historique qui permettra de saisir l'actualité autrichienne dans une perspective à long terme.

## Nationalisme et antisémisme

L'annexion de l'Autriche au Reich allemand en 1938 ne fut en rien "l'année zéro" du fascisme et du national-socialisme autrichiens, de même que la défaite militaire de 1945 n'a pas signifié la fin des idéologies fascistes et d'extrême-droite.

De la chute de la monarchie en 1918 jusqu'à 1934, tous les partis politiques — sociaux-démocrates compris — étaient persuadés que cette Autriche considérablement réduite n'était pas viable. L'intégration à l'Allemagne était unanimement considérée comme une nécessité objective. Les sociaux-démocrates y voyaient la possibilité d'œuvrer en commun avec la social-démocratie allemande à des perspectives révolutionnaires.

Au 19<sup>ème</sup> et au 20<sup>ème</sup> siècles, le nationalisme a considéré la langue comme le fondement d'une communauté constituée. C'est ce qui rend un nationalisme proprement autrichien si difficile à concevoir. De plus, la naissance des nations s'était réalisée en Europe avec des changements constants de frontières qui ont fait se succéder séparation et rattachement, comme pour Salzbourg, qui a appartenu tantôt à la Bavière, tantôt à l'Autriche.

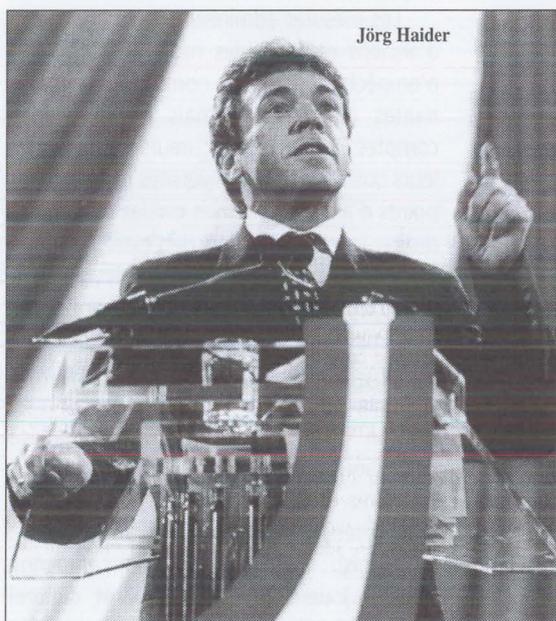
L'antisémitisme chrétien véhiculé par l'Église catholique a une tradition ancienne.

Vienne a connu plusieurs pogroms depuis le 15<sup>ème</sup> siècle. A partir du 19<sup>ème</sup> siècle, l'antisémitisme a commencé à être exploité politiquement. Les courants chrétiens-sociaux et conservateurs catholiques y voyaient un moyen de lutte contre la concurrence économique. Pour les nationalistes allemands, il s'agissait d'un antisémitisme à fondement

prenaient aux synagogues, aux maisons et magasins juifs, et commettaient leurs exactions contre les personnes, une grande partie de la population viennoise les accompagna avec une telle virulence que les dirigeants nazis durent la freiner.

La défaite militaire suivie de l'occupation par les Alliés de 1945 à 1955 contraignit

l'Autriche, par le biais d'un traité, à prendre des mesures et à adopter une législation antifasciste, mais les leçons du nazisme et surtout de l'antisémitisme ne furent jamais tirées officiellement. Ce refoulement fut facilité par la réapparition rapide des conflits entre les puissances occidentales et l'Union soviétique avec la Guerre froide. Dans leur zone d'occupation, les USA cherchaient surtout à influencer les hommes politiques, les intellectuels, les enseignants et les journalistes pour en faire des partisans du système américain. Dans le sud, les autorités d'occupation britanniques virent bientôt dans les résistants communistes au régime nazi (surtout présents



raciste. En 1919, des représentants de ces deux courants fondèrent ensemble la Ligue antisémite, dont l'objectif était de chasser les juifs de toutes les positions sociales. Cette Ligue devint un terrain d'action privilégié pour les nazis interdits d'expression publique, jusqu'à ce qu'elle se fonde dans le NSDAP (le Parti nazi) en 1938. Mais déjà auparavant, les actions et attentats racistes des nazis autrichiens rencontraient beaucoup de sympathie. Les chrétiens-sociaux tentèrent de faire reculer leur influence en radicalisant leur propre antisémitisme. L'Église catholique leur emboîta le pas et appela même en 1933 dans une lettre pastorale « à briser l'influence néfaste des juifs ». Il ne faut donc pas s'étonner si après l'Anschluss les campagnes anti-juives prospérèrent sur un terrain fertile. Pendant la "nuit de cristal" de novembre 1938, alors que les SA et la Jeunesse Hitlérienne s'en

dans la minorité d'origine slovène) leurs ennemis principaux. Le commandement des troupes d'occupation françaises à l'ouest n'était pas lui-même exempt des traditions pétainistes et antisémites. Dans la zone d'occupation soviétique de l'est, les réparations que l'Autriche avait à payer étaient au premier rang des priorités. En outre, l'armée soviétique réprimait aussi les éléments de gauche et les antifascistes. Un nombre non négligeable de sociaux-démocrates de gauche et de trotskistes furent enlevés dans cette zone et déportés vers la Sibérie. Les libérateurs soviétiques furent rapidement perçus comme des "occupants", pour lesquels la population (même dans la classe

\* Boris Jezek est rédacteur du bimensuel *Die Linke*, organe de Sozialistische Alternative (SOAL), section autrichienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.



ouvrière) éprouvait peu de sympathie. L'antifascisme version stalinienne se transforma en une farce que les Autrichiens durent subir, sans effets sur l'évolution des mentalités.

## Du mythe du pays victime au cas Waldheim

D'après la doctrine officielle, l'Autriche a été la première victime du national-socialisme. Ses crimes furent imputés à l'Allemagne, ceux des nazis autrichiens qu'il n'était pas possible de nier furent considérés comme des "exceptions". A part le Parti communiste autrichien (PCA), tous les partis démocratiques adoptèrent ce point de vue. Ce refoulement fut accentué par la chasse aux voix et aux adhérents auxquels se livraient tous les partis, PCA compris.

Il ne faut pas non plus oublier que beaucoup d'opposants aux nazis restèrent dans l'émigration, et que plus de 12 000 anti-fascistes autrichiens furent tués dans la Résistance par la Gestapo. En février 1938, 180 000 juifs vivaient à Vienne, 2 000 seulement survécurent à l'Holocauste. Tout cela fait que le potentiel politique qui aurait pu imposer une discussion ouverte et critique sur le passé n'existait plus. Sociaux-démocrates et chrétiens-sociaux établirent une « paix des classes » : il ne fallait plus rouvrir les « fossés de la première République ». La loi frappant le nazisme d'interdiction devait suffire à empêcher toute résurgence d'idéologies de type fasciste.

Jusqu'à l'affaire Waldheim de 1986, l'antisémitisme ne subsista que de façon souterraine, mais des études sociologiques confirmaient sa présence dans toutes les couches et classes sociales. C'est seulement lors de la campagne électorale qui précéda l'élection de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim à la présidence que ce consensus fut rompu. Cependant, la volonté de nombreux Autrichiens de toutes tendances de ne pas accepter d'ingérences de « l'étranger » rendit possible sa victoire.

Cette affaire constitua néanmoins un tournant. Une commission d'historiens fut chargée d'une enquête sur la participation de Waldheim à des crimes nazis. Des membres de cette commission et de jeunes historien(ne)s allèrent plus loin et établirent la participation de la Wehrmacht à des exécutions massives en Union soviétique et en Serbie, sous le commandement d'officiers autrichiens dans ce dernier cas. Les noms de criminels nazis vivant

encore en Autriche furent rendus publics en plus grand nombre. L'Holocauste et la responsabilité portée par des Autrichiens n'étaient plus tabous.

## Néofascisme après 1945

Les mesures administratives à l'encontre d'anciens responsables nazis de haut rang n'empêchèrent pas de nombreuses personnalités de n'avoir jamais à rendre des comptes. Juges et procureurs retrouvèrent leurs positions et les universités restèrent des points d'ancrage pour les cercles d'extrême-droite. La reconstitution de l'extrême-droite est passée essentiellement par les associations pour « le maintien des traditions ». Les plus importantes sont la Ligue autrichienne de camaraderie, forte de 300 000 membres, la Ligue autrichienne des gymnastes avec environ 75 000 membres, et le Service patriotique de Carinthie avec 110 000 membres (il faut préciser qu'il est courant d'appartenir à plusieurs de ces organisations à la fois). C'est surtout à la campagne qu'elles jouent un rôle social et culturel important, ce qui leur vaut d'être courtisées et favorisées de la même façon par le SPÖ (Parti social-démocrate), l'ÖVP (Parti conservateur) et le FPÖ (Parti "de la liberté"). Cela permet à ces organisations de gagner en respectabilité, tout en se présentant comme des associations de promotion de loisirs "traditionnels". La direction de ces organisations, tout comme les auteurs et les éditeurs de leurs publications, sont à classer à l'extrême-droite ou parmi les néo-fascistes. La grande majorité des membres se contente de participer aux activités sportives ou de loisirs, mais légitime ainsi leur caractère "apolitique" et les liens que les partis démocratiques entretiennent avec elles.

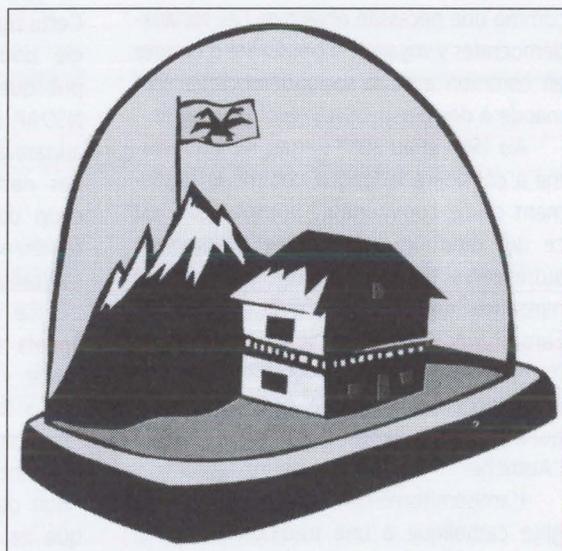
Sous la Seconde République, les groupes activistes ouverte-

ment néo-fascistes n'ont jamais pu atteindre une importance significative. Cependant ils développent une activité éditoriale importante avec le soutien financier d'anciens nazis. Leur nombre n'a jamais dépassé 100 militants, éclatés en divers groupes incapables de s'accorder. Les organisations de gauche les ont empêché d'apparaître dans les universités, tandis qu'ils tombaient régulièrement sous le coup de mesures de dissolution, résultant de l'application des lois anti-nazies, ce qui empêchait leur consolidation et les contraignait à réapparaître sous d'autres appellations. Leurs tentatives de recrutement dans les clubs de football et parmi les groupes de rock xénophobes échouèrent du fait du refus de ces jeunes de se soumettre à une discipline stricte. La situation changea au début des années 90 avec la montée du racisme dans la société dans son ensemble.

## Le terrorisme néo-nazi

Dans les années 60, alors que les patrons réclamaient plus de main d'œuvre, les "travailleurs invités" furent incités systématiquement à venir s'installer. Pour le gouvernement, les patrons, mais aussi pour la confédération syndicale ÖGB, les travailleurs étrangers ne furent jamais considérés autrement que comme la masse de manœuvre de l'armée industrielle de réserve. A Vienne par exemple, ville où les sociaux-démocrates dominent, on refuse d'accorder des logements sociaux communaux aux non-Autrichiens.

Les ministres de l'Intérieur sociaux-démocrates des 30 dernières années ont donc réglementé et limité la présence des "étrangers". C'est à l'ancien ministre du SPÖ, Karl Schlögl, que revient le mérite d'avoir réuni les différentes lois en un ensemble propre à faire de l'Autriche une

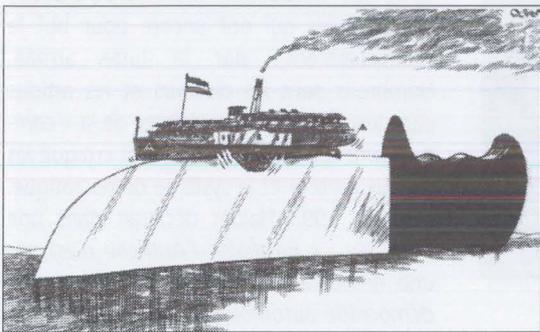


composante solide de la "forteresse Europe" et à garantir les frontières de la communauté face à la République tchèque, à la Slovaquie, à la Hongrie et à la Slovénie. Cela lui a valu d'être décrit par Jörg Haider comme « *mon meilleur homme au gouvernement* ».

C'est lorsqu'il était Ministre qu'un réfugié nigérian fut tué pendant son expulsion par des policiers qui lui avaient collé quelque chose sur la bouche. La police mena aussi une offensive à Vienne contre des « *vendeurs de drogue nigériens* » à grand renfort d'arguments racistes.

On peut donc dire que si le racisme et le refus des étrangers ont constitué le fonds de commerce électoral du FPÖ, la politique du SPÖ au gouvernement les a alimentés.

C'est dans ce contexte que les groupes néo-nazis ont modifié leur structure sociale en parvenant à mobiliser des jeunes travailleurs et chômeurs. Lors d'"exercices de défense", ceux-ci furent entraînés aux techniques de guérilla. L'Opposition anti-parlementaire fidèle au peuple (VAPO), avec Gottfried Küssel à sa tête, devint un pôle d'attraction. Ce dernier fut particulièrement actif en 1990-91, lors de l'écroulement de la



RDA. Il se vanta d'avoir accordé 100 interviews en un an, une présence médiatique qui exagérait le poids politique réel de la VAPO. Küssel et d'autres dirigeants furent arrêtés en 1992, ce qui mit un coup d'arrêt aux activités des néo-nazis. Il fut libéré en 1999 pour bonne conduite, et il faut attendre un peu pour savoir s'il reprendra sa place.

L'apogée tragique de leur chasse aux étrangers fut une série de lettres piégées en 1994 en réaction à l'arrestation de Küssel, ainsi qu'un attentat à la bombe contre un foyer de tziganes qui fit 5 morts. Les dix lettres piégées furent envoyées à des journalistes antiracistes, à des étrangers résidant en Autriche, à l'ancien maire de Vienne, Zilk, ainsi qu'à des collaborateurs d'ONG et d'associations liées à l'Église, actives dans l'aide aux réfugiés. Bien que les messages de revendications aient constitué un mélange de révisionnisme historique et de discours

anti-étrangers typiques de l'extrême-droite, les autorités ont toujours parlé d'un seul auteur "dérangé". Finalement, un coupable fut arrêté en 1998, Franz Fuchs. L'attentat meurtrier contre les Roms mobilisa des dizaines de milliers d'antifascistes, de démocrates et de militants de gauche dans toute l'Autriche.

### Le FPÖ : une extrême-droite "moderne"

En 1947 fut fondée l'Alliance des indépendants (VdU), couverture légale et démocratique des anciens nazis. Il ne faut pas perdre de vue qu'en 1945, 700 000 Autrichiens faisaient encore partie du NSDAP, même s'il ne s'agissait pas toujours d'adhésions volontaires. Des dirigeants du SPÖ soutinrent la création de la VdU parce qu'ils en attendaient un affaiblissement du parti conservateur ÖVP. C'est de ce rassemblement de nazis anciens et nouveaux, de nationaux allemands et de quelques "libéraux" (1) qu'est né le FPÖ en 1956. Lors du congrès de fondation, ces derniers le quittèrent avec cette explication : « *ce congrès fut la confirmation d'une "prise de pouvoir" préparée de longue main par un petit cercle d'extrémistes de droite et d'anciens dirigeants nazis* ». La plupart des responsables de la première heure avaient en effet un passé de nazis actifs, mais le FPÖ se camouflait en "parti du centre".

Lors du congrès de 1964, un tournant fut pris pour sortir de l'isolement. Le nouveau chef, Friedrich Peter, un ancien SS, déclara que « *les nationaux et les libéraux ont leur place ensemble dans le FPÖ* ».

A partir de 1970 le parti fut particulièrement favorisé par le chancelier social-démocrate Bruno Kreisky dans l'intention de diviser la droite. La direction du FPÖ réagit pragmatiquement sans rien changer à son idéologie. Il y eut bien quelques démissions de vieux nazis et une confrontation interne, mais le parti se maintint.

Lors du congrès de 1980, à l'occasion d'un bras de fer entre l'aile libérale et l'aile "nationale", Norbert Steiger s'imposa comme représentant des libéraux. Les représentants de la droite (parmi lesquels le jeune Jörg Haider) attaquèrent d'entrée la nouvelle direction, la taxant de "libérale de gauche". Steiger ne put pas atteindre le but qu'il s'était fixé, c'est-à-dire débarrasser le parti des anciens nazis.

Il n'y eut pas non plus de retour critique sur le passé. En 1985, le ministre FPÖ de la défense, Friedrich Frischenschlager, qu'on

présentait comme le libéral modèle, alla accueillir personnellement le criminel nazi Walter Reder à l'aéroport de Vienne et le gratifia d'une poignée de main, rendant ainsi manifeste les liens de son parti avec le passé nazi. Les nationaux du FPÖ reprirent l'offensive contre la direction libérale. Un jeu de négociations secrètes et d'intrigues permit à Jörg Haider de prendre la tête au congrès de 1986. L'année suivante les libéraux, au nombre desquels les anciens présidents Friedrich Peter et Norbert Steger, quittèrent le parti. Bien que le FPÖ fût encore membre du gouvernement de coalition avec le SPÖ, Haider agit en opposant politique agressif, ce qui lui permit de faire grimper les scores électoraux du FPÖ aux alentours de 20 %. « *Les étrangers* » et « *le maintien des retraites* » furent les sujets qui lui rapportaient le plus.

En 1992-93, le FPÖ fit campagne pour un référendum, dont l'objectif était de mettre fin à l'immigration et de détériorer la situation des réfugiés et des immigrants économiques. A la suite de cette campagne, quelques dirigeants du FPÖ quittèrent le parti et fondèrent le Forum libéral (LIF). Celui-ci défendait une politique économique néo-libérale conséquente, mais ses propositions en matière de droits des immigrés et des femmes et sur le plan culturel lui ont valu des sympathies à gauche. Le LIF est pour le droit au mariage des homosexuels et pour la limitation des prérogatives de l'Église catholique. En 1999, il n'a pas passé la barre des 5% et n'est plus représenté au Parlement.

Les opposants à ce référendum mirent sur pied la plus grande manifestation antiraciste que l'Autriche ait jamais connue (jusqu'au 19 février) : 250 000 personnes y prirent part. Ce référendum fut une défaite pour le FPÖ, qui espérait 1,5 million de signatures et n'en obtint que 417 000. Le FPÖ annonça qu'il ne désarmerait pas.

Plusieurs scandales financiers internes au parti et des polémiques publiques entre Haider et d'anciens proches ne nuirent pas plus au parti que ses déclarations sur le national-socialisme. Aux élections de 1999 pour le Conseil national, le FPÖ engrangea

1. Le terme de "libéral" se rapporte en Autriche aux courants politiques qui se réfèrent à la révolution de 1848. Ils ne sont pas hostiles aux "nationaux allemands", sont partisans d'un néolibéralisme économique mesuré et mettent fortement en avant d'autres thèmes. Ils jouent souvent un rôle progressiste sur les sujets de société comme les droits des homosexuels, la limitation de l'influence de l'Église catholique, l'égalité des femmes, sur le plan culturel... On pourrait les rapprocher des radicaux français.

## Autriche

27 % des voix et devint le deuxième parti, à quelques voix derrière le SPÖ.

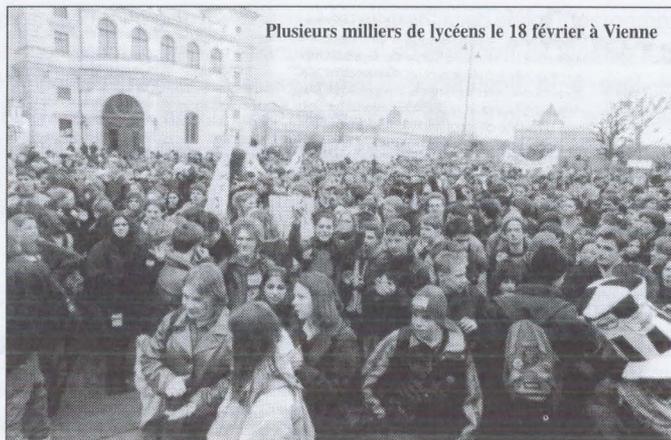
### La base sociale du FPÖ

Jusque dans les années 80, le FPÖ polarisait surtout à droite. Sous la direction de Haider, l'électorat se modifia fortement. Le parti lui-même attire surtout des jeunes issus des professions libérales, des cadres et des gens en cours d'ascension sociale. On pourrait presque parler d'un parti de Yuppies. Cela tient à l'image de Jörg Haider, qui aime à se montrer lors de compétitions sportives comme le marathon de New York pour faire passer l'idée qu'il est en forme et prêt au combat. Son apparence est étudiée : il ne porte presque jamais de cravate, ce qui le différencie des politiciens traditionnels. Le parti compte seulement environ 55 000 membres, ce qui est peu comparé au SPÖ (plus d'un million), à l'ÖVP (500 000) dans un pays de 7 millions d'habitants. Il n'y a aucune structure qui permette aux militants ou sympathisants d'être actifs. Le FPÖ n'a pas non plus réussi à s'attacher durablement les électeurs, comme le montre l'exemple du référendum. Cela tient au fait qu'il se positionnait jusqu'alors comme solution de rechange pour les électeurs protestataires essentiellement venus du SPÖ. Les électeurs du FPÖ viennent surtout de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière : un ouvrier sur deux a voté pour lui cette fois-ci. Cependant, le noyau dur des partisans du SPÖ, les retraités, les ouvriers qualifiés et les employés ne sont pas passés au FPÖ : 100 000 d'entre eux ne sont pas allés voter en signe de protestation contre la politique du SPÖ. A Vienne, beaucoup ont voté pour les Verts pour manifester leur opposition au cours xénophobe de leur parti, ce qui a permis aux Verts, qui animent des campagnes antiracistes, de devenir le deuxième parti dans certains quartiers.

### Un autoritarisme autrichien ?

Les "électeurs protestataires" sont peut-être un phénomène particulier à l'Autriche. Le psychosociologue de gauche Klaus Ottomayer souligne la propension des Autrichiens à se soumettre volontairement à une autorité. Il y voit l'explication de la faible résistance au nazisme et de la passivité de beaucoup de ceux qui n'étaient pas nazis. La classe ouvrière s'inscrit elle aussi dans ces schémas de comportement. Le système de cogestion et la politique du SPÖ y ont aussi contribué largement. Le SPÖ menait une politique paternaliste qui a été reprise par Haider : « *Donnez-nous le pouvoir, nous*

*nous occuperons de vos affaires* », voilà le credo du SPÖ et de la confédération syndicale ÖGB qui lui est étroitement liée. D'en "haut" (les instances supérieures) jusqu'en "bas" (les permanents du parti et les délégués syndicaux), cette structure d'autorité fonctionnait à plein. Kreisky était particulièrement typique de cette façon de dominer par l'autorité. Les



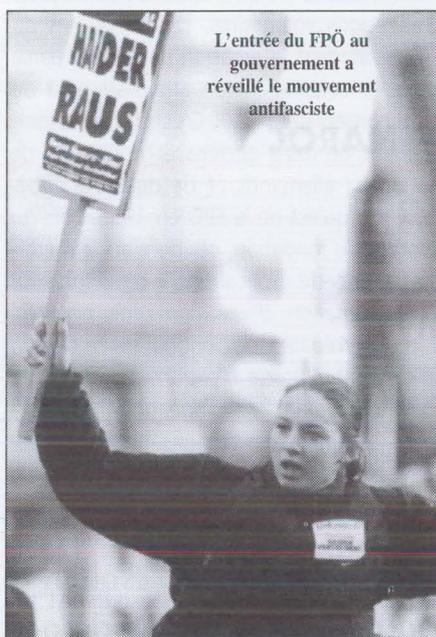
Plusieurs milliers de lycéens le 18 février à Vienne

manifestations de ces dernières semaines.

### Le FPÖ entre fascisme et ultralibéralisme

Aujourd'hui, l'extrême-droite domine le discours et la pratique du parti. Cela se manifeste dans le choix des candidats aux élections et aux postes décisifs. Le Centre de documentation de la résistance autrichienne a pu établir de nombreux points de contact de ces personnalités avec l'extrémisme de droite, qui se retrouve maintenant dans son intégralité au FPÖ, à l'exception des activistes néo-nazis autour de Küssel ou d'autres groupuscules qui ont encore pour but le "renversement" par la lutte armée. Nombreux sont les discours et les articles dans lesquels le FPÖ se réclame de la « *communauté sociale du peuple* » et critique les « *vieux partis* » et le système démocratique. Déjà en 1993 Haider déclarait dans une interview : « *En réalité l'Autriche n'est pas une démocratie qui fonctionne, c'est une démocratie autoritaire en voie de développement* ». Naturellement Haider est pour un « *État fort* ». Il dénonce une criminalité débordante, l'augmentation du trafic de drogue et le gaspillage des allocations sociales, dû, selon lui, en particulier aux étrangers. Les antidotes ont pour nom répression, durcissement des procédures pénales et renforcement de la police. L'image de la femme correspond elle aussi aux conceptions d'extrême-droite : elle doit trouver sa place naturelle dans la famille, faire des enfants et les élever.

Haider est un homme d'extrême-droite qui a fait du FPÖ un instrument du "Führerprinzip" : c'est lui seul qui dicte la ligne, tant sur le plan idéologique que dans la tactique au jour le jour. Tout est calculé : ses déclarations sur « *la bonne politique de l'emploi* » sous le III<sup>ème</sup> Reich, la présentation des camps de concentration comme des « *camps de travail* », et sa sympathie déclarée pour les « *SS sincères* ». Le Tribunal suprême de Vienne a même reconnu que les



éléments critiques à l'intérieur du SPÖ furent réduits au silence en usant de méthodes de pression, de dénonciations comme "pro-communiste" ou d'exclusions. Cela faisait partie de la culture politique du SPÖ et rencontrait une large approbation. Lorsque le SPÖ fut contraint d'abandonner sa politique de redistribution des années 70 et de recourir de plus en plus à des mesures d'austérité qui se sont encore renforcées depuis le traité de Maastricht, les travailleurs n'ont pas réagi comme dans d'autres pays d'Europe, par une résistance active, mais ils ont cherché une personnalité à qui s'identifier pour succéder à Kreisky, un homme aussi sûr de lui, aussi peu conventionnel et aussi agressif. Jörg Haider était cet homme. Les sondages confirment régulièrement que de nombreux électeurs apprécient "l'opposition forte" de Haider, mais qu'ils n'en veulent pas au gouvernement. Cela explique aussi le choc en Autriche, le large refus de la coalition ÖVP-FPÖ et la sympathie maintenue pour les

300 000 manifestants  
contre les sbires de  
Haider à Vienne le  
19 février 2000



excuses qu'il est amené à prononcer ne sont que des « opérations dictées par le calcul politique ».

Au plan économique, Haider est un pur néolibéral. Il a essayé de s'introduire dans les débats économiques avec la "flat-tax", ce qui ne lui a d'ailleurs pas réussi. Les décisions du gouvernement ÖVP-FPÖ mettent pour la première fois clairement à nu la contradiction entre le rôle de « défenseur des petites gens » que Haider s'est attribué et sa pratique. Alors qu'une semaine avant le changement de gouvernement il clamait encore qu'il n'accepterait pas d'augmentations d'impôts, le programme de la coalition prévoyait des augmentations sensibles, que Haider a défendues comme des « adaptations nécessaires ».

Le capital, en général, boude le FPÖ. Seuls quelques chefs d'entreprises hostiles aux syndicats comme par exemple Frank Stronach du groupe Magna, le soutiennent. Il y a deux raisons à cela : du fait d'un marché intérieur restreint, le capitalisme autrichien est extrêmement dépendant des relations internationales. D'autre part, il a profité dans les trente dernières années d'une paix sociale, garantie par le SPÖ, par l'intégration de la centrale syndicale au moyen de commissions et structures de cogestion à tous les niveaux. La participation du FPÖ au gouvernement est un cauchemar pour les patrons : arrêt des investissements de l'étranger, crise de l'industrie du tourisme à la suite d'appels au boycott comme en Belgique, chute des cours à la Bourse de Vienne...

Le FPÖ est aujourd'hui un parti de la droite radicale qui a une forte proportion de jeunes électeurs dans la classe ouvrière. Ce qui lui manque, c'est la capacité à les organiser largement. Les électeurs du FPÖ n'ont pas d'autre moyen de faire de la politique que de voter pour lui. Ce sont, pour une grande partie, des électeurs protestataires qui veulent que Haider continue à être un opposant politique agressif, mais ne sont

d'accord qu'avec des parties seulement de son programme. Ce qui rend le FPÖ dangereux, c'est sa capacité d'adaptation, qui fait qu'on ne saurait exclure une radicalisation encore plus grande. C'est aussi que ce parti "démocratique" recycle des éléments de programme fasciste en les rendant présentables et discutables. Il y réussira d'autant mieux qu'il restera plus longtemps au gouvernement.

### Le mouvement antifasciste

Dès les années 70, la résistance antifasciste s'est intéressée en priorité au FPÖ. Le Centre de documentation de la résistance autrichienne, dénoncé et diffamé par le FPÖ comme "communiste", entreprit une analyse scientifique de l'idéologie du FPÖ et des autres groupements, et fit connaître les relations entre le FPÖ et les groupes d'extrême-droite et néo-fascistes. A cette époque, l'extrême-gauche, dominée par les trotskistes, empêchait physiquement les groupes néonazis d'apparaître dans les universités. C'est par le biais des médias que se développèrent des polémiques à propos de criminels nazis dévoilés, mais cela ne donna pas naissance à un large mouvement.

Ce n'est qu'avec l'affaire Waldheim que le mouvement antifasciste prit son essor. Il y eut des milliers de manifestants contre le refoulement du passé nazi. De nouveaux comités et groupes se développèrent, qui jouent encore un rôle dans les mobilisations actuelles. Ce mouvement a connu une nouvelle progression après les lettres piégées et l'attentat contre les Roms avec plusieurs manifestations et un rassemblement de 250 000 personnes à Vienne. Les participants étaient essentiellement membres de la gauche, des Verts, des Libéraux, des sociaux-démocrates et des chrétiens. Un changement de génération était intervenu : un grand

nombre de lycéen(ne)s et d'étudiant(e)s y ont participé.

Depuis la formation du nouveau gouvernement, des manifestations ont lieu sans discontinuer. Alors que le SPÖ et l'ÖVP négociaient encore, 12 000 personnes ont manifesté à Vienne contre le racisme. Une nouvelle situation se dessinait, car pour la première fois des syndicats participaient à ces mobilisations. Pendant les négociations ÖVP-FPÖ, 15 000 personnes sont descendues dans la rue pour manifester contre une « coalition avec le racisme ». Pour la première fois sous la Seconde République, un gouvernement nouvellement formé n'a pas pu se rendre sous les applaudissements de la Chancellerie à la Présidence. Des milliers de manifestants ont jeté des œufs sur Haider, contraignant le nouveau gouvernement à emprunter un passage souterrain. Le mouvement antiraciste salua les sanctions décidées par la Communauté européenne, Israël et les USA, parce qu'elles affaiblissaient le gouvernement. Depuis son entrée en fonction, des manifestations de jeunes antifascistes se déroulent quotidiennement et sont applaudies par les passants. Cette sympathie est un phénomène totalement nouveau. Ces manifestations, qui ne sont dominées ou dirigées par aucune force politique, commencent spontanément l'après-midi avec la participation de centaines de jeunes. Ils sillonnent ensuite les rues de Vienne jusqu'à deux heures du matin, tandis que le nombre des participants peut monter jusqu'à 7 000. Dans plusieurs autres villes des manifestations ont aussi lieu, qui sont largement couvertes par les journaux et les télévisions. Rien ne laisse prévoir la fin de cette mobilisation.

Vienne, le 7 février 2000



La jeune génération  
antifasciste...

# La plus profonde crise de l'histoire de la CDU

Par  
Paul Kleiser\*

Avec la démission de Wolfgang Schäuble de toutes ses fonctions (présidence du Parti chrétien-démocrate et du groupe parlementaire CDU-CSU), la crise du parti conservateur et de la droite allemande a ouvertement éclaté. Schäuble avait accepté 100 000 Deutsche Mark (1 DM vaut 3,40 FF) de l'industriel et trafiquant d'armes bavarois Karlheinz Schreiber au moment de la campagne électorale de 1994. Il avait ensuite nié ce contact devant le Parlement allemand, le Bundestag, incapable de donner une version crédible de la provenance de cet argent, empêtré dans des déclarations contradictoires avec celles de la trésorière du parti, Brigitte Baumeister. Derrière cette situation se profile un déclin rapide de l'autorité du numéro 2 du parti (après Kohl), qui reflète la crise profonde de ce courant politique, après le départ du « *chancelier de l'unité allemande* » suite à la défaite électorale de septembre 1998 et au changement de gouvernement. Schäuble était la seule figure du parti nationalement reconnue par toutes ses composantes et en quelque sorte son "idéologue en chef", mais il était aussi le leader du groupe parlementaire depuis 1992, l'homme qui négociait les compromis entre les ailes et tendances du parti, celui sur qui reposait l'action politique de Kohl. Il n'y a plus aujourd'hui, à la tête de la CDU, de personnalité jouissant de la même autorité et de la même expérience que Schäuble. La crise du parti est une crise multiple : une crise de direction, une crise de programme et une crise de relation avec les adhérents et l'électorat.

L'élément déclencheur de cette crise a été la découverte en Suisse et au Liechtenstein de caisses noires du parti et de sa branche hessoise, découverte plus ou moins due au hasard, au cours des enquêtes menées par des juges d'instruction à Paris et

à Genève. En 1991, les enquêteurs ont retrouvé la trace d'un "don" d'un million de DM en récompense de la vente de trente-six tanks des stocks de la Bundeswehr (armée allemande) à l'Arabie Saoudite. Ces affaires avaient un volume de 450 millions de DM, dont 220 millions étaient prévus comme pot-de-vin pour tous ceux qui avaient fait aboutir les négociations. La livraison des tanks (illégale, puisqu'une livraison d'armes dans « *des régions de tension* » est interdite par la loi) a été votée en cercle restreint du cabinet et contre la volonté du Ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Genscher. On ignore combien d'argent est allé à la CDU par divers canaux, mais on sait que la Secrétaire d'État au Ministère de la défense, Agnes Hürland, a reçu plusieurs millions, qu'elle a accessoirement transférés au parti. Une partie de cet argent (comme la "récompense" pour la vente des chars) est par contre passée directement dans les poches d'intermédiaires membres du parti.

## Partout des caisses noires

Après l'éclatement de l'affaire, des journalistes se sont penchés sur les modes de financement du parti conservateur, les protagonistes du scandale étant les mêmes que lors de « *l'affaire Flick* » qui a ébranlé l'Allemagne au milieu des années 80. L'ancien Chancelier Helmut Kohl a été forcé, devant les faits, d'avouer qu'il avait accepté quelques 2 millions de DM entre 1993 et 1998 ; mais l'argent était à sa libre disposition et les sommes n'étaient pas indiquées dans le rapport financier du parti. En outre, il se tait toujours sur les noms des donateurs, qui étaient selon lui « *de bons amis* ». Entre 1990 et 1992, l'ancien chancelier avait déjà reçu personnellement une somme, sans doute plus élevée. Après l'affaire Kohl, le scandale se poursuit dans la CDU en Hesse.

Il faut, pour comprendre ces "affaires", revenir sur le financement de la CDU depuis la fondation de la République fédérale en 1949. La CDU a toujours été — à cause de la structure fédérale de la RFA, mais aussi de la tradition allemande — une sorte de fédé-



« *Politicien noir [démocrate-chrétien], caisse noire, politicien noir avec caisse noire* »

ration, où les branches des Länder (les provinces) jouaient un rôle important. Très longtemps, le centre, à Bonn, dirigé entre 1949 et 1963 par le Chancelier Adenauer, a été relativement faible. Surtout, le parti, avec ses 200 000 membres payant des cotisations ridicules, n'était pas "concurrentiel" avec une social-démocratie qui avait quatre fois plus de membres et une discipline beaucoup plus forte. Déjà, sous Adenauer, le financement du parti passait par les "dons" de la grande bourgeoisie capitaliste.

Les conceptions politiques fondamentales d'Adenauer étaient l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans un bloc occidental avec la France, les pays du Bénélux et l'Italie, dominé par le catholicisme réactionnaire et par un anticommunisme féroce. Ainsi, l'unification allemande était un thème récurrent de ses discours, mais ne jouait pas de rôle pratique dans sa politique. Pour poursuivre sa politique contre la social-démocratie, mais aussi contre les tendances dans son propre parti (dirigées par Jakob Kaiser et Ernst Lemmer, du "groupe de Berlin") qui n'étaient pas d'accord avec sa politique de partage de l'Allemagne, il fallait des moyens considérables. Adenauer s'adressa alors à Pferdmenges, un banquier de Cologne devenu riche grâce à "*l'aryennisation*" de biens juifs et à Abs, le PDG de la Deutsche Bank, condamné à dix ans de prison à cause de sa collaboration avec les nazis, mais libéré au début de la Guerre froide. Le troisième larron de ce cercle illustre était le ministre sans portefeuille et rapporteur officiel des lois (racistes) de Nuremberg, Hans Globke, qui recevait les contributions. Le président des industriels allemands, Fritz Berg, s'est aussi occupé de la subvention massive de l'« *Union* » par le grand capital

\* Paul Kleiser est rédacteur du bimensuel *Sozialistische Zeitung - SOZ.*

allemand (le partenaire dans la coalition, les libéraux du FDP ont eux aussi reçu des fonds). Mais en 1958 il fallut changer les modalités, car la Cour suprême de Karlsruhe interdisait ce mode de financement direct des partis (bourgeois) ; les juges y voyaient une violation profonde de l'égalité des chances dans les élections. Les partis bourgeois organisèrent alors une « *fondation d'utilité publique* » en Rhénanie-Palatinat, la Staatsbürgerliche Vereinigung (SV). L'objectif officiel était la formation de jeunes cadres pour la politique et l'industrie, et la commande de recherches scientifiques qui pouvaient aider à la prise de décision politique. Déjà, pendant les années 60, quand le jeune Helmut Kohl était chef du groupe parlementaire de la CDU en Rhénanie-Palatinat et à partir de 1969 Ministre-président de cette province, il avait un œil vigilant sur l'argent venant de la SV. A plusieurs reprises, il intervint pour empêcher la justice d'étudier de près les comptes de la SV. Entre 1969 et 1980, cette SV a pu collecter quelques 250 millions de DM, dont la plus grande partie était versée à la CDU, le reste au FDP (libéral) et au SPD. A la suite de l'affaire Flick (ce trust avait contribué énormément à la réussite de la SV, mais il avait de plus organisé ses propres caisses noires pour influencer des décisions politiques), quand plusieurs managers et hommes politiques furent condamnés par les tribunaux, ce mode de financement des partis devint impossible et la SV fut dissoute. Une partie du "trésor" fut saisie par la justice, mais quelques 13 millions de DM finirent sur des comptes de la CDU, en Suisse et au Liechtenstein. En 1994, la loi sur le financement des partis fut amendée avec l'accord des partis de la CDU ; désormais, les caisses noires ne seront plus seulement saisies par l'administration, mais un parti qui organise ou tolère de telles pratiques devra redonner le double de la somme à l'État. Si l'on appliquait strictement cette loi à la CDU, ce parti devrait rembourser environ 700 millions de DM, ce qui provoquerait sûrement la banqueroute de l'organisation (dont le budget annuel est de l'ordre de 250 millions de DM). Évidemment, les autres partis, SPD et PDS inclus, n'ont aucun intérêt à une telle déstabilisation de la situation politique en Allemagne. Mais la première demande de l'administration du Bundestag, qui concerne seulement l'année 1998, est de 41,3 millions de DM. Et il reste encore un grand trou noir, à savoir l'affaire de la vente du complexe chimique Leuna en ex-RDA à la société française Elf-Aquitaine, pour laquelle on estime le montant des pots-de-vin à 80 millions de DM. On ne sait d'ailleurs pas si c'est la CDU ou seulement des membres de ce parti qui

ont perçu de l'argent et combien : les documents relatifs à cette affaire ont disparu de la chancellerie.

## Le rôle de la CDU en RFA

Depuis sa fondation entre 1945 et 1949, la CDU n'était pas simplement un parti, mais en quelque sorte une confédération de partis. Le nom « *Union* » avait été choisi parce qu'on voulait en finir avec le déchirement du champ politique chrétien : avant le Troisième Reich, il existait le Centre comme parti catholique et plusieurs partis protestants. Catholiques et protestants devaient s'unir dans un seul parti contre les courants "athées", c'est-à-dire les nazis et les communistes ; ce nouveau parti devait intégrer le catholicisme politique, le protestantisme libéral et le conservatisme bourgeois (à l'exception des nationalistes qui ont intégré pour la plupart le FDP). Mais la colonne vertébrale de la CDU était bien le catholicisme. Même aujourd'hui, quelque 75 % des catholiques fidèles à Rome votent pour la CDU, même s'il s'agit d'une catégorie en baisse permanente. On dénombre encore aujourd'hui 125 catholiques sur les 200 députés actuels de la CDU-CSU au Bundestag.

Le "C" chrétien était en quelque sorte le plus petit dénominateur d'une organisation qui réunissait dans ses rangs des paysans (petits et grands), des négociants, des artisans, des petits et grands bourgeois, des fonctionnaires, des femmes de ménage et des retraités. La CDU était (et reste encore) un parti interclassiste. A cet égard, la CDU est l'héritière du Centre pendant l'Empire et la République de Weimar. Après la guerre de 1870-1871 qui avait abouti à l'unification allemande et à la fondation de l'Empire sous domination prussienne, les catholiques ultramontains entrèrent en conflit avec le nouveau pouvoir protestant à Berlin. L'empereur et son chancelier Bismarck ne voulaient pas tolérer une identification double, avec Berlin et Rome. C'est pourquoi Bismarck déclencha la "Kulturkampf" (lutte culturelle) contre les catholiques du Reich pour réprimer le pouvoir de l'Église. Cette lutte provoqua une vague d'auto-organisation et de politisation du catholicisme et l'émergence d'un parti catholique, le Centre. Les conséquences s'en font sentir jusqu'à nos jours. Après la Première Guerre mondiale et la crise révolutionnaire de 1919, le Centre devint — avec la social-démocratie et les libéraux "de gauche" — un des piliers de la République de Weimar. Le Centre (et en Bavière le Parti bavarois populaire) était basé sur le milieu catholique avec son abondance

de groupes, organisations et structures très hétérogènes, relativement indépendantes et autonomes. Pour englober des couches sociales si différentes et avec des intérêts divergents, il fallait une politique de négociation et de compromis, qui fut développée pendant les années 20 et dont la CDU d'Adenauer a beaucoup profité après-guerre. Mais le Centre et la CDU d'Adenauer n'étaient pas des partis de masse ; outre les députés et les conseillers, c'étaient surtout les notables qui y étaient organisés. Le milieu catholique, et dans une moindre mesure quelques milieux protestants, furent souvent, avec l'aide des prêtres, mobilisés à l'occasion des élections pour retourner chez eux après et continuer leurs activités culturelles ou de communauté. Il y avait un milieu catholique, mais ce milieu était décentralisé, localiste ou régionaliste.

De 1949 à 1994, la CDU-CSU a toujours dépassé sa principale rivale, la social-démocratie (SPD), aux élections fédérales, avec la seule exception de 1972, lorsque Willy Brandt dirigea une coalition sociale-libérale SPD-FDP. Dans la période de l'après-guerre l'Union était identifiée avec la formation de la République fédérale "libre", avec l'intégration de 12 millions de réfugiés venus de la Prusse orientale, de la Silésie et des Sudètes (devenus polonais et tchèque) et avec le « *miracle économique* », dont Ludwig Erhard, le représentant du protestantisme dans l'Union, était le père. Mais pendant les années 60, la direction de la CDU ne comprit pas que la politique de détente entre les USA et l'URSS pouvait remettre en cause la politique étrangère de la RFA (qui rompait ses relations diplomatiques avec tout pays envoyant un ambassadeur à Berlin-Est). La radicalisation de la jeunesse pendant la deuxième partie des années 60 effraya elle aussi la CDU et son "juste milieu". Tous ces événements produisirent des scissions dans le camp conservateur avec pour résultat la défaite aux élections. Pour un parti qui était quasiment abonné au pouvoir, ce fut un choc profond.

## Le système Kohl

Pendant les années 60, Helmut Kohl était dans son parti un "jeune Turc". En 1967, il écrivit que « *si l'on étudiait scientifiquement la CDU, on découvrirait qu'il ne s'agit pas d'un parti démocratique* ». Il organisa autour de lui un cercle d'intellectuels avec le but de moderniser la CDU et d'en faire un parti de membres. Il fut beaucoup aidé en cela par la grande vague de politisation des années 60 et 70. Rainer Barzel, le chef de la CDU de 1969 à 1973, essaya tout

# Allemagne

pour renverser la coalition SPD-FDP ; à l'aide d'argent et de postes, des députés du FDP furent intégrés dans la fraction parlementaire de la CDU. Tout semblait mûr pour un retour à une coalition dominée par les conservateurs. Mais Barzel échoua dans ses tentatives et perdit les élections. En 1973, Helmut Kohl fut élu président de la CDU à une grande majorité.

Sous la direction de Kohl, soutenu par le "moderniste" Biedenkopf et le catholique social Geissler, une réorganisation du parti fut amorcée. En 1971, la CDU comptait 329 000 membres, en 1977 664 000, et à son apogée, quand Kohl gagna les élections de 1983, 735 000. Le parti sut gagner des couches (petites) bourgeoises protestantes qui étaient choquées par la révolte des étudiants et les discours "socialistes" des jeunes socialistes dans le SPD. Avec les 180 000 membres de la CSU bavaroise, l'Union arrivait à égaliser le SPD de l'époque.

La CDU n'était pas seulement devenue un parti de membres, mais la structure interne aussi fut changée ; les "regroupements mous" des notables furent remplacés par une structure bureaucratique et un appareil qui était capable d'organiser des campagnes politiques. Mais les traits fondamentaux du programme restaient les mêmes, la CDU étant toujours très opposée à la nouvelle "Ostpolitik" de Brandt/Scheel ou Schmidt/Genscher. En 1976, Kohl fut pour la première fois candidat à la chancellerie ; sa campagne portait le slogan typique « Liberté ou Socialisme ! ». Avec 48,6 % des voix il frôla la majorité absolue des sièges au Parlement. Mais c'est la vague néolibérale et le changement de conjoncture qui provoquèrent le changement de partenariat du FDP en direction de l'Union. En 1982 le gouvernement Schmidt fut renversé par une motion de censure et Kohl élu chancelier. A la fin des années 80, son régime devint passablement impopulaire, même dans les rangs de son parti, non seulement en raison de sa politique d'austérité, mais aussi à cause des scandales financiers qui commençaient à pointer. Au congrès de la CDU de 1989, l'aile "moderniste" autour de Süsmuth, Geissler, Biedenkopf, Späth et d'autres préparèrent une fronde contre Kohl en vue de le remplacer par le premier ministre de Bade-Wurtemberg, Lothar Späth. Mais avec le nombre grandissant de réfugiés venant de l'Est et l'ouverture de la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, la grogne se tarit rapidement ; le parti ne vou-

lait pas « changer de chevaux au milieu du gué ». En raison du bouleversement de la situation mondiale et de l'éclatement du bloc de l'Est, Kohl devint le « Chancelier de l'unité allemande ». Il se commua en « monument du juste milieu », appartenant déjà à l'Histoire, son régime dans le parti devenant de plus en plus autocratique.

## Un avenir incertain

Après la (petite) victoire aux élections de 1994, Heiner Geissler titra son nouveau livre "La victoire dangereuse"(1). En analysant les résultats, il aboutissait à la conclusion que la CDU était en train de perdre la majorité structurelle dans la société. La CDU avait gagné les élections grâce aux retraités et aux ouvriers de l'ancienne RDA ; il voyait très clairement qu'un changement d'attitude rapide chez les personnes âgées et la perte de confiance en RDA renverseraient la situation, ce qui se produisit effectivement avec la victoire de Schröder en 1998. Mais les



« Et maintenant, encore un "Ave Maria", Mme Merkel ! » (De gauche à droite : Wolfgang Schäuble (remplaçant de Kohl à la tête de la CDU, démissionné), Friedrich Merz (chef du groupe parlementaire), Angela Merkel (candidate désignée à la place de Schäuble) et Edmund Stoiber (premier ministre bavarois et chef de la CSU).

processus qui ébranlèrent le plus la CDU furent les phénomènes de mondialisation du capital et la perte de « l'ennemi héréditaire » à l'Est.

La mondialisation a produit une rupture majeure dans le champ de la CDU entre la "génération internet" et le "juste milieu", entre les gagnants de la modernisation capitaliste et les perdants (surtout dans les milieux petit-bourgeois). Il devient très difficile de combiner le discours de la sécurité, qui inclut aussi la sécurité sociale, avec le discours de la modernisation et du progrès, quand on veut démanteler le système de protection sociale et le service public et quand on demande à la petite bourgeoisie traditionnelle de s'adapter aux transformations causées par la concurrence mondiale. Les structures de base de la CDU se retrouveront de plus en plus désertées, le meeting politique étant remplacé par le show média-

tique.

Schäuble avait essayé à partir des années 90 de combler le vide idéologique par un discours plus nationaliste. Il philosophait sur la nécessité de stabiliser un ordre établi (et ordre chez lui signifie État-nation), par une réintroduction des valeurs traditionnelles : selon lui, l'individu a le devoir de se subordonner au peuple et à la Nation. « Sans un esprit civique développé, un sens du devoir renforcé, un dévouement pour la communauté consolidé, un État libéral ne peut pas durer. » Ce tournant nationaliste eut comme conséquence un chantage au SPD pour qu'il accepte un amendement de la Constitution concernant les demandeurs d'asile politique. Ce droit fut pratiquement aboli. Mais le nationalisme se heurta rapidement à l'intégration européenne, renforcée par l'introduction de l'euro, qui déchirait massivement les milieux petit-bourgeois.

Le changement le plus lourd de conséquences pour la CDU a probablement été la

perte d'une grande partie des jeunes leaders des mouvements catholiques. Depuis les années 70, ces leaders se sont souvent engagés dans les campagnes contre le nucléaire (la lutte a commencé il y a exactement 25 ans à Wyhl près de Fribourg) ou dans de multiples luttes écologiques, ainsi que dans les grandes vagues des mouvements pacifistes contre la course aux armements. Une bonne partie d'entre eux est allée chez les Verts. Surtout, le catholicisme social est désormais quasiment asséché dans

l'Union ; actuellement, on ne voit pas de jeune Norbert Blüm (le personnage qui dirigea le Ministère des affaires sociales pendant les 16 années des gouvernements Kohl).

Le personnel jeune du parti se caractérise par l'absence de bases sociales et par un carriérisme patent. Aucun des jeunes leaders n'a prouvé qu'il sera capable d'intégrer les différents courants du conservatisme. Déjà, une lutte intense a lieu pour la succession de Schäuble à la tête du parti, mais sans candidat(e) vraiment crédible. Les 25 ans de Kohl à la direction du parti pèsent lourd. Dans cette situation, un populiste réactionnaire comme Haider aurait quelques chances de mordre dans l'électorat de la CDU (et du SPD).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'avenir de la CDU est plus sombre que jamais. ■

1. Heiner Geissler, *Gefährlicher Sieg. Die Bundestagswahl 1994 und ihre Folgen*, Köln 1995.

*Les accords post-Lomé*

# La fin annoncée de la politique de développement de l'Union européenne

Par  
G. Buster\*

La IV<sup>e</sup> Conférence ministérielle ACP-UE (Afrique-Caraïbes-Pacifique & Union européenne) qui s'est tenue à Bruxelles les 2 et 3 février dernier a conclu le long processus de négociations ouvert en septembre 1998 pour remplacer la convention de Lomé. La signature de la nouvelle convention est prévue au mois de juin prochain à Suva, capitale des îles Fidji. Les « *nouveaux accords de partenariat de Suva* » impliquent une rupture radicale avec la philosophie qui avait inspiré la première convention de Yaoundé (1963), puis celle de Lomé (1975), dans leurs différentes versions, en tant que cadre régulateur des rapports entre la Communauté européenne et 71 anciennes colonies en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique (ACP). Le vieux paternalisme néocolonial cède aujourd'hui la place au néolibéralisme, et le traitement préférentiel non réciproque à l'ouverture mutuelle des marchés. Cela signifie en pratique la fin de toute politique de développement de la part de l'UE et la subordination totale aux diktats de la globalisation et des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Les négociations se sont déroulées sous la menace que si on ne parvenait pas à un régime « *compatible avec l'OMC* » — donc non préférentiel pour les pays de l'ACP — la seule alternative serait l'augmentation des tarifs pour leurs exportations vers l'UE (1). Pour faire accepter aux pays ACP leur propre disparition en tant

que groupe, on leur a tendu la carotte d'une période transitoire de 8 ans, durant laquelle serait maintenu le statu quo commercial actuel, sans la moindre amélioration, avec l'obligation de le redéfinir dès 2005. L'OMC doit encore donner son aval à cette période transitoire.

Le plus stupéfiant, c'est que cela se pro-



duit deux mois à peine après les grandes manifestations de Seattle et celles contre l'OMC et le round du millenium à l'échelle internationale. Le commissaire européen Pascal Lamy parcourt le tiers monde en essayant de convaincre ses interlocuteurs que l'UE n'est pas les USA et qu'ils peuvent conclure avec elle une alliance pour « *régu-*

ler » la globalisation et lui donner un « *visage humain* », face aux multinationales nord-américaines. C'est aussi en contradiction flagrante avec les résolutions du Parlement européen qui, dans son rapport annuel sur l'assemblée paritaire ACP-UE du 7 février dernier, exigeait que « *l'UE et les pays ACP renforcent leur position commune en vue de modifier les normes le l'OMC pour donner la priorité à l'éradication de la pauvreté et au développement durable face à la libéralisation des échanges commerciaux* » (2).

Alors que le comité de liaison des ONG de développement européennes décrivait la convention de Lomé comme « *un modèle de coopération pour un développement très progressiste* » (3), la gauche alternative n'a jamais cru qu'il s'agissait d'autre chose que de la gestion des intérêts néocoloniaux européens, d'un pacte d'exploitation en bonne intelligence avec leurs alliés locaux, les oligarchies du tiers monde. Elle n'a conduit qu'à augmenter la dette extérieure des pays les plus pauvres de la planète et à adapter, par le biais des programmes d'aide à l'ajustement structurel, leur modèle de développement aux intérêts des multinationales européennes (4).

Mais avec les accords de Suva, toute discussion à ce sujet est caduque : la déclaration d'accès aux marchés pendant la période transitoire, qui figure en annexe, reconnaît que les économies des pays ACP subiront un préjudice avec ces nouvelles mesures. Tout illusionnisme d'une quelconque lutte contre la pauvreté s'est évaporé. A la vieille idéologie paternaliste du développement se substitue une vision du tiers monde réduit à une

\* G. Buster est membre du conseil de rédaction de la revue *Viento Sur*, por una izquierda alternativa, publiée à Madrid.

1. Ce chantage a déjà été relevé et condamné par la commission sur le développement international du Parlement britannique, en juin 1998, qui dans son rapport qualifiait la proposition de la Commission européenne de « *chantage immoral et inacceptable* » pour conclure : « *Les négociations pour la création des zones de libre échange régionales (REPA) entre l'UE et les pays ACP ne nous paraissent ni réalistes ni souhaitables parce*

*qu'elles ne sont pas dans l'intérêt des pays ACP.* »  
2. *Rapport annuel sur les résultats du travail de l'Assemblée paritaire ACP-UE en 1999*, Commission du développement et de la coopération du Parlement européen (Doc. A5—0032/2000).

3. *L'avenir de la Convention de Lomé : Document de position des ONG de développement européennes*, Comité de liaison des ONG, septembre 1997.

4. Eric Toussaint, *Dette extérieure du tiers monde : la finance contre les peuples*, Ed. Nueva Sociedad, Caracas, 1998. Il faut souligner par

ailleurs que la gauche alternative n'est pas seule à défendre cette analyse. Dans *The Future of Lomé*, publié par la fondation Friedrich Ebert, liée à la social-démocratie allemande, dans la collection *Working Papers On EU Development Policy* n°6, Robert Kappel écrit ainsi : « *Les rapports Europe-ACP sont avant tout une relation de clientélisme collectif. Ce clientélisme collectif apporte au partenaire le plus faible une protection contre la volatilité des marchés. C'est une relation asymétrique qui ne peut exister qu'entre partenaires aux ressources très inégales* » (p. 12).

## Union Européenne & Afrique-Caraïbes-Pacifique

périphérie instable et dangereuse, source d'émigrations illégales qu'il faut contrôler par des mesures policières. Significative est l'importance accordée lors des négociations à la question de l'expulsion vers les pays ACP non seulement de leurs nationaux "sans papiers" mais aussi de tout apatride qui aurait transité par leur territoire avant d'entrer dans l'UE (5).

### L'héritage de Lomé

Au moment de la signature du traité de Rome (1957) quatre des six États membres de la CEE (France, Belgique, Hollande et Italie) avaient encore des colonies ou, si l'on préfère, des « territoires dépendants ». La section IV du traité précisait les modalités de leur association avec la CEE et le Fonds européen de développement (FED) a été créé avec l'idée de mettre en place une gestion conjointe au niveau européen de cette sphère d'intérêt néocoloniale. En 1963, 18 ex-colonies francophones ont signé la convention de Yaoundé avec la CEE, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, pour faire contrepoids aux offres d'aide de l'URSS à l'intention du tiers monde. Parallèlement, la CEE découvrait une nouvelle méthode pour offrir des débouchés aux excédents de la politique agricole commune (PAC) dans un programme d'aide alimentaire qui, à partir de 1967, allait avoir des conséquences tragiques pour la production locale en Inde, au Bangladesh et en Afrique subsaharienne.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE a obligé à élargir la convention de Yaoundé aux anciennes colonies britanniques en Afrique et dans les Caraïbes (celles d'Asie en sont restées exclues sous pression expresse des États-Unis) et en 1975 a été signée la première convention de Lomé qui, dans sa quatrième version, incluait 71 États du tiers monde.

Les priorités ont varié à chaque révision des accords de Lomé, conformément aux dispositions alors en vigueur en matière de

politique de développement. Mais les bénéfices du régime commercial de non-réciprocité se sont érodés avec le processus de libéralisation généralisé impulsé par le GATT et l'OMC. En 1975, les pays ACP pouvaient exporter vers le marché communautaire 92 % de leurs produits libres de tout quota et taxe. Et même si la plupart de leurs exportations agricoles en étaient exclues du fait de la PAC (politique agricole commune), les protocoles concernant la banane, le sucre, le rhum et la viande de bœuf donnaient accès au marché communautaire. Mais en l'an 2000 la marge préférentielle pour les produits manufacturés par rapport au régime généralisé de préférences (SPG) n'atteint que 1,6 % ; plus de la moitié des produits agricoles (entre autres le café et le cacao) ne bénéficient d'aucun régime préférentiel et, pour les autres, il oscille entre 7 % et 10 % dans le meilleur des cas. De ce fait, les exportations des pays ACP vers le marché communautaire ont chuté de 6,7 % en 1975 à 2,7 % en 1995.

Dans la période 1986-1998 (6) le montant de l'aide de l'UE aux pays ACP a atteint presque 30 milliards d'euros, dont 77 % relèvent des dispositions des accords de Lomé. Cela représente 45 % de l'ensemble de l'aide financée par l'UE pour cette période. Même si cette aide a augmenté en valeur absolue, sa part relative dans l'aide totale a diminué du fait de l'augmentation de l'aide aux pays d'Europe centrale et de l'Est et de l'ex-URSS, en accord avec les priorités politiques et économiques de l'Union européenne. Si on détaille cette aide géographiquement, les pays de l'Afrique subsaharienne en sont les principaux bénéficiaires (78 % du total des pays ACP) : Éthiopie, Côte d'Ivoire, Mozambique, Cameroun, Soudan, Mali, Tanzanie et Zambie particulièrement. La République dominicaine, Haïti et la Papouasie-Nouvelle Guinée ont également perçu une aide importante au titre des Caraïbes et du Pacifique.

La ventilation de l'aide par postes voit arriver en tête (25 %) les « programmes d'aide », intitulé qui englobe l'aide pour l'ajustement structurel (12 %), en coordination avec le FMI et la Banque mondiale, les compensations pour pertes de revenus en matière d'exportations agricoles du fait des fluctuations de prix, STABEX (11,6 %), et les compensations relatives aux exportations de minéraux, SYSMIN (2,1 %). Ce type d'aide implique des transferts directs aux gouvernements ACP mais conditionnés par des réformes macro-économiques conformes aux prescriptions du FMI et de la Banque mondiale pour ce qui est de l'ajustement structurel. Cela subordonne le modèle de développement économique des pays ACP aux intérêts néocoloniaux de l'UE. 42 pays africains, 9 des Caraïbes et 2 du Pacifique — sur les 71 pays ACP — ont reçu des aides d'ajustement structurel, l'un des principaux vecteurs des privatisations à l'œuvre dans ces pays (7). Pour ce qui est des programmes STABEX et SYSMIN, les aides impliquaient parfois des subventions directes à des entreprises productrices de café, cacao et coton dont certaines étaient aux mains de capitaux européens, soit directement pour la production, soit pour la commercialisation ; ou encore à de grandes multinationales minières qui exploitent des gisements de bauxite, d'aluminium, de cuivre, de fer, de manganèse ou d'uranium dans des pays comme la Guinée, la Mauritanie, la Jamaïque, la Zambie ou le Botswana. Le secteur minier a bénéficié par ailleurs de l'aide directe au titre de "projets productifs".

Le deuxième programme — par la quantité — concerne l'aide aux projets de transports, infrastructures et communications (19 %), qui intéresse au premier chef les entreprises de travaux publics européennes. Quant à l'aide destinée directement à la lutte contre la pauvreté, elle se répartit ainsi : aide alimentaire (9 %), aide humanitaire (7,3 %) et infrastructure et services sociaux

5. On peut apprécier dans ce sens le communiqué du secrétariat général des pays ACP après la conclusion des négociations (<http://www.one-world.org/acpsec/gb/press/037900-e.htm>), qui exprime son étonnement devant la proposition « non-négociable » de l'UE, au moment où toute la presse européenne se répandait en clameurs contre l'entrée de l'extrême droite de Haider dans le gouvernement autrichien. Deux semaines plus tard se produisit l'explosion raciste de El Ejido, en Espagne, contre les immigrés travaillant dans les cultures sous plastique pour l'exportation vers les marchés communautaires les plus importants de l'UE.

6. Les données suivantes proviennent de : Aidan Cox and Jenny Chapman, *The European Community External Cooperation Programmes,*

Overseas Development Institute, Londres 1999.

7. Les conséquences des programmes d'ajustement structurel ont été analysées par de nombreux auteurs et cet article n'est pas le lieu pour en traiter longuement. Il faut pourtant souligner qu'elles ont été particulièrement graves pour les pays ACP par comparaison avec l'Amérique latine ou l'Asie. C'est ce qui résulte d'études subventionnées par l'UE elle-même. On mentionnera spécialement l'ouvrage collectif *Ajustement et Développement : L'expérience des pays ACP*, dirigé par Patrick et Sylviane Guillaumont, Ed. Economica, Paris, 1994. Dans le prologue, Manuel Marin, alors commissaire européen, affirmait : « Il n'y a pas d'autre issue que de constater, car les chiffres ne mentent pas, que malgré ces mesures parfois courageuses, l'investissement a

faibli et même reculé alors que le poids de la dette extérieure a considérablement augmenté. L'ajustement, par ailleurs inévitable, n'a pas produit de résultats à la hauteur des espérances, alors même que la justice sociale était mise à mal en maintes occasions. » Effectivement, pour ce qui concerne les dépenses d'éducation et de santé, le budget public total des pays ACP a chuté de 6 % en moyenne entre 1979 et 1998, alors qu'il a cru de 6 % et 4 % respectivement dans le reste des pays en voie de développement non-ACP. On ne doit pas sous-estimer la responsabilité de l'UE dans ces "années perdues" pour l'Afrique que sont les décennies 80 et 90, une UE qui a fourni entre 40 % et 60 % de l'aide totale au titre de l'ajustement structurel en Afrique subsaharienne.

(7,5 %).

La structure institutionnelle des accords de Lomé est d'ordre essentiellement inter-gouvernemental. Malgré l'existence d'une Assemblée parlementaire commune ACP-UE, d'un Conseil des ministres commun et d'un Comité d'ambassadeurs, les décisions et le contrôle de l'aide échappent au Parlement européen parce que seuls 16 % de l'aide sont d'ordre budgétaire, notamment les aides humanitaires et alimentaires. 75 % de l'aide aux pays ACP sont canalisés via le Fonds européen de développement (FED) dont la gestion relève de la seule Commission, responsable devant le Conseil de l'UE et dont la France est le premier contribuable, à hauteur de 25 % (8).

## Le paquet commercial

Trois éléments se sont avérés décisifs dans la définition de la position de l'UE vis-à-vis du nouveau paquet commercial des accords de Suva :

- La disparition de l'importance stratégique des pays ACP comme source de matières premières avec la fin de la seconde guerre froide et l'effondrement de l'URSS ; sur le plan idéologique, en matière de développement, cela s'est accompagné de la relativisation de la problématique de l'échange inégal, en particulier pour le prix des matières premières.

- L'érosion continue des avantages commerciaux préférentiels des pays ACP, du fait de la libéralisation multilatérale, que nous avons déjà mentionnée et qui remet en cause, soit dit en passant, tout le discours sur les "avantages comparatifs naturels".

- "L'incompatibilité" du système non-réciproque de Lomé avec celui de l'OMC, argument jugé déterminant, en fin de compte, lors des négociations.

Il est donc souhaitable de s'arrêter sur ce point. Le risque d'incompatibilité ne réside pas dans le contenu des accords de Marrakech, mais bien dans le jeu des nouvelles procédures de l'OMC. Personne ne s'était préoccupé de négocier une dérogation aux règles du GATT pour la convention de Lomé. C'est son successeur, l'OMC, qui a

posé le problème à propos du protocole de la banane en soulignant que les préférences accordées par Lomé étaient discriminatoires vis-à-vis d'autres pays en voie de développement. L'UE a été obligée de demander une dérogation en 1994, qu'elle a obtenue pour une durée de 5 ans.

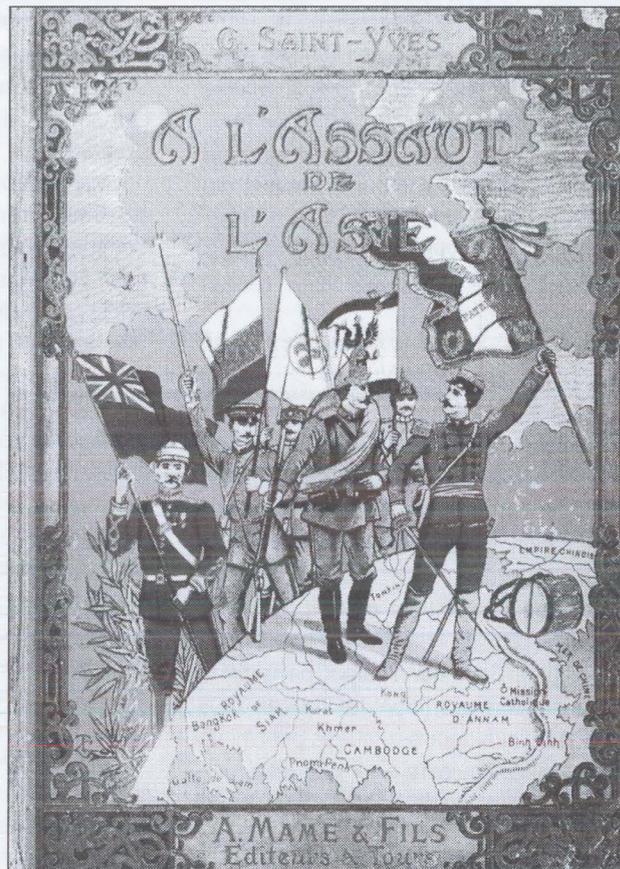
Le livre vert de la Commission et le mandat donné à la Commission par les États membres pour engager les négociations partaient de ces bases sans les remettre en cause : tout accord ultérieur à la convention de Lomé devrait être compatible avec l'OMC. Il ne restait alors que deux voies alternatives.

La première, remplacer le système de préférences de Lomé par le régime généralisé de préférences (SPG). Mais cela présente de graves inconvénients pour les pays ACP : il s'agit d'un régime unilatéral et révoquant qui tend à graduer les préférences en fonction du niveau de développement de chaque pays, en rompant non seulement l'unité des pays ACP en tant que groupe mais aussi les dynamiques d'intégration régionale réellement existantes, ce qui réduit à néant le faible rapport de forces des pays ACP dans les négociations (9). Par ailleurs, le Brésil a dénoncé le régime SPG accordé par l'UE aux pays andins et d'Amérique centrale.

La seconde, la restructuration des pays ACP dans des unions douanières et de libre-échange régionales (REPA), conformément à l'article XXIV du GATT, en introduisant un régime réciproque avec l'UE, pour lequel l'OMC prévoit une période transitoire sur 10 ans ou plus, au cours de laquelle la libéralisation pourrait progresser sur un mode asymétrique. D'après les études de faisabilité

réalisées, les nouvelles zones seraient les suivantes :

- CARICOM pour la Caraïbe (formé de 11 membres auxquels pourraient s'adjoindre Haïti, le Surinam, la République dominicaine, voire Cuba) ;
- EAC pour l'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et Tanzanie) ;
- PACIFICO pour l'ensemble des îles-États autour de la Papouasie-Nouvelle Guinée ;
- SADC pour les pays du cône sud de



- l'Afrique, avec pour axe l'Afrique du Sud ;
- UDEAC pour les 6 pays d'Afrique centrale ;
- UEMOA pour 8 pays d'Afrique occidentale de la zone monétaire franc CFA.

Ce schéma de régionalisation présente avant tout l'inconvénient de n'être qu'un schéma. Les modèles économétriques construits sur cette base mettent en évidence des conséquences négatives pour de nombreux pays ACP, au point qu'une revue

le professeur Stevens de l'université de Sussex, le principal porte-parole de cette position, Claude Maerten, de la direction générale développement de la Commission et Peter Tulloch, de l'OMC, qui s'est également montré ouvert à cette idée (<http://www.inzet.nl/projecten/lo/me/reportext1.html>). Voir aussi : C. Stevens, M. MacQueen and J. Kennan, *After Lomé IV : A Strategy for ACP-EU Relations in the 21st Century*, Commonwealth Secretariat and Institute of Development Studies, 1998.

8. Kappel, O. C. : « La France et la Grande-Bretagne sont aujourd'hui les principaux protagonistes qui conservent toujours des intérêts stratégiques dans les pays ACP. La France a dans une certaine mesure pu exercer une influence massive dans ses anciennes colonies (...) Cette relation se voit renforcée par la coopération monétaire (la zone CFA), militaire et culturelle, qui alimente des structures clientélistes très étroites. (...) L'intérêt stratégique d'autres nations européennes, par ailleurs, est relativement moindre, à l'exception de l'Angleterre. La Grande-Bretagne

*maintient des relations commerciales avec l'Afrique du Sud et de l'Est, ainsi que différents États d'Afrique de l'Ouest (en particulier le Nigeria et le Ghana) et de la Caraïbe. Cela touche aussi à ses intérêts stratégiques.*

9. Il est intéressant de souligner que, même si c'est la position finalement adoptée par les pays ACP, une série de spécialistes ont continué à défendre jusqu'à la dernière minute une formule qu'ils ont baptisée SGP Plus. On pourra se reporter aux actes du débat organisé par l'INZET à Amsterdam, le 27 mai 1999, auquel participaient

# Union Européenne & Afrique-Caraïbes-Pacifique

aussi peu suspecte de sensiblerie que *The Economist* a jugé bon de le souligner (10).

Ce processus de régionalisation est encore compliqué par le traitement distinct accordé aux pays les moins avancés (PMA), où se retrouvent plus de la moitié des pays ACP. La logique aurait dû conduire à étendre à l'ensemble des pays ACP les avantages accordés aux PMA et à impulser le rôle de "locomotives régionales" des non-PMA pendant la phase transitoire (11). L'Union européenne s'y est refusée en arguant de la rente dont bénéficieraient certains pays ACP des Caraïbes anglophones et s'en est tenue à un strict statu quo pour l'accès au marché communautaire des pays ACP non-PMA. Sinon, il aurait fallu, conformément aux règles de l'OMC, étendre les nouvelles dispositions à tous les pays en voie de développement, ACP ou non, parmi lesquels se trouvent certains de leurs principaux concurrents.

Il est plus malaisé de comprendre les raisons profondes qui ont conduit les négociateurs de l'UE à limiter la période transitoire au 31 décembre 2007, alors que l'OMC envisageait une marge plus ample. Les pays ACP non-PMA, c'est-à-dire les candidats à l'intégration dans les REPA, verront leurs déclarations d'intention examinées par la Commission en 2004 et devront fournir en 2006 un plan de restructuration pour leur intégration. Ceux qui n'auront pas satisfait aux conditions rejoindront les PMA en 2008 et l'UE définira pour eux, au cas par cas, un régime SPG. Toujours est-il que les protocoles spéciaux sur la banane, le rhum, la viande de bœuf et le sucre ont disparu ou sont réduits à des déclarations de bonnes intentions totalement incompatibles avec les règles de l'OMC.

## Le paquet financier

On aurait pu espérer une compensation

10. "Stealing from the poor", *The Economist*, 24 avril 1999 : « En pratique les pays ACP se sont retrouvés dans une situation pire. S'ils autorisent l'importation de marchandises européennes sans les taxer, les gouvernements ACP perdront des revenus douaniers pour quelque 7,5 milliards de dollars, selon Alan Winters, un ancien économiste de la Banque mondiale qui enseigne aujourd'hui à l'université de Sussex (...) La plus grande partie tombera dans les poches des producteurs européens au lieu de celles des consommateurs des pays ACP. Le plan de l'UE a d'autres inconvénients. Il renforce la dépendance malsaine des économies des pays ACP vis-à-vis de l'Europe, au lieu de favoriser une meilleure intégration dans l'économie mondiale. Et c'est un cauchemar logistique. La majorité des pays ACP ne dispose ni de l'administration ni des ressources nécessaires pour négocier des accords économiques aussi

sur le terrain financier, notamment dans le cadre du 9<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), aux perspectives commerciales draconiennes imposées par l'UE. Mais toutes les estimations sur l'aide de l'UE aux pays ACP soulignent que le principal obstacle à la croissance économique prévue pour ces pays réside dans la carence des investissements privés extérieurs, elle-même largement liée à la carence d'investissements publics nécessaires pour assurer une infrastructure minimale, condition indispensable à la rentabilisation des capitaux privés. C'était précisément le rôle attribué au FED, au-delà des affaires juteuses que se proposaient les entreprises de travaux publics européennes (12).

Mais le FED souffre de ses propres maux, à commencer par l'incapacité de la Commission européenne en matière de gestion. Au terme des accords de Lomé, en février 2000, les crédits non employés au titre des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> FED atteignent 9 milliards d'euros. Les propositions de l'UE pour les pays ACP se chiffrent, dans le 9<sup>e</sup> FED, à 13,5 milliards d'euros sur 5 ans, ce qui était déjà le cas du 8<sup>e</sup> FED, et qui représenterait donc un engagement réalisé additionnel de 4,5 milliards d'euros. Cela signifierait une dépense annuelle moyenne de 2,7 milliards d'euros alors que, jusqu'ici, la Commission n'a déboursé que 1,8 milliards d'euros par an en moyenne. Vu l'incapacité administrative indubitable de la Commission — une des bureaucraties les plus inefficaces au monde —, une telle perspective repose sur deux éléments additionnels du paquet financier. D'abord, sur les 13,5 milliards annoncés, 1 milliard est conditionné à un bilan global du 9<sup>e</sup> FED en 2004. Ensuite la participation envisagée par l'UE à l'initiative internationale en faveur des pays hautement endettés proviendrait du reliquat des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> FED, à hauteur de 1 milliard d'euros à nouveau. Ils serviraient essentiellement à remettre à flot la

complexes. » *The Economist* en vient à défendre une libéralisation directe des pays ACP par le biais multilatéral de l'OMC.

11. Dans le cadre d'une initiative internationale visant à réduire de moitié le nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté d'ici 2005, les PMA ont obtenu un accès sans restriction ni contrepartie aux marchés des pays de l'OCDE. Sur les 71 pays ACP, 40 sont classifiés PMA d'après leur revenu *per capita*. Mais il s'agit d'un critère de classification largement contesté et abandonné même par le PNUD au bénéfice des indicateurs de développement humains. Faire la différence entre la pauvreté des PMA et des non-PMA requiert en Afrique subsaharienne toute la subtilité de spécialistes en développement compétents pour mesurer la misère humaine.

12. Voir Guillaumont, O. C. Il est toujours inté-

Banque africaine de développement et, au-delà, la zone monétaire du franc CFA. La Commission n'aurait alors à gérer annuellement que 2,3 milliards d'euros pendant les premières années du 9<sup>e</sup> FED et un reliquat de quelque 5 ou 6 milliards d'euros serait reporté sur le 10<sup>e</sup> FED.

En définitive, le FED n'agit pas comme un vecteur compensatoire des concessions faites par les pays ACP en matière commerciale, mais se réduit plutôt à une masse d'argent virtuelle inscrite plusieurs fois dans les programmes avant d'être réellement dépensée. Il s'agit, après la disparition des dispositions STABEX et SYSMIN et le renforcement des mécanismes d'aide à l'ajustement structurel, de peser sur le modèle de développement des pays ACP et d'éviter toute résistance à la globalisation.

Si on ajoute que ses sommes ne sont pas d'ordre budgétaire et sont donc hors de tout contrôle du Parlement européen, on ne s'étonnera pas que leur gestion soit un des éléments de la politique communautaire les plus critiqués par les ONG et une source de corruption des pays ACP, comme cela s'est encore vérifié récemment en Côte d'Ivoire. Il faut donc envisager comme objectif immédiat l'inscription du FED dans un cadre budgétaire, malgré la résistance de certains États membres tels que l'Allemagne qui verraient alors augmenter leur quote part. Un plus grand contrôle démocratique et une meilleure transparence devraient permettre d'augmenter les engagements de dépenses. Cela permettrait alors d'envisager une augmentation annuelle du FED jusqu'aux 0,7 % du PIB que l'OCDE recommande au titre de l'aide au développement de ses États membres.

## Le paquet politique

Ceux qui ont vu dans les accords de Lomé un modèle de coopération pour le

ressant de relever une analyse qui impute l'absence de croissance économique au capital et non au travail, comme on le fait habituellement dans les rangs de l'UE. Il est évident que les salaires ne peuvent pas tomber plus bas dans des zones comme l'Afrique subsaharienne. Toute augmentation de la productivité y est même liée à une croissance des revenus et une amélioration de l'alimentation. Mais il est contradictoire de réclamer simultanément des ajustements macroéconomiques pour favoriser l'exportation qui réduisent le revenu fiscal et les dépenses sociales des pays ACP. C'est un cercle vicieux sans issue qui interdit la réalisation d'infrastructures du fait de l'inexistence de capitaux publics. La seule logique qui inspire cet embrouillamini est la priorité accordée par le FMI, la Banque mondiale et l'UE, au service de la dette externe.

développement insistent sur la « culture de partenariat » qui les a inspirés, qui laisserait les pays ACP maîtres de leur destin et du choix d'un modèle de développement. Nous avons vu combien l'objectif de l'aide pour l'ajustement structurel est à l'exact opposé. Il serait donc bien plus correct de parler de « culture de clientélisme collectif ». La notion de partenariat a néanmoins légitimé un mécanisme de consultation unique au niveau international, codifié dans l'article

ment.

L'inclusion de la question de la corruption a donné lieu à de longs débats sur le concept de "bonne gouvernance" et les pays ACP l'ont acceptée en avançant qu'elle pourrait donc aussi viser l'UE dans les cas où la corruption aurait pour origine des entreprises ou des gouvernements européens. A l'image du FED, la gestion de ce mécanisme de contrôle relève de la Commission et du Conseil, sans qu'y soit associé le Parlement européen.

Pourtant, contrairement aux craintes, le point le plus ardu des négociations n'a pas concerné cette question de la « bonne gouvernance » ni l'inclusion de la question de la corruption dans les accords, mais l'article 13 concernant les migrations. Le communiqué de presse des pays ACP que nous avons cité est on ne peut plus éloquent sur le développement des négociations concernant ce point. Le spectre de Haider hantait les propositions de l'UE en matière de traitement des immigrants illégaux, y compris les apatrides et ceux de nationalité inconnue, qu'on voudrait pouvoir réexpédier vers les pays ACP de provenance lors de leur entrée sur le territoire de l'UE. Pour certains pays européens, il y avait là une opportunité pour donner aux accords de Suva le caractère d'un traité sur l'émigration concernant en bloc les 71 pays de l'ACP, d'un instrument légal qui permettrait à l'Europe de Tampere de se débarrasser de ses "sans papiers", une bonne fois pour toutes, à sa

convenance. Les pays ACP ont réussi à dénoncer ce scandale politique, à mobiliser les ONG européennes et jusqu'à la responsable des droits humains de l'ONU, Mary Robinson, et ont finalement obtenu une rédaction plus mesurée de l'article 13. L'UE s'est engagée à respecter les droits des émigrants légaux des pays ACP mais avec l'obligation d'ouvrir des négociations bilatérales, à la demande des États membres de l'UE, pour conclure des accords migratoires qui incluraient le cas des immigrants apatrides illégaux.

## D'autres accords étaient-ils possibles ?

Cette question n'a de sens qu'après les protestations de Seattle contre le round du millenium de l'OMC et de Bangkok contre l'UNCTAD. Cela revient à apprécier les capacités réelles de résistance contre la globalisa-

tion capitaliste. Si la volonté politique en avait prévalu, l'UE et les pays ACP auraient pu se saisir de la négociation des accords post-Lomé pour réclamer ensemble la réforme de l'article XXIV du GATT et défendre une politique de développement fondée sur des accords commerciaux non-réciproques. Plutôt que d'imposer une régionalisation forcée par le biais de thérapies de choc, il aurait peut-être été possible de définir l'horizon d'une régionalisation fondée sur une dynamique d'intégration alimentée par un programme SGP amélioré. L'UE aurait pu lui donner un caractère non pas unilatéral, mais contractuel, en reprenant la proposition de Ruggiero, l'ancien directeur général de l'OMC, d'appliquer un tarif zéro dans le cadre de l'OMC aux exportations de tous les PMA. Cette règle aurait été assortie d'un critère de vulnérabilité pour protéger les intérêts légitimes des producteurs de l'UE face à la concurrence basée sur le dumping social de certains pays en voie de développement non-ACP. Le concept de partenariat aurait pu prendre davantage corps avec la création d'un organisme d'arbitrage ACP-UE indépendant.

Tout cela était possible techniquement si l'on avait été disposé à se battre dans l'OMC aux côtés des pays ACP pour imposer une logique distincte de celle de la globalisation et des intérêts des multinationales européennes. Mais cette volonté politique a manqué tant à la commission Prodi qu'à l'UE de la "troisième voie". Comme le souligne *The Economist*, « l'UE était disposée à dilapider un certain capital politique pour s'assurer le soutien américain à une nouvelle dérogation (dans l'OMC) ». Les intérêts de l'UE dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste fixent d'autres priorités que celle du développement. Voilà pourquoi les pays européens ont serré les rangs pour repousser toute amélioration d'accès des pays ACP au marché commun communautaire pendant la période transitoire et pour limiter celle-ci à huit ans.

Pourtant, rien n'est encore définitivement réglé, avec l'échéance de la consultation incluant les pays ACP en 2004 et le report du round du millenium. Cela soulève quelque espoir dans les négociations entre certains pays ACP et les ONG qui les ont soutenus. Il faudrait qu'une très large mobilisation unisse la résistance contre l'OMC en défense de l'État providence en Europe à une solidarité active avec le tiers monde et son droit au développement. Il faudrait un internationalisme de masse véritable. La lutte pour cette utopie nécessaire nous réunira. ■



366b de la convention de Lomé et repris dans les articles 94 et 95 des accords de Suva. Il s'agit de la clause de non-exécution liée à des questions essentielles incluses dans l'article 9 des accords de Suva : la défense des principes démocratiques, les droits humains et l'État de droit (déjà inclus dans les accords de Lomé) et de la lutte contre la corruption. Si l'une des parties, l'UE jusqu'ici, considère que se sont produites des atteintes graves à ces principes, la coopération peut être suspendue ou limitée à l'aide humanitaire et l'État accusé convoqué pour consultation dans un délai de 21 jours, les discussions restant ouvertes 60 jours avant l'adoption de mesures définitives. Ces consultations impliquent non seulement l'UE et l'État en cause mais aussi des représentants d'autres pays ACP, dans le cadre d'un système collectif de contrôle d'une grande efficacité et d'un faible coût politique pour l'UE ou ses États membres pris individuelle-

L'ARME DE LA CRITIQUE  
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.  
K. MARX

librairie  
La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris

m é t r o T é l é g r a p h e

t é l : 01 42 38 04 14

f a x : 01 42 38 27 51

o u v e r t u r e : l u n d i 14h-20h

m a r d i à s a m e d i : 12h-20h

v e n t e p a r

c o r r e s p o n d a n c e

P a r i s , p r o v i n c e ,

é t r a n g e r : e n v o i

g r a t u i t